

Commission d'enquête
sur l'octroi et la gestion
des contrats publics
dans l'industrie
de la construction

Québec



COMPRENDRE L'INFILTRATION DE LA MAFIA DANS LE SECTEUR PUBLIC DE LA CONSTRUCTION EN ITALIE

RAPPORT FINAL

Étude financée par la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
(n° de contrat xxxxxxxx)

Présentée par Valentina Tenti, Ph. D., chercheuse en criminologie
Montréal, le 2 août 2012



Table des matières

Remerciements	5
Introduction	7
1. But et objectifs du rapport.....	7
2. Définitions.....	8
Crime organisé	8
Infiltration mafieuse	9
Entreprise mafieuse	10
3. Sources des données et analyse.....	11
Revue de la littérature.....	12
Accès aux études de cas et analyse.....	12
4. Limites.....	17
5. Structure du rapport.....	17
 PARTIE I.....	 19
 LA COSA NOSTRA.....	 21
1.1 Structure et organisation.....	23
1.1.1 Structure des familles de la Cosa Nostra.....	24
1.1.2 Mécanismes de coordination de la Cosa Nostra.....	26
1.2 Rituels et codes de conduite	29
1.3 Fonctions et objectifs	32
 LA 'NDRANGHETA.....	 38
2.1 Structure et organisation.....	39
2.1.1 Structure des familles de la 'Ndrangheta.....	40
2.1.2 Mécanismes de coordination de la 'Ndrangheta.....	43
2.2 Rituels et codes de conduite	46
2.3 Fonctions et objectifs.....	47

LA CAMORRA	Erreur ! Signet non défini.
3.1 Structure et organisation.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2 Rituels et codes de conduite	Erreur ! Signet non défini.
3.3 Fonctions et objectifs.....	Erreur ! Signet non défini.
 PARTIE II	Erreur ! Signet non défini.
 ÉTUDE DE CAS N° 1 : SICILE	
Bâtisseurs d'expérience, criminels d'expérience : la corruption et le racket dans le secteur sicilien de la construction	Erreur ! Signet non défini.
 ÉTUDE DE CAS N° 2 : CALABRE	
Port franc : infiltration mafieuse dans l'achèvement des travaux de construction du port de Gioia Tauro	
Erreur ! Signet non défini.	
 ÉTUDE DE CAS N° 3 : CAMPANIE	
Aperçu du « système » : infiltration mafieuse des clans de la Camorra.....	Erreur ! Signet non défini.
 Constatations	Erreur ! Signet non défini.2
7.1 Répertoire des activités du crime organisé dans le secteur de la construction en Italie ...	Erreur ! Signet non défini.2
7.2 Méthodes d'infiltration mafieuse dans le secteur public de la construction en Italie.....	Erreur ! Signet non défini.8
7.3 Explication de la perméabilité du secteur de la construction au crime organisé	Erreur ! Signet non défini.2
7.3.1 Vulnérabilité au racket	Erreur ! Signet non défini.3
7.3.2 Potentiel de racket	Erreur ! Signet non défini.7
7.4 Conclusion.....	Erreur ! Signet non défini.8
 References	Erreur ! Signet non défini.0

Remerciements

L’auteure tient à remercier le TRANSCRIME – Centre commun de recherche sur le crime transnational (Università Cattolica del Sacro Cuore et Università degli Studi di Trento), où elle a eu l’occasion d’approfondir son expertise en matière d’étude du crime organisé et d’enjeux liés à la prévention du crime, de janvier 2006 à octobre 2009. Elle est également reconnaissante à Ernesto U. Savona, professeur en criminologie à la Università Cattolica del Sacro Cuore de Milan et directeur du TRANSCRIME. De plus, l’auteure remercie Francesco Calderoni (chercheur du TRANSCRIME) et Sara Martocchia (ancienne chercheuse du TRANSCRIME), avec qui elle a participé, à titre de chercheuse, au projet *Mise en œuvre d’analyses criminelles – Macro-activité 3 : Études de cas* mené par TRANSCRIME en 2007-2008 et financé par le ministère de l’Intérieur, département de la Sécurité publique (Italie) dans le cadre du Programme opérationnel national pour le développement de l’Italie du Sud. Cette expérience s’est avérée grandement bénéfique à l’auteure, qui a approfondi sa connaissance du fonctionnement interne du crime organisé italien, ainsi que son expertise en matière d’évaluation du risque d’infiltration mafieuse dans les secteurs légitimes. Certaines sections du présent rapport sont le fruit de cette expérience.

Introduction

1. But et objectifs du rapport

La présente étude vise à dresser le portrait des organisations mafieuses italiennes, c'est-à-dire la Cosa Nostra, la 'Ndrangheta et la Camorra, ainsi qu'à décrire le phénomène de l'infiltration mafieuse dans le secteur public de la construction en Italie. Plus précisément, les principaux objectifs du rapport sont les suivants :

1. Distinguer les particularités de la mafia en Italie du Sud et dresser le portrait des trois groupes traditionnels du crime organisé italien (la Cosa Nostra, la 'Ndrangheta et la Camorra).
2. Illustrer les tendances de l'infiltration mafieuse dans le secteur de la construction en Italie.

À partir de ces objectifs, l'étude permet de mieux saisir comment le phénomène du crime organisé est apparu en Italie et brosse le tableau des dynamiques du secteur public de la construction dans ce pays, afin d'illustrer *comment* et *pourquoi* les organisations criminelles accablent cette industrie. Pour ce faire, l'étude se penche sur les faits observés dans le cadre de recherches et d'études de cas antérieures, qui avancent des explications sur le phénomène du crime organisé italien et l'infiltration mafieuse dans le secteur de la construction en Italie.

La « force brutale » du crime organisé, caractérisée par l'utilisation de la violence (réelle ou sous-entendue) pour obtenir le contrôle d'un territoire ou d'activités économiques donnés, est certes un problème majeur, mais l'idée principale qui se dégage du présent rapport est que les organisations criminelles visent à tisser des liens avec des segments des sphères économique et politique afin de poursuivre leurs entreprises criminelles et de s'enrichir en toute légalité. Selon l'étude, le crime organisé ne renverse pas les secteurs économiques légitimes; il exploite plutôt leurs vulnérabilités et saisit ces occasions pour son propre intérêt. La recherche des caractéristiques commerciales qui créent des occasions d'activité criminelle est donc essentielle pour déterminer le niveau d'infiltration mafieuse dans un secteur donné et formuler des stratégies efficaces afin de remédier à la situation.

2. Définitions

Tout d'abord, il convient de définir les termes *crime organisé*, *infiltration mafieuse* et *entreprise mafieuse*, tels qu'ils sont utilisés dans cette étude. Ces définitions serviront à préciser la portée de la recherche, ainsi que les divers comportements et phénomènes criminels visés par cette analyse.

Crime organisé

Il existe plusieurs définitions, dont les champs d'application varient grandement, du terme *crime organisé*¹. L'absence de critères clairs et acceptés pour le définir a d'ailleurs mené à un long débat dans le domaine.

Pour les besoins de la présente étude, la définition retenue est celle de la disposition juridique italienne de la *associazione a delinquere di tipo mafioso* (article 416 *bis* du Code pénal italien²). Selon cet article, une association mafieuse est un groupe de trois personnes ou plus

[Traduction] dont les membres se prévalent de la force d'intimidation du lien associatif et de la condition d'assujettissement et de silence criminel (*omertà*) qui en dérive pour commettre des délits, pour acquérir de façon directe ou indirecte la gestion ou le contrôle d'activités économiques, de concessions, d'autorisations ou de contrats et de services publics, ou pour réaliser des profits ou avantages injustes pour soi-même ou pour d'autres, ou bien dans le but d'empêcher ou d'entraver le libre exercice du vote ou de procurer des votes à soi-même ou à d'autres lors des consultations électorales³.

Les dispositions de l'article 416 *bis* du Code pénal italien s'appliquent à la Cosa Nostra, à la 'Ndrangheta et à la Camorra, mais aussi [Traduction] « [...] à d'autres associations criminelles – peu importe leur nom dans leur région d'origine – notamment les groupes étrangers, qui visent des buts semblables à ceux des associations mafieuses et qui, pour les atteindre, ont recours à la force d'intimidation du lien associatif » (article 416 *bis*, dernier paragraphe).

En Italie, l'expression *crime organisé* fait donc référence à un type précis d'organisations criminelles, lesquelles se distinguent des groupes ponctuels qui se forment pour la commission

¹ Le concept de crime organisé est un sujet bien controversé. Klaus von Lampe a colligé plus de 150 définitions du terme, selon différents points de vue épistémologiques (voir www.organized-crime.de/organizedcrimedefinitions.htm).

² L'article 416 *bis* a été ajouté au Code pénal italien en septembre 1982, en réaction à une série de meurtres commis contre des représentants de l'État, dont un membre du Parlement, Pio La Torre, abattu par des mafieux au début de 1982. C'est lui qui avait instauré cette loi (devenue la loi n° 646/1982, aussi connue sous le nom de *Loi de Rognoni-La Torre*, d'après les tenants de deux lois antimafieuses qui ont ensuite été unifiées), laquelle a introduit la notion de « conspiration mafieuse » dans le système juridique italien et a autorisé les tribunaux à saisir ainsi qu'à confisquer les biens des personnes appartenant à un réseau mafieux.

³ Traduction de Paoli, 2004, p. 266.

immédiate d'un seul crime⁴. Voici les éléments principaux qui caractérisent les associations mafieuses : la dimension organisationnelle [Traduction] « officielle, secrète, indépendante et antérieure à la gestion de chaque activité et qui agit à titre d'élément principal d'identification interne » (Fulvetti, 2004, p. 48); la force des liens mafieux pour la réalisation d'activités criminelles; la multiplicité des objectifs et des activités, qui ne se limitent pas aux marchés illicites, mais qui visent aussi les sphères économiques et politiques officielles⁵; le recours systématique à la violence (réelle ou sous-entendue) pour établir la *loi* de la mafia et créer un clivage entre les marchés.

Infiltration mafieuse

Plusieurs études sur le crime organisé qui ont porté sur les caractéristiques de l'infiltration des organisations criminelles dans l'économie légale italienne ont reconnu le sérieux de ce problème⁶, mais peu de définitions ont été proposées pour le terme *infiltration mafieuse*. Dans le contexte du secteur de la construction, Savona (2010, p. 132) a défini *infiltration* de la façon suivante [Traduction] : « Capacité d'une organisation criminelle à noyauter une entreprise légale et à la diriger, seule ou avec des membres des secteurs légaux. » De même, Calderoni et Caneppele (2009, p. 15) ont élaboré, pour les besoins de leur étude, une définition de l'infiltration mafieuse dans les contrats publics [Traduction] : « Il y a infiltration quand un individu ou une personne morale, appartenant ou lié à une association mafieuse, ou à tout le moins qui soutient une telle association, s'introduit dans un processus d'acquisition public pour obtenir un avantage illicite. »

Dans la présente étude, le concept d'infiltration mafieuse est interprété dans un sens relativement large, approchant la définition offerte par Calderoni et Caneppele (2009). Ainsi, on entend par là le système de conditionnement mis en place par des groupes mafieux en vue de créer un clivage entre les marchés et d'exercer une influence réelle sur des territoires et des activités

⁴ Dans le système juridique italien, la notion de conspiration mafieuse se distingue de celle de simple conspiration (article 416 du Code pénal italien), même s'il y a certains recoupements entre les deux : l'existence d'un lien associatif entre trois personnes ou plus, une structure organisationnelle et un but criminel commun. Toutefois, la notion d'association mafieuse va au-delà de ces trois éléments et implique deux autres aspects étroitement liés : i) le chevauchement entre les sphères criminelles et légales (en raison des liens entre le crime organisé, l'économie officielle et le monde politique); ii) le recours systématique à la violence et à l'intimidation pour créer un clivage entre les marchés et exercer une véritable emprise sur les territoires et les activités économiques.

⁵ Comme le souligne Paoli (2004, p. 277), [Traduction] « le sens (et le danger) des [...] associations mafieuses ne peut se limiter à leur implication dans les marchés illégaux. Leur particularité réside dans leur désir d'exercer un pouvoir politique et [...] un contrôle souverain sur les gens de leurs communautés ». Ainsi, à la différence d'autres types d'organisation criminelle, les associations mafieuses ne se contentent pas de produire et de vendre des biens et des services illégaux (dans des secteurs légaux et illégaux). C'est pourquoi, lorsqu'ils étudient les associations mafieuses, de nombreux universitaires mettent entre autres l'accent sur l'exercice d'un contrôle territorial et sur la dominance politique, au point que les groupes mafieux ont souvent été considérés comme des « régimes de pouvoir » (Block, 1983) qui transcendent la criminalité conventionnelle. Paoli (2003, 2004) a abondamment illustré la « soif de pouvoir » des associations mafieuses et l'exercice d'une certaine « souveraineté » dans les domaines social, économique et politique où évoluent leurs membres).

⁶ Voir par exemple, Arlacchi (1986), Centorrino (1986), Santino-La Fiura (1990), Paoli (2003, 2004), Champeyrache (2004), Centonze (2005), Asmundo-Lisciandra (2008), CPA (2008), Calderoni-Caneppele (2009), DNA (2010), Savona (2010), DIA (2011) et Varese (2012).

économiques légitimes. Tout particulièrement, il y a infiltration mafieuse du secteur public de la construction chaque fois qu'une personne appartenant ou liée à une association mafieuse, ou qui soutient ou facilite ses activités, influence la soumission, l'attribution ou l'exécution d'un contrat public dans le secteur de la construction afin d'obtenir des profits ou des avantages illicites, pour elle-même ou pour autrui.

Entreprise mafieuse

Plusieurs études sur le crime organisé ont avancé l'idée d'analyser le phénomène mafieux au titre d'une entreprise illicite qui suit les méthodes d'une organisation commerciale légitime (Smith, 1978), et ainsi différentes conceptualisations du terme *entreprise mafieuse* ont été élaborées. À la lumière de l'implication croissante de la mafia dans des secteurs légaux en Italie, Pino Arlacchi (1986) a réinterprété le concept du crime organisé dans le contexte des dynamiques commerciales et organisationnelles. Il a mis au point la notion de *mafia imprenditrice* (mafia entrepreneuriale) et a employé l'interprétation de Schumpeter pour définir les *mafiosi-entrepreneurs*⁷. Dans son analyse, il illustre trois différentes caractéristiques qui constituent [Traduction] « les avantages concurrentiels des entreprises mafieuses par rapport aux sociétés normales » (Arlacchi, 1986, p. 89) : le recours aux méthodes mafieuses dans les affaires; l'organisation du travail au sein de l'entreprise et le contrôle du marché du travail (compression des salaires et disponibilité de la main-d'œuvre), rendus possibles par le lien associatif et la condition d'assujettissement qui en découle; ainsi que l'accès à des ressources financières (provenant surtout d'activités illégales et réinvesties dans les activités d'entreprises légales). D'autres universitaires ont également repéré des caractéristiques « entrepreneuriales » chez la mafia. Constantino (1986), par exemple, distingue trois types d'entreprises liées au crime organisé : *impresa paravento* (entreprise paravent), soit une société écran qui sert de véhicule pour les activités commerciales et le blanchiment d'argent; *impresa mafiosa* (entreprise mafieuse), soit une entité officielle opérant dans l'économie légale, mais ayant recours à la violence (réelle ou sous-entendue) pour dépasser la concurrence du marché; et *impresa a capitale mafioso* (entreprise à capitaux mafieux), soit une entité de production qui respecte les règles du marché, mais qui est financée par des activités criminelles menées par des associations mafieuses. Raimondo Catanzaro (1992, p. 203) établit que les entreprises mafieuses sont celles qui [Traduction] « exercent des activités de production légales et illégales et ont recours à la violence pour décourager la concurrence ». Umberto Santino et La Fiura (1990) ont élaboré une notion d'entreprise mafieuse qui repose sur trois caractéristiques principales : l'implication de mafieux dans l'entreprise; l'utilisation des profits du crime; et l'adoption de méthodes mafieuses pour décourager la concurrence. Cette conceptualisation cadre également avec l'analyse d'Enzo Fantò (1999) sur les caractéristiques de l'entreprise mafieuse, qu'il définit comme [Traduction] « une unité économique qui tire son origine d'un capital fruit d'activités illégales de la mafia, ayant

⁷ Schumpeter (1959) relie l'entrepreneur et l'innovateur. Arlacchi (1986, p. 88-89) a écrit [Traduction] : « Les entrepreneurs mafieux ont apporté plusieurs innovations dans l'organisation de leurs firmes. La plus importante consiste en l'adoption de méthodes mafieuses dans l'organisation du travail au sein de l'entreprise et dans la gestion des affaires externes. Le fait d'appliquer des méthodes mafieuses dans la production de biens et de services a permis à une catégorie entière de firmes, comme toute autre entreprise novatrice, de bénéficier d'un profit dont elles ont le monopole et d'exclure les autres unités économiques. »

pour objectif la production ou l'échange de services et de biens, opérant tant sur des marchés légaux qu'illégaux et dont la force concurrentielle est constituée par l'intimidation et la violence » (Fantò, 1999, p. 39). Fantò n'est pas le seul à avoir analysé l'influence de la mafia sur le marché. Dans cette même optique fonctionnaliste, Diego Gambetta (1992, p. 1) propose une approche selon laquelle la mafia devrait être vue comme une [Traduction] « entreprise économique définie, une industrie qui produit de la protection privée, en fait la promotion et en vend ». Cette approche a également été adoptée par d'autres universitaires (Gialanella, 1990, et D'Antonio et Scarlato, 1993, par exemple).

Dans la présente étude, le concept d'entreprise mafieuse est interprété dans un sens assez large : il fait référence aux entités économiques officielles évoluant dans le domaine légitime, qui sont liées ou assujetties à des organisations criminelles et qui emploient des moyens légaux et illégaux dans le but d'obtenir des avantages et des profits illicites. Les particularités de l'entreprise mafieuse sont les suivantes : la participation (officielle ou non) de membres ou d'associés mafieux, le recours aux méthodes mafieuses dans l'organisation du travail ou dans le commerce légal, ainsi que l'accès aux ressources d'activités illégales réinvesties dans celles d'entreprises légitimes. Cette représentation – conforme aux conclusions d'études antérieures – permet de bien définir les formes revues d'influence et d'infiltration utilisées par le crime organisé dans le commerce légitime.

3. Sources des données et analyse

Bien qu'au fil des ans, la question du crime organisé et de son infiltration dans l'économie légale italienne ait fait l'objet de nombreux travaux et que beaucoup la considèrent comme étant très grave, la recherche sur le sujet ne se fait pas sans obstacle. Outre les difficultés associées aux frontières conceptuelles et à l'éventail de comportements criminels pouvant tomber dans les catégories du « crime organisé », de « l'infiltration mafieuse » et de « l'entreprise mafieuse », une autre limitation inévitable est la disponibilité de renseignements pertinents. Mesurer l'ampleur du phénomène et le niveau d'infiltration du crime organisé dans un territoire ou un secteur donné est une tâche bien complexe, car elle englobe un certain nombre de dimensions qui dépassent de loin la simple identification de groupes criminels mafieux ou le dénombrement de leurs crimes (voir Calderoni, 2011). À notre connaissance, il n'existe aucune donnée primaire qui pourrait servir à illustrer l'ampleur de l'infiltration mafieuse dans le secteur de la construction en Italie⁸. Les articles sur le sujet sont plutôt descriptifs ou théoriques, et peu d'études adoptent une approche inductive, capable de distinguer la dynamique et les principales caractéristiques du phénomène en question,

⁸ L'absence de données primaires sur l'infiltration mafieuse dans un territoire ou un contexte donné limite les moyens possibles d'estimer l'ampleur du phénomène en Italie. Calderoni (2011) a examiné les dernières tentatives pour créer un registre des groupes mafieux et des organisations criminelles présents dans ce pays. Il a abordé les lacunes des unités de mesure actuelles et créé un outil fiable pour mesurer la présence de la mafia dans les provinces italiennes. L'étude de Calderoni et de Caneppele (2009) constitue un autre pas important vers l'élaboration de stratégies et d'indicateurs supplétifs permettant de mesurer l'ampleur de l'infiltration mafieuse dans le processus d'acquisition public dans les régions du sud de l'Italie (la Basilicate, la Calabre, la Campanie, la Pouille, la Sardaigne et la Sicile).

dans le but d'illustrer le « comment » (Savona, 2010) de l'infiltration du crime organisé dans le secteur de la construction⁹.

Aux fins de la présente étude, les renseignements utilisés pour illustrer le phénomène de la mafia italienne et pour définir le problème de l'infiltration mafieuse sont tirés d'un vaste examen des données de sources secondaires, obtenues grâce à diverses méthodes de collecte. Les paragraphes suivants décrivent les techniques de collecte de données et le processus d'analyse utilisés.

Revue de la littérature

La présente étude porte sur des données, découlant de recherches et d'études de cas antérieures, qui offrent des explications sur le phénomène du crime organisé et l'infiltration mafieuse dans le secteur de la construction en Italie. Aux fins de l'étude, des ouvrages universitaires sur le crime organisé et l'influence mafieuse dans l'économie légale italienne ont été consultés, notamment des monographies, des articles parus dans des revues spécialisées et des rapports préparés par des instituts de recherche. D'autres sources secondaires ont été utilisées, comme des documents officiels et des rapports d'organismes d'application de la loi et de bureaux de poursuites (notamment des rapports de la Commission parlementaire antimafia italienne, des actes judiciaires et des rapports de la Direction d'enquête antimafia¹⁰ et de la Direction nationale antimafia¹¹). Les documents examinés étaient en italien et en anglais.

Accès aux études de cas et analyse

Pour cerner la dynamique de l'infiltration d'organisations criminelles dans le secteur public de la construction en Italie, le présent rapport se penche sur trois études de cas en lien avec les enquêtes et les poursuites menées au début des années 2000 dans trois contextes italiens différents, soit la Sicile, la Calabre et la Campanie. Les renseignements ainsi obtenus ont permis de mieux

⁹ Les enquêtes de la Organized Crime Task Force de New York, dirigées par Ronald Goldstock (OCTF, 1990), constituent une importante exception à cet égard : elles offrent une compréhension complète du système de corruption et de fraude dans le secteur de la construction de New York, ainsi qu'une analyse de la méthode d'infiltration de la Cosa Nostra dans cette industrie. Une autre exception notable est l'étude réalisée par Savona (2010) sur l'infiltration du crime organisé italien dans le secteur public de la construction. Cette étude explique en détail *comment* des organisations criminelles italiennes ont infiltré trois projets de construction publique (en Sicile, en Calabre et en Campanie). À la lumière de cette analyse, Savona conclut en proposant un certain nombre de mesures de prévention du crime qui pourraient réduire les possibilités d'infiltration du crime organisé dans le secteur public de la construction en Italie.

¹⁰ La Direction d'enquête antimafia (Direzione Investigativa Antimafia, DIA) est un organisme d'enquête italien relevant du département de la Sécurité publique, dont le mandat particulier est de mener des enquêtes préventives et criminelles en lien avec le crime organisé.

¹¹ La Direction nationale antimafia (Direzione Nazionale Antimafia, DNA) est l'organe judiciaire chargé de coordonner à l'échelle nationale les enquêtes sur le crime organisé en Italie.

comprendre comment et pourquoi les organisations criminelles, notamment la Cosa Nostra, la 'Ndrangheta et la Camorra, ont infiltré le secteur public de la construction.

L'information concernant ces cas provient de nombreuses sources. Entre autres, des documents judiciaires qui sont du domaine public (verdicts définitifs et mandats d'arrestation) ont servi de bases empiriques pour l'analyse¹². Il s'agit de documents publics, et aucune contrainte n'en restreint l'accès¹³. Des données supplémentaires tirées d'autres sources (travaux universitaires, documents et rapports officiels d'organismes d'application de la loi et de bureaux de poursuites) ont également été examinées pour compléter l'analyse de cas.

Description des cas

Les cas étudiés représentent trois contextes différents de l'Italie, c'est-à-dire la Sicile, la Calabre et la Campanie. Ils offrent un portrait de la dynamique d'infiltration dans le secteur public de la

¹² Pour les besoins de cette étude, la sélection des cas a principalement été effectuée en fonction de la disponibilité et de la fiabilité des données. Une étude de cas a été faite pour chaque organisation criminelle italienne examinée, soit la Cosa Nostra, la 'Ndrangheta et la Camorra, afin d'illustrer les mécanismes d'infiltration de chacune. De plus, il s'agit de cas pour lesquels il était possible de recueillir de l'information exacte et des données du domaine public. Les études de cas réalisées grâce aux sources de la justice pénale ont été préférées aux autres sources. Elles ont fourni des renseignements détaillés sur la dynamique d'infiltration par le crime organisé tirés de transcriptions de surveillance et d'écoute clandestine, d'interrogatoires de témoins, ainsi que de collaborateurs de la justice. Ces cas assurent aussi une certaine exactitude des faits étant donné qu'ils proviennent des sources de la justice pénale les plus valides. Afin de présenter un portrait aussi à jour que possible de la dynamique d'infiltration d'organisations criminelles dans le secteur public de la construction en Italie, l'auteure a généralement choisi, pour son analyse, des études de cas récentes. Toutefois, il a également fallu tenir compte de la possibilité de traiter des cas tirés de sources de la justice pénale rendues publiques (verdicts définitifs et mandats d'arrestation). Vu la durée moyenne d'un processus judiciaire, il est possible que des décisions rendues récemment fassent référence à des événements ayant eu lieu il y a un certain temps. De plus, les cas étudiés ne sont pas représentatifs des types d'infiltration de toutes les organisations criminelles dans le secteur public de la construction. Ils présentent néanmoins des éléments généraux correspondant aux différentes étapes du processus d'infiltration. Ensemble, ils ont permis l'atteinte du but visé par l'étude, soit de mieux comprendre les façons dont la mafia infiltre le secteur public de la construction.

¹³ L'expérience de travail de l'auteure au TRANSCRIME – Centre commun de recherche sur le crime transnational (Università Cattolica di Milano et Università degli Studi di Trento) s'est avérée un point de départ décisif pour ce qui est de la collecte des données et de la sélection des cas. En 2007-2008, TRANSCRIME a mené une étude sur l'évaluation du risque d'infiltration d'organisations criminelles dans le secteur public de la construction dans les régions du sud de l'Italie (la Basilicate, la Calabre, la Campanie, la Pouille, la Sardaigne et la Sicile), laquelle a été financée par le ministère de l'Intérieur de l'Italie, département de la Sécurité publique. Dans le cadre de ce projet, l'auteure a collaboré, en tant que chercheuse dans la Macro-activité 3, à l'analyse des études de cas portant sur l'infiltration d'organisations criminelles dans le secteur public de la construction dans les régions du sud de l'Italie. Le contenu des procédures judiciaires portant sur des affaires rendues publiques était la source principale utilisée pour l'analyse des cas. D'autres sources (documents et rapports officiels d'organismes d'application de la loi et de bureaux de poursuites) ont également été consultées. L'équipe de recherche, dirigée par le professeur Ernesto U. Savona, était composée de Francesco Calderoni, de Sara Martocchia (coordonnatrice de l'équipe) et de Valentina Tenti (Stefano Caneppele et Barbara Vettori ont supervisé la révision finale du rapport). Voici les publications liées au projet *Mise en œuvre d'analyse criminelles* financé par le ministère de l'Intérieur de l'Italie, département de la Sécurité publique : F. Calderoni et S. Caneppele (éd.), *La geografia criminale degli appalti: Le infiltrazioni della criminalità organizzata negli appalti pubblici nel Sud Italia*, Milan, FrancoAngeli, 2009; F. Calderoni, S. Caneppele et S. Martocchia, « Not Only Banks: Criminological Models on the Infiltration of Public Contracts by Italian Organized Crime », *Journal of Money Laundering Control*, 2009, vol. 12, n° 2, p. 151-172; E. U. Savona, *Infiltration of the public construction industry by Italian organised crime* dans K. Bullock, R. V. Clarke et N. Tilley (éd.), *Situational Prevention of Organised Crimes*, Willan Publishing, 2010. Pour en savoir plus, visitez le site www.transcrime.unitn.it.

construction adoptée par chaque organisation criminelle, soit la Cosa Nostra, la 'Ndrangheta et la Camorra, dans son territoire traditionnel.

Le premier cas repose sur une enquête policière (*Operation Obelisco*) menée par le Bureau du procureur antimafia de la Catane (Sicile) relativement à des événements ayant eu lieu au début des années 2000. Le cas porte avant tout sur la façon dont les membres des familles de la Cosa Nostra ont accaparé de nombreux contrats de travaux publics de la province de Catane et orchestré la dynamique de l'infiltration. La particularité de ce cas réside dans la description des diverses relations entre secteurs criminels et légitimes ainsi que des mécanismes d'arrangements cartellaires qui lient les mafieux et les participants de nombreux secteurs économiques. La principale source de données consistait en l'ordonnance rendue par la cour pour imposer des mesures préventives contre 11 suspects et les placer en détention provisoire (PrCt [2003], *Richiesta di convalida del fermo e richiesta per l'applicazione di misure cautelari contro Boninelli + 10*, R.G.N.R. n. 14763/00)¹⁴. Des données supplémentaires tirées d'autres sources (travaux universitaires, documents officiels et rapports d'organismes d'application de la loi et de bureaux de poursuites) ont également été examinées pour compléter l'analyse de cas.

Le deuxième cas repose sur deux enquêtes policières (*Operation Conchiglia* et *Operation Tallone d'Achille*), qui ont finalement donné lieu à un seul procès. Les événements se sont produits dans la plaine de Gioia Tauro (Calabre) entre 1995 et 2001. Les enquêtes entreprises par les bureaux du procureur ciblaient différentes organisations criminelles appartenant à la 'Ndrangheta, lesquelles ont su infiltrer les travaux publics pour l'achèvement du port industriel de Gioia Tauro et la construction d'installations portuaires et de dispositifs de sécurité. La particularité de ce cas réside dans le fait qu'il offre des renseignements privilégiés sur l'infiltration mafieuse dans la sous-traitance, ainsi que sur les activités criminelles entreprises par différentes organisations pour assurer l'infiltration de leurs membres et s'attribuer une participation directe dans la réalisation des travaux. Les sources principales renfermaient de l'information qui avait été présentée en preuve pendant le procès de 14 suspects (TrPl [2004], *Sentenza n. 379/2004, Giovinazzo Ippolito +13*, R.G.T. 846/02 qui comprend R.G.T. 463/03). Des données supplémentaires tirées d'autres sources (travaux universitaires, documents officiels et rapports d'organismes d'application de la loi et de bureaux de poursuites) ont été examinées dans le détail pour compléter l'analyse de cas¹⁵.

Le troisième cas porte sur les activités menées par la Camorra dans le marché de la construction publique, et plus précisément sur les contrats publics pour la construction d'un centre multifonctionnel et de structures de base dans une petite ville de la province de Salerne (Campanie). Les événements ont eu lieu entre 1995 et 2003. Les enquêtes ont révélé, en particulier, la conclusion d'accords secrets entre des collaborateurs de la Camorra, des politiciens et des fonctionnaires afin de contrôler le processus d'appel d'offres des travaux publics et l'attribution des contrats et des contrats de sous-traitance. Les données utilisées dans cette étude de cas proviennent de deux

¹⁴ À titre de comparaison, l'ordonnance de la cour visant à imposer des mesures préventives contre les suspects s'apparente aux mandats d'arrestation dans d'autres pays.

¹⁵ L'information sur les *cosche* mafieuses de la province qui porte sur le port de Gioia Tauro et le développement des environs est tirée de plusieurs sources (voir par exemple la mise en accusation dans le procès de De Stefano et de 59 autres personnes, 1978; Arlacchi, 1986; Santino-La Fiura, 1990; Sciarrone, 1993; Paoli, 2003; et CPA, 2008). De plus, de nombreuses enquêtes ont été réalisées depuis le milieu des années 1970. En fait, le cas de Gioia Tauro est un exemple bien connu de l'infiltration mafieuse dans l'économie légale.

ordonnances de la cour rendues par le juge affecté à l'enquête préliminaire, à la demande de la poursuite d'imposer des mesures préventives contre plusieurs suspects (TrSa, 2005a, *Ordinanza di applicazione di misura di custodia cautelare contro Franzese* +9, R.G.G.I.P. 5777/04; TrSa [2005b], *Ordinanza di applicazione di misura di custodia cautelare contro Palo* + 8, R.G.G.I.P. 5778/04). Des données supplémentaires tirées d'autres sources (travaux universitaires, documents officiels et rapports d'organismes d'application de la loi et de bureaux de poursuites) ont également été examinées pour compléter l'analyse de cas.

Analyse des cas

Une analyse visant à expliquer *comment* et *pourquoi* les organisations criminelles italiennes infiltrent le secteur public de la construction en Italie supposait un examen de la dynamique du crime organisé et des processus de commission de crimes. Le cadre de travail adopté dans les études de cas est fondé sur l'approche schématique (Cornish, 1994)¹⁶, laquelle permet de comprendre comment les crimes sont commis par l'analyse de la séquence des étapes suivies par les criminels pour atteindre un but. Le schéma du crime dresse « le plan » (Morselli, 2009, p. 104) d'une stratégie criminelle donnée, et illustre la séquence des décisions et des mesures décisives (scènes) qui ont lieu avant, pendant et après un acte criminel. [Traduction] « Chaque crime, aussi simple soit-il, donne lieu à une [telle] chaîne de décisions et de mesures, séparable en étapes interdépendantes et impliquant l'atteinte de sous-objectifs visant à servir les objectifs généraux du crime » (Cornish-Clarke, 2000, p. 47).

Certaines recherches présentent des schémas pour plusieurs types de crimes, notamment le vol de voiture professionnel, la revente de véhicules volés et le processus de chasse aux agresseurs sexuels en série (par exemple, Cornish, 1994; Morselli, 2009; et Beaugegard *et al.*, 2007), mais il existe peu de schémas sur l'infiltration du crime organisé dans l'économie légale. À notre connaissance, Savona (2010) est le premier, et le seul, à avoir fait une telle tentative. Son étude a permis de comprendre le mécanisme d'infiltration de la Cosa Nosta, de la 'Ndrangheta et de la Camorra dans le secteur public de la construction, dans les régions respectives de la Sicile, de la Calabre et de la Campanie. Il a distingué cinq scènes : la préparation, les conditions habilitantes (préalable), le choix de la cible (préalable déterminant), la façon de faire et les conditions subséquentes (conséquences). Plusieurs actions ont été associées à chaque scène pour en illustrer l'exécution. L'étude de Savona (2010) est unique en ce qu'elle est encore aujourd'hui l'une des seules à définir les processus d'infiltration des groupes mafieux et à offrir un schéma de la mécanique et des conditions correspondantes.

¹⁶ Cornish (1994) a adopté l'approche schématique en tant que cadre de travail [Traduction] « permettant d'obtenir, d'organiser et de systématiser les connaissances sur les aspects et les besoins procéduraux pour la commission de crimes » (Cornish, 1994, p. 160). Le concept de schéma, emprunté au cognitivisme (Schank-Abelson, 1997), [Traduction] « se rapporte généralement à un type particulier de plan, appelé *schéma d'événement* puisqu'il permet d'organiser nos connaissances sur la compréhension et la représentation de routines ou de processus comportementaux communs ». (Cornish, 1994, p. 32).

Pour les besoins de cette étude, les scènes mises au point dans le cadre théorique de Cornish (1994) et de Savona (2010) ont été adaptées. Selon les étapes « logistiques » suivies par les criminels *avant, pendant* et *après* le schéma d'infiltration mafieuse, trois scènes principales ont été déterminées : 1) la phase précontractuelle (planification et préparation), 2) la phase contractuelle (soumission et attribution de contrat) et 3) la phase postcontractuelle (exécution du projet et vérification). Ensemble, ces scènes renferment toutes les activités et les séquences exécutées par une organisation criminelle pour infiltrer le secteur public de la construction à différentes étapes du processus d'appel d'offres. Chaque scène a été divisée en plusieurs actions criminelles précises. Afin de les déterminer, nous nous sommes éloignés de l'analyse de Savona (2010) pour plutôt suivre la structure qui est à la base de ses séquences d'action, afin d'illustrer le processus de commission des crimes examinés dans le cadre des études de cas. Autrement dit, les études de cas comprises dans le présent rapport reproduiront l'analyse de Savona (2010) en utilisant des sources de données différentes. Ce choix a surtout été motivé par le désir d'effectuer une analyse semblable à celle de Savona (2012), mais qui porterait sur des données différentes. Le présent exercice permettra également au lecteur de comprendre la mécanique et les conditions de l'infiltration mafieuse qui ressortent de l'analyse et de les comparer aux conclusions de Savona (2012).

Même si les données utilisées ont été tirées de sources judiciaires du domaine public, le nom des personnes physiques ou morales touchées par l'enquête et mentionnées dans les décisions judiciaires n'a pas été divulgué. Des pseudonymes ont été utilisés.

Structure des cas

Chaque cas est divisé en cinq sections :

- 1) *Actes judiciaires et sources*. Cette section renferme les sources des données et les principaux ouvrages utilisés pour effectuer l'analyse du cas.
- 2) *Résumé*. Cette section comprend une courte description de l'étude de cas et résume comment s'est produite l'infiltration mafieuse dans le cas en question.
- 3) *Région*. Cette section précise l'emplacement géographique où ont eu lieu les événements.
- 4) *Projets*. Cette section donne quelques précisions sur les projets de soumission examinés.
- 5) *Schémas*. Cette section illustre la dynamique de l'infiltration mafieuse au moyen d'un examen des schémas de crimes¹⁷.

¹⁷ Voir l'analyse de Savona (2010), section 3 : « Data sources and analysis ».

4. Limites

Cette recherche comporte certaines limites. Dans le cadre de l'analyse empirique, nous avons dû composer avec les contraintes sévères liées à la collecte de données et à la sélection de cas selon les renseignements disponibles. Le nombre de cas a par conséquent été restreint à trois, soit un cas par organisation criminelle (la Cosa Nostra, la 'Ndrangheta et la Camorra). Les cas sélectionnés ne sont pas représentatifs des types d'infiltration de chaque organisation dans le secteur public de la construction, et ne couvrent pas nécessairement tous les aspects de la dynamique d'infiltration. Ces aspects omis, qui sont pourtant d'une grande pertinence, constituent une importante faiblesse de la présente étude dont l'auteure est consciente. Toutefois, ils dépassent la portée du rapport. Les données et l'information présentées dans ce document ont permis d'atteindre le but de l'étude, de cerner le problème que représente le phénomène de l'infiltration mafieuse dans le secteur public de la construction en Italie et de mieux comprendre *comment* et *pourquoi* les organisations criminelles italiennes accablent cette industrie.

5. Structure du rapport

Ce rapport est divisé en deux parties et comprend sept chapitres.

La partie I, qui comprend les chapitres 1 à 3, distingue les particularités du phénomène mafieux dans le sud de l'Italie et dresse un portrait complet des trois organisations criminelles traditionnelles italiennes (chapitre 1 : La Cosa Nostra; chapitre 2 : La 'Ndrangheta; et chapitre 3 : La Camorra).

La partie II, qui comprend les chapitres 4 à 6, démontre les dynamiques derrière l'infiltration mafieuse dans le secteur public de la construction en Italie au moyen de l'analyse de trois études de cas, soit un par organisation criminelle (chapitre 4 : Étude de cas n° 1 – Sicile; chapitre 5 : Étude de cas n° 2 – Calabre; chapitre 6 : Étude de cas n° 3 – Campanie).

À partir de preuves empiriques et des résultats de l'étude, le chapitre 7 résume les conclusions et avance quelques observations finales.

PARTIE I

LA COSA NOSTRA

Depuis des lustres, la mafia sicilienne, aussi connue sous le nom de Cosa Nostra, est considérée comme la forme la plus notoire de crime organisé en Italie, au point que le terme « mafia »¹⁸ sert maintenant de générique pour désigner tous les groupes criminels ayant une structure, des méthodes et des fonctions semblables (Savona, 2012). Des centaines de livres et de nombreux films ont été écrits sur le sujet. Comme le souligne Paoli (2003, p. 3), [Traduction] « certains ont connu tant de succès qu'ils ont profondément marqué l'image de la mafia dans la conscience collective », en Italie comme ailleurs dans le monde. Beaucoup s'imaginent que la structure et le fonctionnement de la mafia correspondent *réellement* à ce que racontent ces livres et ces films romancés, mais cette représentation est souvent loin de la réalité.

Bien que les premières études aient d'abord nié l'existence de la mafia sicilienne en tant qu'organisation¹⁹, la détection de groupes mafieux remonte à 1838, année où Pietro Calà Ulloa, procureur général de Trapani, a présenté un rapport au ministre de la Justice du royaume des Deux-Siciles concernant l'existence de « syndicats » ou de « confréries » dont les membres entretenaient des liens avec des personnages illustres de la région (Nicaso-Lamothe, 2005). Selon l'opinion générale, ce rapport constitue le premier portrait détaillé de la mafia sicilienne. Il décrit certaines particularités qui caractérisent les groupes mafieux encore aujourd'hui : structure définie, violence et menaces, appartenance à un territoire donné, vaste réseau de relations clandestines et activités illégales diverses (Fulvetti, 2004).

À l'origine, dans les années 1800 et 1900, la Cosa Nostra était principalement un phénomène régional. Quelques familles nobles régnaient alors sur les *latifondi* (grandes terres) et employaient des gardiens pour protéger les champs et servir de police auprès des paysans. C'est ce groupe de gardiens qui est devenu la mafia des temps modernes. Ses membres ont usé de leur pouvoir pour intercéder entre des parties adverses, dans l'intérêt des deux camps : ils gardaient la paix pour les propriétaires fonciers tout en protégeant les paysans (Nicaso-Lamothe, 2005, p. 36). Faisant appel à leurs habiletés personnelles et à la violence, ces premiers « hommes d'honneur » se sont acquis un pouvoir par le seul fait d'offrir leurs services pour le règlement de conflits dans la communauté. Après la Seconde Guerre mondiale, la Cosa Nostra s'est répandue jusque dans les

¹⁸ Sabetti (2002, p. 8) a écrit [Traduction] : « Jusqu'à l'annexion de la Sicile au nouveau royaume italien dans les années 1860, le terme d'origine ouest-sicilienne *maffia* ou *mafia* se rapportait uniquement aux qualités personnelles de dignité, de respect, d'autonomie, de courage et d'excellence. Un *homme de mafia* ou *mafiusu*, par exemple, était un homme qui démontrait un vrai courage, par opposition à de l'impudence, de l'arrogance ou de l'agressivité. » Le terme *mafiusu* a ensuite revêtu des connotations négatives. Il [Traduction] « signifiait la misère, la pauvreté ou une triste existence » (Sabetti, 2002, p. 9); ce n'est que dans les années 1870 que le mot *mafia* est devenu synonyme d'association criminelle. Voir également Dickie, 2007.

¹⁹ L'étude de Gambetta (1992) offre une perspective historique intéressante. Voir Sabetti, 2002; Nicaso-Lamothe, 2005; et Dickie, 2007.

villes, créant une « mafia urbaine²⁰ ». Voyant la possibilité de faire des profits, un grand nombre de patrons ruraux ont déménagé leurs affaires pour tirer parti des projets de construction de l'après-guerre et des nouvelles sources de revenus liées à l'essor de l'urbanisation. La reconstruction des villes a effectivement engendré d'importants profits et permis aux membres de la Cosa Nostra de se tailler une place dans l'arène économique, sociale et politique²¹. Les *mafiosi* utilisaient l'intimidation et la violence pour décourager la concurrence et créer un clivage entre les marchés et les secteurs d'activités, mais ils influençaient aussi le résultat des élections politiques, et donc les décisions des élus, afin d'obtenir des gains ou des avantages illicites, pour eux-mêmes ou pour des entreprises clandestines (Hess, 1996, p. 185).

En plus de s'adonner à des activités légales (souvent par des moyens illégaux), les *mafiosi* étaient particulièrement actifs dans d'autres marchés prometteurs, mais tout à fait illicites, notamment la contrebande de cigarettes et le trafic de stupéfiants. Vers la fin des années 1950, propulsée par les bénéfices de la reconstruction en Sicile et forte du nombre de criminels siciliens immigrés en Amérique du Nord (Nicaso-Lamothe, 2005, p. 42), la Cosa Nostra est passée de la scène locale à la scène internationale en établissant et en exploitant un réseau d'héroïne entre l'Italie et l'Amérique du Nord, ainsi qu'en ouvrant la porte au blanchiment d'argent dans bien des domaines. [Traduction] « Dans les années 1970 [...], les familles sicilienne (surtout le clan Cuntrera-Caruana de Siculiana dans la province d'Agrigento, qui fait des affaires en Amérique du Nord et du Sud, ainsi que les clans Inzerillos, Bontade, Badalamenti, Gambino et Spatola de Palerme, qui font des affaires à New York) ont pris le contrôle de 30 % du trafic mondial d'héroïne²² et se sont mises à transformer de la morphine brute en héroïne dans leurs propres laboratoires. Les banques siciliennes ont une fois de plus joué un rôle important dans le blanchiment et le réinvestissement des profits annuels totalisant jusqu'à un milliard de dollars. » (Hess, 1996, p. 185-186) En quelques dizaines d'années, l'organisation villageoise de la Cosa Nostra était devenue un acteur incontournable à l'échelle internationale. Toutefois, derrière cette nouvelle façade et le vaste éventail de nouvelles entreprises, le caractère de la mafia traditionnel n'avait guère changé : les groupes mafieux tiraient toujours leur appartenance de régions précises et dépendaient encore de ressources locales (Hess, 1996; Paoli, 2003), tandis que le pouvoir réel de la mafia s'étendait bien au-delà des territoires auxquels se rattachaient les *mafiosi*.

²⁰ À cet égard, il est intéressant de noter l'argument contraire de Sabetti (2002). Dans son analyse sur la mafia dans un village sicilien, Sabetti met l'accent sur le fait que ses recherches ont produit peu de preuves du « mouvement de la mafia de la campagne aux grandes villes et de sa présumée métamorphose de phénomène agraire à "entreprise mafieuse" [...]. La mafia de Villalba n'a pas entrepris l'exploitation de plus grandes possibilités ailleurs; elle est restée à Villalba. Cette contradiction s'explique par le fait que la mafia n'est pas un phénomène constant, mais varie selon les partenaires criminels, la demande de produits illégaux, les possibilités illicites, les règlements gouvernementaux et les particularités de l'époque et de la région. » (Sabetti, 2002, p. xxiii)

²¹ Citons notamment le « massacre de Palerme ». Ce terme se rapporte au rôle de la Cosa Nostra dans l'essor de la construction à Palerme (des années 1950 au milieu des années 1980), qui a entraîné une « cimentation » abusive des espaces verts et des villas de style Liberty de la ville. Ce pillage architectural a été rendu possible par des alliances frauduleuses entre les membres de la Cosa Nostra, des politiciens locaux et des entrepreneurs de bâtiment impliqués dans la mafia. En cinq ans, plus de 4 000 permis de construire ont été délivrés, dont environ 2 500 aux trois mêmes individus, des retraités servant de prête-noms qui n'avaient aucune connaissance dans le domaine de la construction (Santino, 1991; voir également Paoli, 2004, et Dickie, 2007.) Comme l'a indiqué la Commission parlementaire antimafia de l'Italie, [Traduction] « c'est notamment à Palerme que le phénomène [de construction illégale] a pris une ampleur telle qu'elle ne laissait aucun doute sur l'infiltration malicieuse de la mafia dans l'administration publique. La gestion administrative du conseil municipal de Palerme a atteint des sommets en matière de non-respect délibéré de la loi vers 1960. » (CPAS, 1976, p. 54)

²² On croit que la part sicilienne a chuté à 5 % au début des années 1990 (Falcone, 1991).

Malgré les durs coups portés par les enquêtes antimafia, la Cosa Nostra demeure une organisation extrêmement vaste²³, puissante et étroitement liée aux domaines criminels et légitimes. Elle doit entre autres sa survie à la stratégie de la discrétion, aussi appelée *strategia dell'inabissamento* (stratégie d'enterrement), adoptée par les membres de la Cosa Nostra depuis le début des années 1990 (DIA, 2006; DNA, 2007). Cette stratégie avait été mise en œuvre à la suite de la désertion et de l'arrestation de plusieurs *mafiosi* lors de la période de renforcement de la loi qui avait suivi une série de « cadavres d'excellence²⁴ » et d'attentats à la bombe commis par des mafieux. Afin de réduire les risques de se faire arrêter, les membres de la Cosa Nostra ont opté pour la réduction de la violence au profit d'une infiltration plus poussée des marchés légitimes : ainsi, le recours à la violence, aux meurtres et aux attaques sanglantes contre les politiciens, les représentants de l'État et les citoyens a diminué, et la Cosa Nostra est devenue invisible aux yeux de bien des gens, mais pas nécessairement inactive. Les profits du crime (trafic de stupéfiants, extorsion et prêts usuraires) sont de plus en plus souvent réinvestis dans des marchés légaux, ce qui comporte d'importants avantages. En effet, cette transformation permet de combiner l'actif illicite et licite pour relancer l'économie et blanchir l'argent; d'obtenir le contrôle du territoire et des activités économiques par la création d'un clivage entre les marchés, pour exercer une véritable emprise sur les entreprises légitimes et décourager la concurrence du marché; et de renforcer les relations consensuelles qui lient le crime organisé et les éléments corrompus de l'économie officielle et du monde politique.

C'est ainsi que, comme l'illustrent plusieurs auteurs (Arlacchi, 1986, et Santino-La Fiura, 1990, par exemple), la Cosa Nostra sicilienne a entrepris sa « transformation entrepreneuriale », alliant tradition et symbolique à une structure moderne et commerciale axée sur le profit.

1.1 Structure et organisation

[Traduction] « Le terme *mafia* est une construction littéraire : les vrais *mafiosi* s'appellent simplement "hommes d'honneur" [...]. L'association dans son ensemble se nomme la Cosa Nostra. » (TrPa, 1984) C'est en ces termes que Tommaso Buscetta, surnommé « le patron de deux mondes » pour ses activités criminelles menées des deux côtés de l'Atlantique, a entamé sa déposition devant le juge d'instruction (*giudice istruttore*) Giovanni Falcone, le 21 juillet 1984. Il avait été arrêté au Brésil, quelques jours plus tôt, le 16 juillet 1984, puis extradé en Italie, où il a choisi de collaborer avec l'ordre judiciaire en révélant ce qu'il savait au sujet de la « société secrète » à laquelle il avait été initié à l'âge de 17 ans. Les murs de l'omertà (la loi du silence de la

²³ Les autorités italiennes estiment qu'au début des années 2000, 181 groupes criminels étaient actifs en Sicile et totalisaient près de 5 500 membres connus de la police (Ministero dell'Interno, 2004). Par contre, il est difficile d'établir le nombre précis des membres de l'organisation. D'ailleurs, le seul critère utilisé dans cette estimation est le fait d'avoir été trouvé coupable d'être membre d'une association mafieuse (article 416 *bis* du Code pénal italien). Cette méthode présente deux désavantages : i) elle ne distingue pas les membres « admis » (c'est-à-dire les membres qui ont pris part à une cérémonie d'adhésion) des autres personnes ayant participé aux activités illicites, sans pour autant être membres officiels; ii) tous les membres de groupes mafieux ne sont pas nécessairement membres de la Cosa Nostra.

²⁴ Ce terme fait référence aux victimes haut placées de la mafia, qu'ils soient politiciens, juges, agents de police ou citoyens. La Cosa Nostra est responsable d'au moins 126 « meurtres d'excellence » commis entre le milieu des années 1970 et les années 1990 (Paoli, 2004).

mafia) venaient d'être franchis. D'autres *mafiosi* avaient déjà accepté de coopérer avec des enquêteurs, mais aucun d'entre eux n'était aussi haut placé que Buscetta et ne pouvait fournir des renseignements aussi détaillés. Les entrevues ont duré de nombreuses heures, durant lesquelles Buscetta a dévoilé pour la première fois le fonctionnement interne de la mafia sicilienne. Il a révélé des noms, des crimes et des liens, autant de renseignements qui ont permis au juge Falcone et à son équipe de mieux comprendre l'organisation de la Cosa Nostra, sa structure hiérarchique et son fonctionnement. [Traduction] « Il était comme un professeur de langues avec qui on peut aller en Turquie sans avoir à s'exprimer en signes », explique Falcone (1991).

Difficile de déterminer l'ampleur de ce que l'on *ignorait* au sujet de la mafia sicilienne avant que Buscetta s'entretienne avec Falcone. Jusque-là, les quelques enquêteurs et policiers qui avaient pris ce nom au sérieux présumaient qu'il ne s'appliquait qu'à la pègre américaine (Dickie, 2007, p. xix). En plus de constituer la base du *maxi-processo* (maxi-procès) de 1986, où ont été jugés 475 *mafiosi*, les preuves fournies par Buscetta ont révolutionné la façon d'envisager la Cosa Nostra. Contrairement à ce qu'indiquaient les recherches précédentes à ce sujet, lesquelles suggéraient que la mafia était une sorte d'identité culturelle sans corps dirigeants ni liens officiels entre associés (voir Franchetti, 1974, et Hess, 1973), le témoignage de Buscetta a révélé la structure interne de la Cosa Nostra; sa tête, la *Comissione* ou *Cupola*; ainsi que son rite d'initiation.

Il est surprenant de constater que l'appareil réglementaire des familles de la Cosa Nostra, décrit par Buscetta en 1984, ressemble à celui découvert lors d'enquêtes récentes (DNA, 2010; DIA 2010), ce qui suggère que la structure de l'organisation est restée intacte au fil du temps (Paoli, 2004).

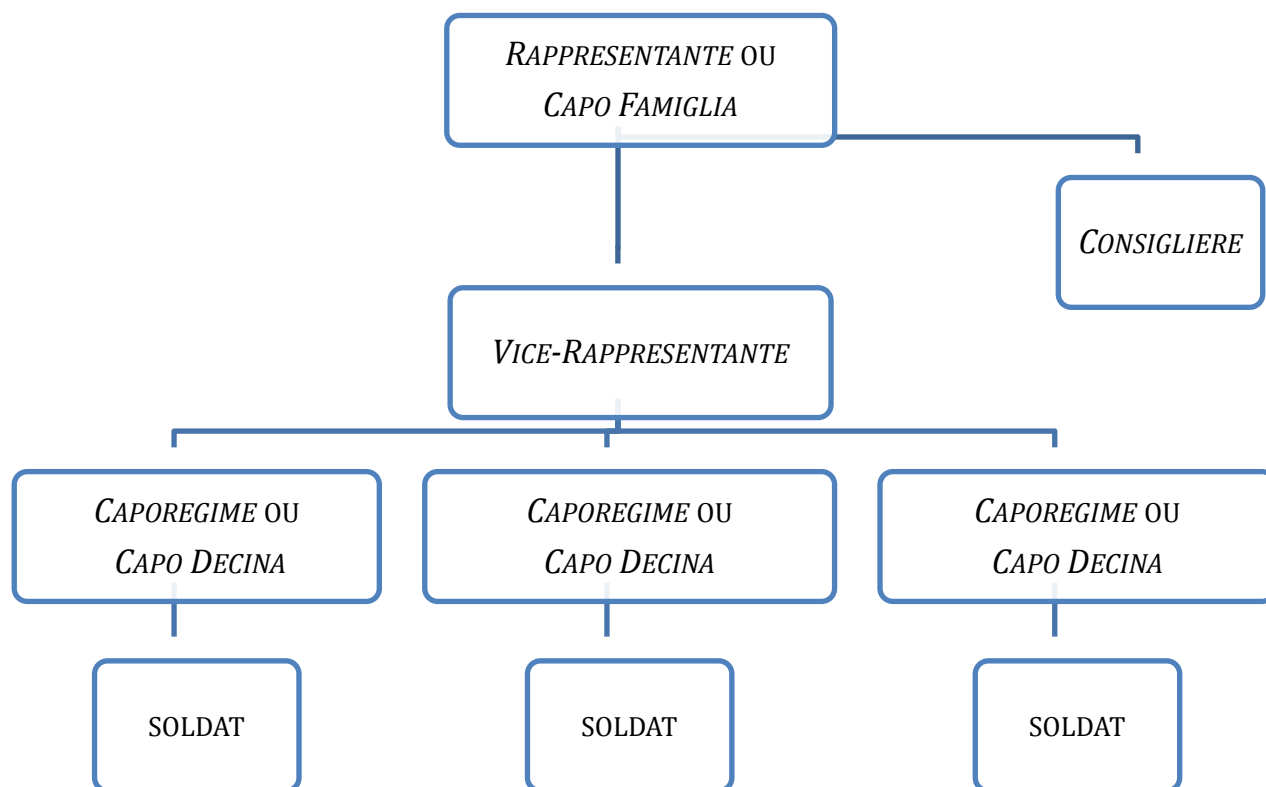
1.1.1 Structure des familles de la Cosa Nostra

La Cosa Nostra est réputée être une organisation criminelle hiérarchisée. Elle a pour unité de base la *famille*, un organisme bien développé, entièrement distinct de la famille biologique de ses membres et doté d'un corps exécutif chargé d'imposer l'ordre normatif. Chaque famille possède un territoire bien défini sur lequel elle exerce un pouvoir et dont elle tire son nom (par exemple, *famiglia di Porta Nuova* ou *famiglia di Villabate*).

La structure des familles de la Cosa Nostra italienne est comparable à celle de la Cosa Nostra américaine décrite par Joe Valachi dans les années 1960 (US Senate, 1963; Paoli, 2004, p. 40). Chaque famille se compose d'*uomini d'onore* (hommes d'honneur), ou *soldati* (soldats), supervisés en groupes de plus ou moins 10 par un *capodecina* (chef de dix). Chaque *capodecina* est redevable envers le *rappresentante* (représentant), ou *capofamiglia* (patron de la famille), l'autorité ultime du groupe, élue par les associés. Le patron est appuyé par un adjoint ainsi que par un ou plusieurs *consiglieri* (conseillers), également élus par les associés (TrPa, 1985, V, p. 810-814). Les *consiglieri* aident le patron à prendre les décisions les plus importantes et servent de conseillers impartiaux lors de conflits internes. Si le patron de la famille ne peut remplir ses fonctions ou est condamné à un emprisonnement prolongé, la famille est dirigée par un *vice-rappresentante* (vice-

représentant), l'homme de main le plus fidèle du patron. Contrairement aux autres rôles, celui-ci n'est pas élu, mais choisi par le *capomafia* lui-même.

Figure 1.1 – Structure des familles de la Cosa Nostra



Un principe de démocratie participative semble guider, du moins sous l'angle normatif, les procédures de sélection des dirigeants de la Cosa Nostra. Comme l'a déclaré le *pentito* Leonardo « Narduzzo » Messina, ancien membre du clan San Cataldo de Caltanissetta devenu informateur, [Traduction] « la mafia est une organisation démocratique, une des plus importantes qui soient. [...] Le patron est élu parmi les membres ordinaires et [il n'est pas] la personne la plus importante : le cœur de la mafia est la famille, et son patron n'en est que le représentant. C'est toujours la famille qui prend les décisions » (CPA, 1992, p. 515-516). Aussi étrange que cela puisse paraître, l'existence d'un principe démocratique au sein de la Cosa Nostra n'est pas surprenante. Au contraire, ce mécanisme sert à créer un sentiment d'équité et de participation dans la structure de l'organisation et renforce la cohésion du groupe.

Ce même principe semble également influencer plusieurs aspects du code réglementaire de la Cosa Nostra qui visent à assurer l'exercice adéquat du pouvoir dans l'organisation. Par exemple, les rôles de *rappresentante* et de *consigliere* sont attribués selon des normes par les associés lors d'une élection annuelle (CPA, 1992, p. 515). Ces élections servent en quelque sorte à conférer officiellement aux dirigeants le droit d'exercer le pouvoir associé à un poste donné et à faire connaître les nouvelles responsabilités qui s'y rattachent. De plus, le *rappresentante* peut être relevé

de ses fonctions ou puni à tout moment. Leonardo Messina explique [Traduction] : « Le patron qui ne sert pas les intérêts de la famille l'ayant élu est immédiatement destitué. S'il a commis des fautes graves, il est tué ou mis en *fuori confidenza* [c'est-à-dire exclu de la vie familiale]. S'il a simplement été négligent, il est mis de côté, et un nouveau patron prend sa place. » (CPA, 1992, p. 516) Enfin, les dirigeants ont des procédures à respecter, qui sont censées assurer la bonne gestion des activités familiales. À cet égard, le *consigliere* est [Traduction] « l'homme responsable de superviser le patron » (CPA, 1992, p. 516).

On s'en doute bien, le principe de démocratie participative n'est pas toujours respecté en pratique et les entorses, voire les violations, sont chose courante dans l'histoire de la Cosa Nostra. D'entrée de jeu, les mécanismes de sélection fondés sur des élections annuelles et la courte durée des mandats sont dénués d'importance et réduits à un simple rite de légitimation (Paoli, 2004, p. 45). Dans certaines familles mafieuses, les mêmes personnes sont au pouvoir depuis longtemps, ayant rehaussé leur prestige social et renforcé leur autorité dans l'exercice de leurs fonctions. Dans d'autres cas, les postes les plus décisifs sont cédés de père en fils, chez lesquels on attribue une sorte de charisme héréditaire. Stefano Bontade, par exemple, a hérité de son père, don Paolino, la direction du clan Santa Maria di Gesù à Palerme (TrPa, 1984), tout comme Francesco Madonia est devenu le patron du clan Valletta Pratomano dans la province de Caltanissetta après le meurtre de son père en 1978 (TrPa, 1992).

La violation du principe de démocratie par les dirigeants de la Cosa Nostra n'est jamais aussi claire que lorsqu'une personne se sert de la violence pour imposer son autorité. Dans l'histoire de la Cosa Nostra, les armes ont souvent servi à remplacer un patron, par exemple. Ces pratiques révèlent à quel point la violence est en fait une ressource importante dans le système de la mafia; le plus fort ou le plus intelligent peut toujours défier un dirigeant et prendre sa place. En 1958, Michele Navarra, patron indiscuté de la ville de Corleone, aux relations influentes et au pouvoir économique immense, a été tué par Luciano Leggio, qui s'est imposé comme nouveau chef. Ce dernier s'est servi de son unique ressource (sa force physique et le soutien d'un groupe d'hommes violents) pour réussir à s'approprier le pouvoir (CPAS, 1971, p. 65-130; voir également Paoli, 2004).

1.1.2 Mécanismes de coordination de la Cosa Nostra

Commission de la province de Palerme

Si les familles sont aussi indépendantes qu'elles le semblent, comment la Cosa Nostra assure-t-elle la coordination de ses activités? Jusqu'à la fin des années 1950, les représentants des familles les plus puissantes de chaque district administratif (*provincia*) de la Sicile avaient l'habitude d'assister à des rassemblements sporadiques et non officiels (Paoli, 2004). Au dire d'un ancien membre du clan Castelvetro, [Traduction] « les différentes provinces étaient généralement indépendantes les

unes des autres, c'est-à-dire que les relations entre elles n'étaient entretenues que par les divers *capi provincia*. Les représentants – en se réunissant – assuraient un lien important, bien que non officiel, entre les différents groupes des provinces » (De Mauro, 1962, cité dans Paoli, 2004, p. 56).

En 1957, les familles de la province de Palerme ont officialisé ces rencontres en formant un organe collégial permanent (appelé *commission provinciale*) fondé sur une structure semblable établie par la Cosa Nostra américaine au début des années 1930²⁵. Le modèle américain a cependant été revu et enrichi de quelques nouveautés. Premièrement, pour assurer la représentation de toutes les familles, des conseils intermédiaires du nom de *mandamento* (district) ont été formés, regroupant trois ou quatre familles aux territoires adjacents. Ensemble, les familles choisissaient un seul représentant par *mandamento* (nommé *capo-mandamento*) pour siéger à la commission. Deuxièmement, les membres de la commission étaient généralement des *capi famiglia*. Cela dit, pour éviter la concentration du pouvoir entre les mains d'un petit groupe de personnes, il arrivait parfois que des hommes d'honneur n'étant pas en position de pouvoir dans leur famille – autrement dit, de simples soldats – soient élus comme représentants à la commission. Troisièmement, il a été décidé que la commission n'aurait aucun chef, seulement un *segretario* (secrétaire), essentiellement un *primus inter pares*, dont la [Traduction] « fonction était d'inviter les membres à la rencontre » (TrPa, 1984, p. 90) et de coordonner les activités de la commission (voir Paoli, 2004, et Dickie, 2007).

La commission provinciale n'était donc rien d'autre qu'un mécanisme représentatif pour la consultation des familles mafieuses indépendantes, qui parviendraient à des décisions par consensus. Buscetta la décrit en ces termes [Traduction] : « un instrument d'arbitrage et de maintien de la paix interne » (TrPa, 1984, p. 91). D'ailleurs, ses compétences se limitaient principalement à deux fonctions : régler les conflits entre les familles et les membres, en jugeant les violations graves de la « loi de la mafia », et règlementer l'utilisation de la violence, comme le meurtre d'hommes d'honneur et les *cadaveri eccellenti* (cadavres d'excellence), qui pourrait provoquer des représailles de la part de la police et porter atteinte à l'organisation mafieuse dans son ensemble.

Par contre, au début des années 1980, la commission provinciale s'est métamorphosée en un instrument de quasi-dictature. Éliminant tout rival possible et manipulant habilement les règles de la Cosa Nostra, la faction Corleonesi, une coalition de familles mafieuses appuyant le clan Corleone et son patron, Totò Riina, s'est progressivement approprié tous les sièges de *capi mandamento*, prenant ainsi le contrôle de la commission provinciale²⁶. Les Corleonesi [Traduction] « ont violé le principe d'élection démocratique des patrons en nommant leurs hommes dans tous les postes clés et à tous les échelons » (PrPa, 1992, p. 257), a déclaré l'informateur Leonardo Messina.

²⁵ Selon Buscetta, une rencontre a eu lieu en octobre 1957 entre les membres siciliens et américains de la Cosa Nostra au Grand Hotel des Palmes à Palerme. Elle avait pour but de rétablir les liens entre les familles des deux nations : les stupéfiants étaient le point principal à l'ordre du jour. À la réunion, la décision de créer un organe de coordination (une commission) pour diriger les familles a également été prise, et la proposition du patron américain Joe Bonanno est devenue réalité.

²⁶ Lors de l'épuration mafieuse de 1981 à 1983, communément appelée « Deuxième guerre de la mafia » (la « Première guerre de la mafia » remonte à la période de 1962 à 1969), les Corleonesi ont établi leur autorité sur la province de Palerme au moyen de forces armées écrasantes. C'était une vraie *mattanza*. De 1981 à 1982, plus de 200 hommes d'honneur appartenant à la faction adverse (le clan Bontade-Inzerillo) ont été tués et beaucoup d'autres sont disparus, cibles du *lupara bianca* (fusil blanc), une forme de meurtre silencieux où le corps de la victime n'est jamais retrouvé (PrPa, 1993). [Traduction] « En une seule journée, le 30 novembre 1982, 12 hommes d'honneur ont été tués par balle dans divers secteurs de [Palerme] », a écrit Dickie (2007, p. 367).

La commission ne représentait plus l'ensemble des familles mafieuses de la province de Palerme. Elle était maintenant régie par une seule coalition, les Corleonesi, qui s'en servait pour appliquer les décisions de Totò Riina et de ses alliés, et n'était plus qu'un « simple symbole », dit Buscetta (TrPa, 1984, p. 98).

Au cours des années 1990 et 2000, une série de mesures antimafia visant les rangs supérieurs de la Cosa Nostra a sérieusement ébranlé la hiérarchie de la commission palermitaine. Un grand nombre des plus importants personnages de la Cosa Nostra de Palerme ont été arrêtés, ce qui a eu pour effet d'affaiblir l'influence de la commission et d'entraîner petit à petit la chute de toute forme d'autorité centralisée parmi les familles de la province. D'après la *Direzione Nazionale Antimafia*, l'autorité judiciaire nationale spécialisée dans la lutte contre le crime organisé, le *statut* réel des familles mafieuses de Palerme passait par une « période de transition » (DNA, 2011, p. 53). Cette transition se traduirait non seulement par l'émergence d'une nouvelle direction, mais aussi par la naissance de nouvelles structures organisationnelles et de nouvelles stratégies d'exploitation. Sur ce point, des enquêtes récentes ont révélé une série de tentatives visant à rétablir une commission provinciale de type « Corleonais » présidée par un seul grand patron, un *capo di tutti i capi*. En décembre 2008, à l'issue d'une enquête de neuf mois (*Operazione Perseo*), un groupe d'enquêteurs *carabinieri* spécialisés a contré une de ces tentatives en arrêtant 99 membres des familles de Palerme et d'autres associés à un sommet visant à rétablir la structure de la commission provinciale.

Ainsi, la force de la Cosa Nostra réside non seulement dans l'influence de ses dirigeants, mais encore dans sa capacité à se réorganiser pour s'adapter aux éventualités, survivre et rester extrêmement menaçante.

Commission interprovinciale ou Cupola

Selon quelques informateurs, des organes collégiaux semblables à la commission de Palerme ont été établis dans toutes les provinces siciliennes où la Cosa Nostra était établie (TrPa, 1985). Buscetta a lui-même mentionné que des structures semblables existaient [Traduction] « dans toutes les provinces de la Sicile, à l'exception [du moins pour un temps] de Messine, de Syracuse et de Raguse, où la Cosa Nostra n'a aucune famille » (TrPa, 1984). Par contre, des enquêtes récentes (CPA, 1992; PrPa, 1993; Ministero dell'Interno, 2001) ont révélé qu'il n'existe en fait aucune autre commission provinciale semblable à celle de Palerme, et que la coordination des familles mafieuses est probablement assurée par des *rappresentanti provinciali* (représentants provinciaux), des hommes d'honneur [Traduction] « choisis parmi les patrons les plus puissants de la région et accompagnés d'un ou de plusieurs *consiglieri* » (Paoli, 2004, p. 56).

C'est plutôt pour la création d'un organe collégial à l'échelle régionale que le modèle de la commission provinciale de Palerme a été suivi. En effet, une commission régionale, appelée *regione* (région), *commissione interprovinciale* (commission interprovinciale) ou *Cupola*, a été créée au milieu des années 1970, à la suggestion de Pippo Calderone, *capomafia* du clan Catania. À l'instar de la commission de Palerme, la *Cupola* regroupait les dirigeants des provinces siciliennes où la

Cosa Nostra était établie. Mise sur pied pour apporter une stabilité à l'organisation, elle avait pour mandat [Traduction] « de régler les conflits entre les membres, les familles et leurs patrons », explique Buscetta (TrPa, 1984, p. 22). [Traduction] « Plus tard, elle a également joué un rôle dans la réglementation et la coordination des activités des familles de chaque province. »

Comme l'ont fait remarquer quelques auteurs (Paoli, 2004, et Falcone, 1991, par exemple), l'organe régional a subi le même sort que son prédécesseur provincial. Au début des années 1980, les Corleonesi ont également réussi à s'approprier tous les postes de la commission régionale. Ses membres étaient alors choisis en fonction de leur relation avec la faction au pouvoir plutôt que par le *capimafia* de chaque province. Après la commission provinciale, c'était au tour de la *Cupola* de tomber exclusivement entre les mains de l'élite et de servir à officialiser des décisions prises d'avance par des cercles restreints (PrPa, 1992).

À première vue, l'ascension des Corleonesi à la tête des commissions provinciale et régionale de la Cosa Nostra a affaibli le principe de collégialité qui avait motivé la création de ces entités. C'est peut-être le cas, mais elle a surtout accéléré le processus de centralisation enclenché dans les années 1950 par la mise sur pied de la commission de Palerme et qui s'est poursuivi dans les années 1970 avec l'arrivée de son équivalent régional. En fait, les « organes supérieurs de coordination » (Paoli, 2004) ont été mis au premier plan de la gestion et de l'exploitation des ressources économiques et politiques de toute l'organisation. Leur création a facilité la mise en commun des ressources et de l'actif des différentes familles mafieuses, ainsi que l'exploitation conjointe des réseaux et des liens servant à investir dans des marchés licites et illicites. Ce phénomène s'est avéré particulièrement avantageux pour l'ensemble de l'organisation, puisqu'il multipliait les possibilités d'activités criminelles et optimisait les retombées illicites. C'est par exemple durant le règne Corleonesi que la Cosa Nostra a pu agir comme une entité unique afin d'exercer une influence déterminante sur l'attribution de contrats publics dans le secteur de la construction, et ce, sur une grande partie de la Sicile, en tissant des liens profitables, bien que clandestins, avec des politiciens, des fonctionnaires et des entrepreneurs. [Traduction] « Cette nouvelle stratégie, dit Paoli (2004, p. 58), était bien différente de l'ancienne voulant que les familles se contentent de prélever une taxe de protection aux entreprises qui se voyaient attribuer des contrats publics. »

1.2 Rituels et codes de conduite

Cette section porte sur le système de valeurs internes de la mafia, cet ensemble de rituels, de codes de conduite et de normes par lequel les associations mafieuses imposent un statut à leurs membres et justifient leur existence. C'est ce système de codes qui distingue les formes traditionnelles de crime organisé, comme la Cosa Nostra, des « crimes qui sont organisés » (Finckenauer, 2005). Aujourd'hui, ces codes sont peut-être respectés moins scrupuleusement qu'avant, mais si l'on présume qu'ils ne s'appliquent plus, la mafia devient une organisation purement criminelle dont le but unique est de générer des profits (Falcone, 1991). Or, ce n'est pas le cas. Les symboles et les rituels sont très présents dans la Cosa Nostra, contrairement à l'opinion générale selon laquelle ils

ne sont qu'un mythe. Il s'agit d'éléments associatifs servant à imposer des exigences inconditionnelles aux associés et à définir l'identité collective du groupe, en plus de faire reconnaître, dans le monde extérieur, l'organisation en soi, ainsi que la force d'intimidation de son lien associatif et la condition d'assujettissement qui en dérivent. C'est grâce à ces symboles que les *mafiosi* peuvent expliquer et justifier leurs actions pour s'implanter dans un territoire donné, puisqu'ils constituent l'emblème de l'identité collective de la mafia, de la confrérie des associés et du pouvoir qui découle de cette association.

Rite d'initiation

La Cosa Nostra se compose de personnes ayant pris part à un rite d'initiation au cours duquel le statut d'« homme d'honneur » leur est attribué. Tout comme par le passé, la cérémonie est une représentation symbolisant la « renaissance » de l'initié en tant qu'« homme d'honneur » dont la conduite sera dorénavant façonnée par les valeurs de l'organisation. Comme l'explique Fulveti (2004), [Traduction] « le rite initiatique renforce la cohésion du groupe; c'est un rite de passage par lequel le nouveau *mafioso* subit un processus de *resocialisation* au sein de l'organisation et conclut un contrat de statut, selon lequel toutes ses anciennes allégeances sont maintenant subordonnées au groupe mafieux. Par cette relation personnelle ritualisée, les liens entre le *mafioso* et le groupe mafieux prend l'apparence d'une "communauté policière pas tout à fait institutionnalisée", capable néanmoins de se doter de normes [...], le devoir de se prêter mutuellement main-forte et de respecter la loi du silence. » (Fulveti, 2004, p. 41)

L'importance de ces rites est confirmée par leur prolongement, à travers les époques et les régions. De nombreux informateurs ont décrit la cérémonie initiatique de la Cosa Nostra depuis que Buscetta en a révélé l'existence en 1984. Hormis certaines variations locales, ce rituel suit un certain processus, qui consiste en trois étapes principales. Le candidat est d'abord présenté à la famille par un homme d'honneur. Puis, le *capofamiglia* lui explique les règles de la Cosa Nostra. Pour terminer, on coupe l'index de la main droite du candidat et on verse quelques gouttes de son sang sur une image sainte, après quoi le novice prête serment d'allégeance et d'obéissance à l'organisation²⁷ pendant que l'image brûle dans ses mains (Falcone, 1991)²⁸.

La cérémonie fait appel à diverses composantes, notamment le sang ainsi que l'iconographie et la terminologie catholiques. Ces composantes ont une valeur symbolique marquée : les éléments religieux confèrent au rituel un aspect sacré et impératif, et le sang illustre à la fois le lien de parenté qui relie tous les membres et le sort réservé aux traîtres (Arlacchi, 1993). [Traduction] « Les membres de la Cosa Nostra y entrent et en ressortent par le sang. » (Falcone, 1991)

²⁷ Selon certains témoins, le serment semble être resté plus ou moins le même au fil du temps; seules quelques variations mineures ont été relevées ([Traduction] « Je te brûle en tant que papier, je t'adore en tant que saint; comme brûle ce papier, ainsi doit brûler ma chair si je trahis la Cosa Nostra ») (PrPa, 1992).

²⁸ Une forme particulière d'initiation, qui comporte une procédure plus courte, parfois même sans serment, est souvent réservée aux hommes de haut rang politique ou social. [Traduction] « On l'appelle *secreta*, car elle n'est révélée qu'à un groupe restreint d'hommes d'honneur [...]. Par exemple, l'initiation de Nino et d'Ignazio Salvo, deux des plus importantes figures économiques et politiques de la Sicile durant une trentaine d'années, est longtemps restée secrète. » (TrPa, 1989, p. 53, cité dans Paoli, 2004)

Hommes d'honneur

[Traduction] « On ne naît pas *mafioso*, on le devient. » (Fulvetti, 2004, p. 49) La cérémonie d'initiation de la Cosa Nostra représente plus pour les nouveaux adhérents qu'un simple rite de passage; c'est aussi un moment de consécration où ils sont établis dans leurs nouvelles fonctions d'« homme d'honneur » (Falcone, 1991). Ce statut est principalement réglé par un « code d'honneur », c'est-à-dire le système de valeurs imposé par la Cosa Nostra à ses associés afin de réglementer chaque instant de leur vie privée et publique. L'honneur définit donc le statut des membres de l'organisation : il s'agit de respect, de loyauté, d'obéissance et d'obligation de dire la vérité aux autres associés. L'honneur est aussi l'emblème de l'identité collective de la mafia, de la confrérie des associés et du pouvoir qui découle de cette association. Antonino Calderone, ancien membre du clan Catania, le dit bien [Traduction] : « Nous sommes des *mafiosi*; les autres ne sont que des hommes. » (Arlacchi, 1993)

Notons cependant qu'il ne faut pas idéaliser l'importance qu'attribuent les membres de la mafia au respect du code d'honneur. Ce serait injustifié. Après tout, le système de valeurs de la Cosa Nostra n'est qu'utilitaire. Les membres prétendent incarner l'honneur absolu, mais en fait, ils manipulent et exploitent ces valeurs pour justifier leur pouvoir et étendre la portée de leurs objectifs criminels. De plus, l'adhésion à un groupe mafieux implique de moins en moins l'adoption absolue des valeurs présumées; elle sert plutôt à atteindre des objectifs personnels, dans l'optique que le succès économique forme la base d'une bonne réputation sociale (Paoli, 2004). Comme l'a souligné Gaspare Mutolo, autrefois *mafioso* de « l'ancienne génération » palermitaine, [Traduction] « de nos jours, beaucoup de jeunes hommes entrent dans la mafia [...] pas parce qu'ils veulent vraiment être *mafiosi*. Ils voient dans la mafia une source de richesse et de succès, un monde qui offre tout ce qu'un jeune homme peut vouloir dans la vie. » (CPA, 1993, p. 1222).

L'assouplissement des valeurs communes et la violation du code d'honneur – ce qui se produit de plus en plus souvent – ont miné davantage le sentiment d'appartenance des membres et la « logique de groupe » de l'organisation. D'année en année, beaucoup ont délaissé leurs anciens rôles d'hommes d'honneur pour collaborer avec l'appareil judiciaire. Ils ont rejeté les valeurs qu'ils partageaient avec leurs confrères et sont devenus des *pentiti*, se détournant d'un des devoirs les plus importants de l'homme d'honneur : la loi du silence, ou l'*omertà*²⁹. Même si ce phénomène est loin d'être la norme, il révèle l'érosion du système de légitimation de la mafia et le bouleversement des valeurs internes. Cette conclusion sous-entend, à l'inverse, que la survie à long terme de la Cosa Nostra dépend du rétablissement et de ces « principes ancestraux » de la mafia, qui sont les piliers de l'organisation.

²⁹ Au cœur de cette obligation réside l'interdiction de révéler quoi que ce soit au sujet de la structure, des activités, des membres ni même de l'existence du groupe. De plus, il est catégoriquement interdit aux membres de coopérer avec les autorités gouvernementales, même s'ils sont victimes d'un crime. Cette norme règle chaque instant de la vie de l'homme d'honneur. D'ailleurs, il a fait serment de silence devant le groupe mafieux lors de son initiation. S'il brise son serment de fidélité envers l'organisation, [Traduction] « il ne peut y avoir aucune autre conséquence que la mort, et cette menace hante le traître pour le reste de sa vie », indique Francesco Marino Mannoia (TrPa, 1989, p. 88, cité dans Paoli, 2004).

Figure 1.2 – Les dix commandements de la Cosa Nostra³⁰

GIURO DI ESSERE FEDELE "A COSA NOSTRA" SE DOVESSI TRADIRE LE MIE
CARNI DEVONO BRUCIARE-- COME BRUCIA QUESTA IMMAGINE.

DIVIETI E DOVERI.

NON CI SI PUO' PRESENTARE DA SOLI AD UN'ALTRO AMICO NOSTRO - SE NON
E' UN TERZO A FARLO.

NON SI GUARDANO MOGLI DI AMICI NOSTRI.

NON SI FANNO COMPARATI CON GLI SBIRRI.

NON SI FREQUENTANO NE'TAVERNE E NE'CIRCOLI.

SI E' IL DOVERE IN QUALSIASI MOMENTO DI ESSERE DISPONIBILE A COSA
NOSTRA. ANCHE SE CE LA MOGLIE CHE STA PER PARTORIRE.

SI RISPETTANO IN MANIERA CATEGORICA GLI APPUNTAMENTI.

SI CI DEVE PORTARE RISPETTO ALLA MOGLIE.

QUANDO SI E' CHIAMATI A SAPERE QUALCOSA SI DOVRA' DIRE LA VERITA'.

NON CI SI PUO' APPROPRIARE DI SOLDI CHE SONO DI ALTRI E DI ALTRE
FAMIGLIE.

CHI NON PUO' ENTRARE A FAR PARTE DI COSA NOSTRA.

UN PARENTE STRETTO NELLE VARIE FORZE DELL'ORDINE.

TRADIMENTI SENTIMENTALI IN FAMIGLIA.

UN COMPORTAMENTO PESSIMO - E CHE NON TIENE AI VALORI MORALI.

Source : *La Repubblica*, « Ecco il decalogo del perfetto Mafioso. Il documento », le 7 novembre 2007.

1.3 Fonctions et objectifs

Actuellement, on sait que les familles de la Cosa Nostra poursuivent un vaste éventail d'activités lucratives, tant dans les marchés légaux que dans les marchés illégaux, et jouent un rôle décisif dans le commerce de biens et de services illicites. Leur portée s'étend également à l'échelle mondiale, leur permettant parfois d'influencer – voire de contrôler – le trafic international de stupéfiants

³⁰ La copie originale de ce document, une liste de « dix commandements » (décalogue illustrant le code de conduite des membres de la mafia) a été trouvée et confisquée par des enquêteurs en novembre 2007, durant une importante intervention antimafia ayant mené à l'arrestation du patron Salvatore Lo Piccolo, devenu chef de la Cosa Nostra après l'arrestation de Bernardo Provenzano le 11 avril 2006. [Traduction] « Un, tu ne te présenteras pas directement à un autre de nos amis. Une tierce personne s'en chargera. Deux, tu ne porteras pas les yeux sur la femme d'un ami. Trois, tu ne seras jamais vu en présence d'un policier. Quatre, tu ne fréquenteras pas les pubs ni les bars. Cinq, tu seras toujours disponible pour la Cosa Nostra, même si ta femme est sur le point d'accoucher. Six, tu respecteras toujours tes rendez-vous. Sept, tu traiteras ta femme avec respect. Huit, si l'on te demande une information, tu diras la vérité. Neuf, tu ne prendras pas l'argent qui appartient à un autre ou à une autre famille. Dix, les personnes ne pouvant faire partie de la Cosa Nostra sont les suivantes : quiconque a un proche parent dans la police, quiconque est parent avec un agent double ayant infiltré la famille et quiconque se comporte mal ou est immoral. »

(l'exportation d'héroïne de l'Asie vers l'Amérique du Nord et de cocaïne de l'Amérique latine à l'Europe, par exemple), la contrebande de tabac et le blanchiment d'argent³¹.

Ces activités lucratives ne sont pas toujours planifiées ou coordonnées par le « consortium mafieux » dans son ensemble. En fait, elles sont gérées avec beaucoup de variations et de flexibilité. Chaque *capofamiglia* détient généralement une autonomie entière dans la conclusion et la gestion d'ententes commerciales. Cela dit, des familles différentes (ou d'autres groupes) forment parfois des coentreprises, surtout si le commerce en question est vaste. C'était le cas notamment des activités de trafic d'héroïne décrites lors du premier *maxi-processo* (maxi-procès) contre la Cosa Nostra. Contrairement à l'opinion reçue, selon laquelle la Cosa Nostra orchestrait unilatéralement le réseau de drogues et d'argent, les juges d'instruction ont découvert à quel point les diverses familles intervenaient à différentes étapes du système de production et de distribution (voir Paoli, 2004). En pratique, les familles étaient liées les unes aux autres, mais elles étaient loin de se voir comme faisant partie d'une seule entité. Elles fonctionnaient donc comme des structures autonomes responsables des différentes étapes du trafic de stupéfiants, selon les ressources et l'expertise des divers partenaires. Ceux qui avaient tissé des liens avec des fournisseurs étrangers s'occupaient d'importer de grandes quantités de morphine; ceux qui possédaient le savoir-faire nécessaire et certains réseaux s'occupaient de transformer la drogue dans des laboratoires clandestins, puis de l'exporter et de la distribuer aux États-Unis (TrPa, 1985, p. 1856-1879).

Ce n'est qu'à l'occasion que la Cosa Nostra a agi unilatéralement pour planifier et gérer ses activités commerciales par l'intermédiaire de ses organes supérieurs de coordination. Letizia Paoli (2004) évoque une exception notable : l'infiltration de la Cosa Nostra dans le processus d'appel d'offres pour les contrats publics dans la province de Palerme et la région sicilienne. [Traduction] « Avec l'aide d'un non-membre, Angelo Siino [aussi connu sous le nom de “ministre des Travaux publics de la Cosa Nostra”], Totò Riina a permis à la Cosa Nostra, en tant qu'entité collective, d'infiltrer les *comitati d'affari* (comités d'affaires). Composés de politiciens, de fonctionnaires et de grandes sociétés nationales, ces comités représentaient des coalitions non officielles et généralement illégales qui contrôlaient en grande partie le marché des contrats publics en Sicile et dans le reste du pays. » (Paoli, 2004, p. 148)

La quête de profits est importante, certes, mais elle n'est pas le seul credo des hommes d'honneur. Dans les mots de Buscetta, [Traduction] « l'argent n'était pas au centre de tout » (cité dans Arlacchi, 1994, p. 110). Plus que l'argent, les hommes d'honneur recherchent le pouvoir, qu'ils prévoient exercer principalement dans leur territoire.

L'autorité territoriale est dite essentielle pour les familles de la Cosa Nostra. Le *capifamiglia* s'établit souverain sur un territoire bien défini, et ses stratégies criminelles sont parfois motivées par la quête de pouvoir plus que par l'optimisation des profits (Paoli, 2004)³². En ce qui concerne ce genre d'autorité, le désir de pouvoir et de souveraineté territoriale se voit dans trois

³¹ Le code d'honneur de la Cosa Nostra interdit à ses associés, du moins en théorie, de s'impliquer dans certains marchés illégaux, ce qui freine considérablement ses activités commerciales. L'interdiction d'exploiter la prostitution, par exemple, exclut les Siciliens des marchés lucratifs tels que le trafic humain et l'exploitation des immigrants dans l'industrie du sexe (Paoli, 2004).

³² [Traduction] « La mafia est prête à payer cher pour éviter de perdre son pouvoir sur un territoire; elle peut même aller jusqu'à sacrifier, si nécessaire, les stratégies du développement commercial. » (Becchi, Rey, 1994, p. 75)

fonctions importantes remplies par les membres de la Cosa Nostra dans leurs quartiers ou leurs villages : i) protection; ii) répression; iii) médiation.

Protection. Le terme « protection » fait référence aux mesures prises pour défendre les intérêts établis des hommes d'honneur dans leur communauté. Cette dimension des activités mafieuse a été complètement mise au jour par Diego Gambetta (1993), selon qui la Cosa Nostra doit être vue comme [Traduction] « une industrie qui produit de la protection privée, en fait la promotion et en vend » (1993, p. 1). Cette interprétation met l'accent non pas sur les activités commerciales licites ou illicites, mais sur le rôle de « protecteur » que jouaient à l'origine les membres de la mafia sicilienne dans les régions qui leur étaient soumises³³. De toute évidence, les hommes d'honneur n'offrent pas « vraiment » de protection. Ils créent un besoin de sécurité et ne font que vendre une immunité contre leurs propres hommes (Grasso-Vataro, 2002). En échange de ce « service », le client ou la victime – généralement un commerçant ou une entreprise faisant des affaires sur le territoire local de la famille mafieuse – doit payer une « taxe de protection ». Ce paiement, appelé *pizzo*, se fait généralement par un transfert d'argent (c'est-à-dire une *tangente* ou un pot-de-vin). Il peut également se faire en nature, par exemple si la victime est forcée de s'approvisionner chez une entreprise associée aux familles de la Cosa Nostra ou sous leur emprise, ou encore d'engager des membres de la mafia ou des personnes impliquées dans la mafia. Dans d'autres cas, l'entreprise soumise à un racket de protection est tenue de confier l'exécution de certains travaux à des membres ou des partenaires de la mafia (c'est souvent le cas des entreprises de construction; ce sujet sera abordé plus en détail à la partie II du présent rapport; voir Arlacchi, 1986; Santino-La Fiura, 1990; Paoli, 2004; et Savona, 2010).

La pratique régulière de l'extorsion a pour conséquence de consolider une certaine « culture mafieuse » (TRANSCRIME, 2008) dans les régions où est établie la Cosa Nostra³⁴ : les victimes s'habituent graduellement à la présence de la mafia dans leurs affaires et en viennent à trouver normale la demande d'une taxe de protection³⁵. Le montant d'argent exigé est généralement calculé en fonction des ressources financières de la victime ou encore négocié entre les parties, de façon à ce que la victime soit prête à payer la note et à ne rien dire à la police³⁶. Les sanctions

³³ Dans son livre, Gambetta (1993) illustre en détail le régime de protection fondé par les hommes d'honneur siciliens au cours des 150 dernières années.

³⁴ Le terme « culture mafieuse » réfère à la mesure dans laquelle la population locale encourage la présence de groupes criminels mafieux et les appuie ou collabore avec eux afin d'en réduire les inconvénients possibles ou d'en tirer des avantages potentiels (voir Sciarrone, 1998). Sans doute, c'est ce genre de culture mafieuse qui favorise un certain niveau d'infiltration de la mafia dans des territoires ou des secteurs donnés.

³⁵ Dans les domaines où l'extorsion est systématique depuis longtemps, il arrive parfois que les entreprises abordent elles-mêmes le groupe criminel local pour assurer leur « protection ». Lari (2002) nomme cette pratique *adeguamento spontaneo* (ajustement spontané) aux prêts usuraires par les sociétés légitimes.

³⁶ Selon Grasso (2002), une nouvelle stratégie d'extorsion a été adoptée en 2000. Les taxes de protection auraient diminué, mais offriraient une protection plus large. *Pagare meno, pagare tutti* (payez moins, payez tout) serait donc la devise. De cette façon, les familles mafieuses de la Sicile continuent de s'enrichir tout en réduisant les risques d'être repérées : les victimes ne déclarent rien à la police, puisque le montant à payer est minime. De plus, elles augmentent leur influence sur un grand nombre de victimes, s'assurant une véritable emprise sur les territoires et les activités économiques où elles sont établies. En 2007, Confesercenti a estimé que la Cosa Nostra récoltait annuellement plus de 160 millions d'euros dans le cadre d'activités économiques légitimes, et qu'environ 70 % des entreprises siciliennes payaient le *pizzo* (environ 50 000) (SOS Impresa, 2007). En décembre 2007, *La Repubblica* a publié une liste des entreprises ayant payé le *pizzo* au patron Salvatore Lo Piccolo. Cette liste a été trouvée lors d'une intervention antimafia ayant mené à l'arrestation de Lo Piccolo. Les paiements variaient entre 250 et 30 000 euros, en fonction du type et de la dimension du commerce (*La Repubblica*, « Tutti I nomi dei commercianti estorti », 27 décembre 2007).

imposées à ceux qui refusent de payer peuvent être très sévères³⁷. Bien loin de correspondre à la somme souvent minime qui est en jeu, la réaction de la mafia découle moins du besoin de recouvrer les pertes financières que du désir de faire valoir sa souveraineté (Paoli, 2003). Outre l'accumulation de richesses³⁸, le principal motif des pratiques d'extorsion est la légitimation de l'autorité et l'exercice du pouvoir sur un territoire donné et les activités économiques qui s'y déroulent.

Répression. Voilà une autre fonction qui met en lumière l'exercice de l'influence et du pouvoir mafieux sur un territoire bien défini. Par elle, les familles de la Cosa Nostra comptaient dominer les activités illicites et licites de leurs communautés et imposer leur loi. La volonté des familles de la Cosa Nostra de punir les crimes commis par des non-associés et de réglementer la répression des « comportements non conformistes » est évoquée, dans l'optique historique, par plusieurs auteurs (par exemple, Arlacchi, 1986). C'est encore le cas aujourd'hui, surtout dans certains villages et certaines petites villes, mais les familles de la Cosa Nostra cherchent de moins en moins à se rendre maîtresses de tous les actes criminels ayant lieu dans leurs territoires et tolèrent un nombre grandissant d'activités menées par des criminels locaux (Paoli, 2004). D'après la déclaration de l'informateur Francesco Marino Mannoia, [Traduction] « par le passé, les crimes mineurs n'étaient pas tolérés, et par conséquent, les voleurs et les cambrioleurs étaient souvent tués par la Cosa Nostra; ce n'est plus le cas maintenant. » (TrPa, 1989, p. 19) Les familles de la Cosa Nostra démontrent donc une certaine *attitude conciliante* envers les criminels locaux. Parfois, elles prévoient en tirer des bénéfices en forçant les non-associés à leur donner une partie des profits du crime. Toute tentative d'éviter cette taxe est sévèrement punie, et les criminels considérés « insolubles » sont parfois mis à mort. Sebastiano Briolotta, par exemple, a été tué en 1986. Il était coupable d'avoir [Traduction] « commis des vols et des cambriolages sans la permission préalable de la famille » (PrPa, 1993, p. 349). Des peines sont également imposées aux criminels locaux qui violent les règles de la Cosa Nostra. Grasso (1998) évoque quelques cas où des voleurs d'automobiles ont été abattus parce qu'ils n'avaient pas respecté une règle adoptée par la Cosa Nostra, celle de garder le véhicule volé pendant 24 heures avant de le revendre, ce qui permettait à la Cosa Nostra de satisfaire les propriétaires qui demandaient son aide plutôt que celle de la police.

Médiation. Comme par le passé, les hommes d'honneur sont souvent appelés à régler des conflits dans leurs communautés. La puissance de la médiation mafieuse s'est avérée « rapide et efficace » (Arlacchi, 1986, p. 35); elle est donc vite devenue une solution de rechange à la justice officielle. Pippo Calderone, haut placé du clan Catania, passait une grande partie de sa journée à

³⁷ Le racket de protection est appliqué au moyen de violence et d'intimidation. Ceux qui refusent de payer pourraient voir leurs propriétés ciblées par des incendies, des cambriolages ou des actes de vandalisme. Parfois, dans les cas les plus sérieux, ils payent même de leur vie cette décision. Entre 1978 et 1984, au moins 24 entrepreneurs ont été tués dans la province de Palerme parce qu'ils avaient refusé de payer la protection (Santino-La Fiura, 1990, cité dans Paoli, 2003, p. 170). Libero Grassi faisait partie de ces entrepreneurs qui ont refusé de se soumettre aux règles de la mafia. Après avoir été victime de plusieurs actes de rétribution, il a été tué par la mafia en 1991, pour s'être opposé seul à la « taxe de protection ».

³⁸ Comme le fait remarquer Letizia Paoli (2003, p. 165, cité dans TRANSCRIME, 2008), [Traduction] « l'expansion progressive des rackets de protection a été engendrée par les facteurs qui en font un crime profitable. L'extorsion est en réalité un délit facile à commettre et une façon de faire de l'argent aisément et rapidement : nul besoin d'investir beaucoup au départ, les frais d'administration sont peu élevés et là où la protection gouvernementale est jugée inadéquate ou peu fiable, les risques sont moindres. »

satisfaire des requêtes et à servir d'arbitre dans des conflits (TrPa, 1987). De même, don Paolino Bontade, *capomafia* du clan de Santa Maria del Gesù à Palerme, intervenait directement dans tous les conflits émergents et les différends privés (TrPa, 1992). En outre, les activités de médiation du *mafioso* ne se limitent pas à la résolution des controverses locales, mais servent aussi à la création de relations avec les personnalités du monde économique et politique. L'« atout » particulier dont disposent les hommes d'honneur pour remplir leur rôle de médiateur est justement le réseau de relations « amicales » qui les relient aux personnes et aux établissements qui contrôlent un grand nombre de domaines de la vie collective. Au moyen de ce réseau, les associés exercent leur influence, tissent des relations client-fournisseur consensuelles et échangent de la « protection » afin d'obtenir des gains ou des avantages illicites, pour eux-mêmes ou pour autrui.

Comprendre l'infiltration de la mafia dans l'économie légale : secteur de la construction

Comme le précise l'analyse de l'étude de cas (à la deuxième partie du présent rapport), la combinaison des trois formes de pouvoir – soit la protection, la répression et la médiation – est bien visible dans les activités qu'entretient la Cosa Nostra dans le secteur public de la construction. Les familles mafieuses ont fait leur entrée dans ce domaine en revendiquant un tribut pour toutes les principales activités lucratives exercées sur leur territoire, mais en peu de temps, elles ont cessé de se contenter d'une simple somme d'argent et ont voulu participer plus activement aux travaux de construction.

À partir des années 1950, les familles de la Cosa Nostra ont fondé leurs propres entreprises et ont imposé leur présence sur les chantiers de construction, qu'ils soient petits ou grands. Ces entreprises mafieuses ont commencé par obtenir des contrats de sous-traitance, et au début des années 1970, comme l'a indiqué Giovanni Falcone, le secteur de la construction dans les villes siciliennes et à Palerme était presque entièrement passé dans les mains de la mafia [Traduction] : « Les organisations mafieuses contrôlent entièrement le secteur de la construction à Palerme. Cette emprise compte les mines d'où proviennent le granulats, les entreprises de défrichage, les usines de ciment, les entrepôts de métaux destinés à la construction, et ainsi de suite [...]. Soit les entrepreneurs sont eux-mêmes des *mafiosi*, soit ils sont soumis aux ordres des organisations mafieuses, peu importe leur allégeance. » (Falcone-Turone, 1982, p. 37-38) Cette stratégie d'infiltration du secteur de la construction a grandement porté fruit, et les entreprises de construction appartenant ou liées à des hommes d'honneur ont obtenu des contrats de sous-traitance pour bon nombre des projets de construction publique sur leur territoire, voire tous ceux qui étaient profitables.

Les années 1980 et 1990 se caractérisent par le rôle direct qu'a joué la Cosa Nostra dans la manipulation des appels d'offres publics à grande échelle. Grâce à des ententes clandestines avec des figures légitimes, les hommes d'honneur siciliens ont pu s'insinuer dans la gestion des travaux et contrôler les processus d'appel d'offres. Pour ce faire, ils ont employé les méthodes de la mafia : violence, intimidation et « activités de médiation » liant le crime organisé aux segments corrompus de l'économie officielle et du monde politique, dans un genre de symbiose cimentée par le silence

et la complicité. Comme l'a dit Paoli (2004, p. 286) [Traduction] : « La mafia n'exerçait plus son influence seulement au bas de l'échelle, à la fin du processus économique d'investissement public (contrats de sous-traitance et extorsion), mais aussi en haut de l'échelle, au début du processus. Les décisions étaient maintenant prises conjointement par les représentants de la mafia, les organismes gouvernementaux et les entreprises de construction souhaitant obtenir d'importants contrats de travaux publics. »

LA 'NDRANGHETA

[Traduction] « La 'Ndrangheta est aussi invisible que la face cachée de la lune », a fait remarquer Julie Tingwall, procureure adjointe de Tampa, dans l'État de la Floride, au cours des années 1980 (CPA, 2008, cité dans Varese, 2011, p. 31; Veltri-Lodati, 2009, p. 148). À cette même époque, Tommaso Buscetta, *mafioso* sicilien de haut rang devenu informateur, est allé jusqu'à suggérer qu'elle n'existait peut-être même pas en tant qu'entité autonome (Falcone, 1991). Malgré le témoignage de Buscetta, l'existence de la 'Ndrangheta – ou *Onorata Società* (société d'honneur) – est documentée depuis la fin du XIX^e siècle (Varese, 2011, p. 31; Forgione, 2009; Gratteri-Nicaso, 2005; Paoli, 2003; Ciconte, 1992)³⁹.

Cette organisation d'origine calabraise, dont l'influence s'étend de par le monde, a longtemps échappé à l'attention des médias et de la police. [Traduction] « Son utilisation restreinte de la violence et sa structure unifiée et secrète, accompagnées d'une infiltration sournoise des pouvoirs légitimes, lui ont permis de contourner les lois antimafia. » (Savona, 2010, p. 6) Selon la Commission parlementaire antimafia (2008), jusqu'à tout récemment, la 'Ndrangheta était un phénomène sous-estimé : on la voyait comme une « mafia mineure », enracinée dans les villes et les villages éloignés de la Calabre et s'adonnant à l'extorsion de taxes de protection et aux enlèvements. La 'Ndrangheta s'est toutefois avérée une actrice importante du milieu clandestin, si importante d'ailleurs qu'elle a éclipsé la Cosa Nostra sicilienne dans plusieurs secteurs illégaux, notamment celui du trafic de stupéfiants (CPA, 2008).

Selon des documents officiels, la 'Ndrangheta est actuellement [Traduction] « l'organisation criminelle la plus puissante et la plus dangereuse d'Italie » (DIA, 2010, p. 89; voir aussi DNA, 2008; et CPA, 2008) et se trouve au centre des activités criminelles à l'échelle mondiale. Ses revenus pour l'année 2007 ont été estimées à près de 44 milliards d'euros, soit environ 2,9 % du PIB national (Eurispes, 2008). Ce revenu provient principalement du trafic de stupéfiants : les enquêteurs italiens estiment que 80 % de la cocaïne qui se trouve en Europe passe par le port calabrais de Gioia Tauro et appartient à la 'Ndrangheta (CPA, 2008)⁴⁰. L'organisation

³⁹ La naissance de la 'Ndrangheta – terme d'origine grecque qui désigne un homme courageux et intrépide (Ciconte, 1992) – baigne dans la légende et le secret. Un des contes populaires raconte que trois chevaliers espagnols, Osso, Mastrosso et Carcagnosso, auraient fui leur pays après avoir tué un gentilhomme pour le viol d'une parente. Ils se seraient rendus en Sicile, en Campanie et en Calabre, où ils auraient fondé, respectivement, la mafia sicilienne, la Camorra et la 'Ndrangheta (Nicaso-Lamothe, 2005, p. 10). Cette histoire n'est peut-être qu'un mythe, mais les trois chevaliers ont tout de même leur place dans les rituels de la 'Ndrangheta.

⁴⁰ D'année en année, la 'Ndrangheta a su développer des réseaux privilégiés, presque exclusifs, de distribution de cocaïne avec l'aide de fournisseurs colombiens. Les enquêteurs croient même qu'en ce qui concerne l'importation de cocaïne, la 'Ndrangheta n'a actuellement aucun concurrent criminel (CPA, 2008). La 'Ndrangheta a fait son entrée dans le trafic de stupéfiants durant les années 1970, grâce à d'importantes rançons perçues à la suite d'enlèvements. Les profits du trafic de stupéfiants ont permis aux groupes criminels calabrais d'asseoir leur réputation internationale et d'étendre leur présence dans de nombreuses entreprises criminelles, partout dans le monde. Il y a maintenant 20 ans que

est également impliquée dans le trafic d'armes, la fraude, le blanchiment d'argent et les crimes mafieux traditionnels comme les prêts usuraires et l'extorsion. Cependant, les activités de la 'Ndrangheta ne se limitent pas au domaine criminel. En fait, la 'Ndrangheta a elle aussi subi une transformation entrepreneuriale, s'attribuant un rôle principalement financier dans l'économie légale. La toile monstrueuse de l'influence et des investissements criminels de la 'Ndrangheta dans l'économie légale, découverte par les enquêteurs, est ahurissante (CPA, 2008; voir aussi Forgione, 2009 et Veltri-Laudati, 2009), et ne se limite pas aux frontières de la Calabre ni même du pays. La puissance financière absolue de la 'Ndrangheta et son influence grandissante dans les secteurs légitimes s'est également fait connaître à l'étranger, comme en Allemagne, en Belgique, en Hollande, en France, en Europe de l'Est, aux États-Unis, au Canada et en Australie⁴¹. En ce sens, la 'Ndrangheta s'est montrée à la hauteur des défis de la mondialisation en combinant ses traditions et sa structure familiale aux mécanismes commerciaux modernes.

2.1 Structure et organisation

La structure de la 'Ndrangheta diffère de celle des autres organisations mafieuses italiennes en ce qu'elle mise sur les liens familiaux étroits. Contrairement à son équivalent sicilien, au sein de la 'Ndrangheta, il n'y a pas de distinction entre la famille biologique et l'association criminelle (Varese, 2011, p. 33; voir aussi CPA, 2008). [Traduction] « Pour devenir membre, il suffit d'être né dans une famille mafieuse » (CPA, 2000, p. 92), explique Salvatore Boemi, procureur général à Reggio de Calabre. Pour accroître les effectifs de la famille mafieuse et garantir sa longévité, les patrons cherchent à avoir le plus de fils possible, et donc de descendants (Arlacchi, 1986, p. 137; voir aussi Paoli, 2003, p. 31)⁴². Les mariages servent aussi à cimenter les relations entre membres d'une famille mafieuse, à forger de nouvelles alliances et à recruter de nouveaux membres (Varese, 2011, p. 33; Gratteri-Nicaso, 2007, p. 70-71).

Les liens de parenté assurent une cohésion remarquable au sein des groupes mafieux et représentent un obstacle majeur pour les enquêteurs. De fait, ils constituent un outil efficace pour décourager les déserteurs (*pentiti*), puisque se rendre à la police équivaut à dénoncer les membres

les premières vagues d'enlèvements ont commencé à alimenter les comptes des familles de la 'Ndrangheta, et depuis ce temps, les clans calabrais poursuivent leur croissance, surpassant la mafia sicilienne dans le trafic international de stupéfiants (Nicaso-Latothe, 2005, p. 27-28).

⁴¹ D'après Nicaso et Lamothe (2005), [Traduction] « un quartier de Bruxelles avait été entièrement acheté [par la 'Ndrangheta] avec les profits du trafic de stupéfiants, un achat représentant des dizaines de millions d'euros » (Nicaso-Lamothe, 2005, p. 28-30). Des investissements de membres de la 'Ndrangheta dans l'économie légale ont également été mis au jour en Allemagne, lorsque la police a découvert que des associés des clans possédaient ouvertement ou contrôlaient plus de 300 pizzerias (CPA, 2008).

⁴² [Traduction] « Nombreux sont les membres de la 'Ndrangheta qui sont obsédés par l'idée d'avoir beaucoup de fils [...]. Les fils représentent un renouvellement des ressources humaines nécessaire pour compenser les pertes inévitables et des outils de vengeance, si nécessaire [...]. Un grand nombre de fils, ou du moins, de proches parents mâles donne au patron un pouvoir accru dans le cercle criminel. » (Zagari, 1992, p. 10-11, cité dans Paoli, 2003, p. 31) Alors que dans la Cosa Nostra, de nouvelles hiérarchies peuvent se créer à la suite de conflits entre certains hommes d'honneur, dans la 'Ndrangheta, toute la famille est impliquée dans la lutte pour la suprématie. Cette particularité explique le fait que les *vendettas* et les conflits familiaux ont été fréquents en Calabre, du moins jusqu'au début des années 1990, période où des corps dirigeants ont été établis pour arbitrer les conflits entre familles mafieuses.

de sa propre famille. D'ailleurs, la 'Ndrangheta a connu considérablement moins de défections (*pentiti*, ou informateurs) que la Cosa Nostra sicilienne, et parmi les collaborateurs, seul un petit nombre occupaient un rang élevé⁴³. Le chevauchement des liens du sang et de la confrérie mafieuse semble aussi avoir aidé la 'Ndrangheta à déployer ses activités à l'extérieur de son territoire traditionnel. [Traduction] « Les liens familiaux ont non seulement servi de bouclier, gardant les secrets et améliorant la sécurité de la famille, mais également à affirmer l'appartenance de ses membres au territoire d'origine et à la reproduire dans leurs nouveaux territoires. » (CPA, 2000, p. 102, cité dans Varese, 2011, p. 34) La 'Ndrangheta s'est effectivement montrée capable d'étendre ses activités à l'extérieur de la Calabre. Les enquêteurs ont trouvé des groupes de la 'Ndrangheta dans d'autres régions d'Italie (le Piémont, la Lombardie, la Ligurie, la Vénétie, l'Émilie-Romagne, la Toscane, l'Ombrie, les Marches, le Latium et la Molise, entre autres), ainsi que dans d'autres pays (comme l'Argentine, l'Australie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, la France, l'Allemagne, Monaco, les Pays-Bas, le Mexique, l'Espagne, les États-Unis et le Venezuela)⁴⁴. [Traduction] « Bien qu'ils jouissent d'une grande indépendance opérationnelle, ces groupes sont vus par leurs propres membres et par ceux des autres groupes calabrais comme faisant partie, en somme, de la 'Ndrangheta. » (Paoli, 2003, p. 32) Cela dit, leurs activités peuvent varier. Dans certaines régions, les membres de la 'Ndrangheta ont reproduit la même forme de domination territoriale qu'ils avaient imposée dans leurs villes d'origine, tandis que dans d'autres, ils se sont adaptés pour mener des activités criminelles ou ont limité leurs activités pour investir les profits illicites dans l'économie locale.

2.1.2 Structure des familles de la 'Ndrangheta

L'unité de base de l'organisation dans un territoire donné (généralement une ville ou un quartier) est le *locale* (établissement), qu'on peut considérer comme l'équivalent de la famille mafieuse sicilienne. Comme l'a dévoilé la Commission parlementaire antimafia, chaque *locale* est [Traduction] « autonome dans son territoire, et aucune autorité officielle ne domine son patron » (CPA, 2008, p. 18; voir aussi TrRC, 2008; et Gratteri-Nicaso, 2005, p. 69). Le *locale* peut compter plusieurs directions, appelées *'ndrina*, dans différentes parties de la ville, dans des villes avoisinantes ou à l'extérieur de la Calabre. Parfois, ces directions se divisent à leur tour en *sotto 'ndrine* (Varese, 2011, p. 319). Ces sous-directions profitent d'une grande autonomie administrative et opérationnelle, explique Paoli. [Traduction] « En pratique, elles sont également considérées comme des sections distinctes, précise un témoin de la mafia, Francesco Scriva. Chaque *sotto 'ndrine* possède un chef et un comité administratif indépendant, bien que son chef puisse occuper

⁴³ Des données sur le nombre d'informateurs des groupes mafieux italiens (de 1997 à 2004) révèlent que 100 d'entre eux étaient membres de la 'Ndrangheta (12,6 %), 243 de la Cosa Nostra, 251 de la Camorra, 85 de la Sacra Corona Unita et 115 d'autres organisations criminelles (CPA, 2008). Bien qu'il s'agisse d'une valeur absolue (sans le nombre exact d'associés, il est difficile de calculer la proportion de délateurs par organisation), ces données suggèrent que peu d'informateurs proviennent de la 'Ndrangheta, comparativement aux autres groupes. Voir aussi Varese, 2011; CPA, 2008a; et Paoli, 2003.

⁴⁴ Cette liste n'est pas exhaustive. Pour en savoir plus sur la présence de la 'Ndrangheta en Italie et ailleurs, voir Varese, 2011; Forgione, 2009; Veltri-Laudati, 2009; CPA, 2008; Gratteri-Nicaso, 2007; et Paoli, 2003.

un autre poste dans le *locale*. Il est arrivé que ces sous-directions deviennent encore plus puissantes que le *locale* dont elles dépendaient autrefois. » (PrRC, 1995, p. 5721, cité dans Paoli, 2003, p. 30)

Contrairement aux familles de la Cosa Nostra, les *locali* de la 'Ndrangheta ont une structure interne assez complexe, dotée de divers rangs et de différents postes de direction. [Traduction] « La 'Ndrangheta, dit Calogero Marcerò (un des seuls membres haut placés qui ait accepté de collaborer), est une organisation criminelle très hiérarchisée, et les associés de *dote* (rang) inférieur ne sont informés que vaguement, s'ils sont informés, de ce qui se passe au rang supérieur. » (TrRc, 1993, cité dans Paoli, 2003, p. 46-47) La 'Ndrangheta est en fait partagée en deux *società* (sociétés) hiérarchiques : au bas de la chaîne de commandement, il y a la *società minore* (société mineure) et au-dessus, la *società maggiore* (société majeure). Cette stratification interne représente une stratégie organisationnelle efficace pour protéger le cœur de l'association contre toute mesure de répression prise par les représentants de l'État.

Figure 2.2 – Hiérarchie d'une famille de la 'Ndrangheta



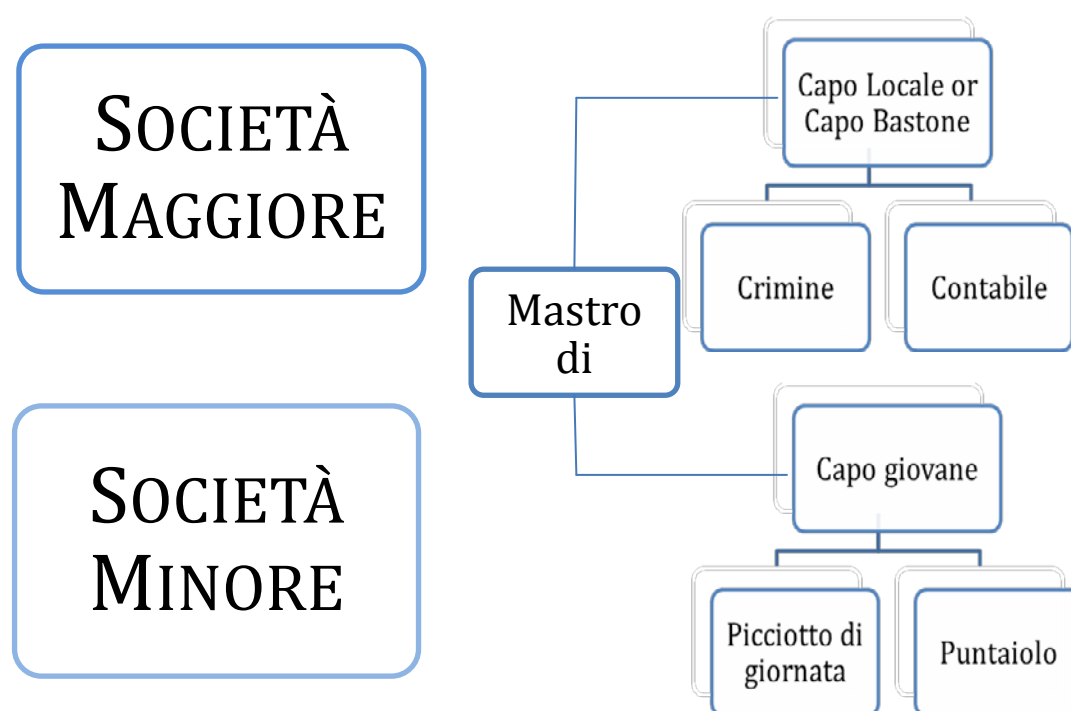
Source : Gratteri-Nicaso, 2007, p. 78.

Francesco Fonte, ancien membre de la *cosca* de Siderno, décrit la structure interne de l'organisation de la façon suivante (Gratteri-Nicaso, 2005, p. 73-75; voir aussi TrRC, 2008) : la *società minore* est composée des chefs des rangs inférieurs de la 'Ndrangheta. Au bas de l'échelle se trouvent les *picciotti* (*semplici* ou *d'onore*)⁴⁵, qui sont les « soldats » du *locale* et ne font qu'exécuter les ordres. Au-dessus d'eux se trouvent les *camorristi*, les associés ayant une certaine ancienneté, qui sont

⁴⁵ Le titre de *picciotto semplice* est décerné au membre nouvellement initié. Celui-ci devient un *picciotto d'onore* après un certain temps passé au service de la famille et une autre cérémonie.

assignés aux tâches ne pouvant être confiées à de simples *picciotti*. Selon d'autres sources, la catégorie de *camorrista* peut aussi être répartie en sous-catégories (voir Gratteri-Nicaso, 2005; et Paoli, 2003)⁴⁶. Le rang de *sgarrista* ou *camorrista di sgarro* est au sommet de la *società minore*. Ceux qui en font partie occupent divers postes de direction dans la *società minore*, par exemple : le *capo giovane*, qui dirige la section inférieure du *locale* et met en pratique les ordres de la *società maggiore*; le *picciotto di giornata*, qui distribue les tâches parmi les *picciotti* et coordonne leurs activités; et le *puntaiolo*, qui gère la *bacinella*, terme interne qui désigne les fonds communs auxquels doivent contribuer tous les membres de la *società minore* (TrRC, 2008, voir aussi Gratteri-Nicaso, 2005; et Paoli, 2003).

Figure 2.3 – Corps dirigeants d'une famille de la 'Ndrangheta



Source : Gratteri-Nicaso, 2007, p. 78.

Quant à la *società maggiore*, la hiérarchie se compose des rangs suivants : *santista*⁴⁷, *vangelo*, *quartino* ou *trequartino*, *quintino* ou *padrino* et *associazione*⁴⁸ (TrRC, 2008). Tout comme

⁴⁶ Francesco Fonte a parlé des catégories suivantes : *camorrista semplice*, *di società*, *di fibbia*, ainsi que *formati* (Gratteri-Nicaso, 2005, p. 75).

⁴⁷ Selon Fonte, les *sgarristi* qui ont fait leurs preuves peuvent être désignés *santisti* et intégrer la *società maggiore* (Gratteri-Nicaso, 2005). Sept associés du rang de *santista* peuvent constituer, au sein du *locale*, ce qu'on appelle la *Santa* (voir section 2.1.2). Il s'agit d'une sorte de société secrète dans une autre société secrète. Comme l'explique Fonte [Traduction] : « La Santa n'est aucunement tenue de rendre compte de ses décisions et de ses activités au *locale* dont elle fait partie. Aucun membre de rang inférieur à *santista* ne peut assister aux réunions de la *Santa*, qui représente en quelque sorte l'élite de la 'Ndrangheta. » (Gratteri-Nicaso, 2005, p. 74)

son équivalent inférieur, la *società maggiore* possède ses propres postes de direction, associés à des rangs précis. Ces fonctions sont celles de *maestro di giornata*, de *contabile*, de *crimine* et de *capo bastone*. Le mandat du *maestro di giornata* est de communiquer les ordres de la *società maggiore* à la *società minore* et d'informer les membres de toutes les activités entreprises par le *locale*. Comme le fait le *puntatiolo* pour la *società minore*, le *contabile* gère la *bacinella*, tandis que le *crimine* est chargé de la planification et de l'exécution des activités criminelles du *locale*. Ils sont tous deux sous les ordres du *capo bastone*, le patron du groupe. Ce dernier dirige les activités d'exploitation, convoque des réunions locales, accorde des promotions, nomme des membres et intervient dans les différends internes⁴⁹. Le trio « *capo bastone-contabile-crimine* » se nomme *copiata* et constitue l'organe représentatif du *locale*. De plus, les personnes qui ne sont pas membres, mais qui participent aux activités du groupe sont connues dans le jargon de la 'Ndrangheta sous le nom de *contrasto onorato*. Il s'agit de ceux en qui la 'Ndrangheta a confiance et qui pourraient un jour devenir membres de l'organisation (Gratteri-Nicaso, 2005).

Comme la structure interne de la Cosa Nostra, celle de la 'Ndrangheta est demeurée relativement stable au fil du temps. Seul un petit nombre de rangs ou de postes de direction y ont été ajoutés, et les résultats d'enquêtes récentes et les récits de *pentiti* ressemblent beaucoup aux descriptions trouvées dans des documents datant du début du XX^e siècle (Gratteri-Nicaso, 2005).

2.1.2 Mécanismes de coordination de la 'Ndrangheta

Au bout du compte, la 'Ndrangheta est une confédération non formelle de familles mafieuses. Contrairement à la Cosa Nostra, elle a su maintenir une structure organisationnelle horizontale jusqu'en 1991 en évitant l'établissement d'un seul organe de coordination officiel pour toutes les familles mafieuses (Paoli, 2003, p. 58-59). Les mécanismes de coordination de la 'Ndrangheta ont plutôt été maintenus au fil du temps par des réunions et des rencontres régulières entre les patrons de chaque famille. Depuis les années 1950, sinon avant, les patrons des *locali* de la 'Ndrangheta tiennent des réunions annuelles, appelées *crimini*, au Sanctuaire de Notre-Dame de Polsi dans la région de l'Aspromonte⁵⁰. Les enquêteurs ont découvert que des représentants de l'extérieur de la

⁴⁸ Le rang de *vangelista* a été révélé pour la première fois par l'informateur Pino Scriva en 1984 (Gratteri-Nicaso, 2005). Comme pour les rangs de *quartino* ou *trequartino*, de *quintino* et de *associazione*, celui-ci a été créé pour servir de poste différent et secret, afin de protéger la tête de l'association et ses membres.

⁴⁹ Le rôle de patron est généralement transmis de père en fils (système patriarcal typique). Giuseppe Piromalli par exemple, fils aîné de sa famille biologique, a régné sur l'un des groupes mafieux les plus puissants de la plaine de Gioia Tauro, privilège qu'il a hérité de son frère aîné, Girolamo « Mommo » Piromalli, après son décès en 1979. Il arrive toutefois, comme en Sicile, que des changements de commandement se fassent au moyen de la violence. Ce fut le cas pour la succession des chefs mafieux de Reggio de Calabre, lorsque Domenico Tripodo a renversé le *capobastone* de Reggio, Domenico Strati, après un conflit de deux ans (1958-1959). Son emprise sur Reggio de Calabre a duré jusqu'au début des années 1970, époque où les frères De Stefano ont remis son autorité en question. Les De Stefano étaient membres de la *cosca* Tripodo, qui avait accumulé d'importantes ressources financières grâce à la contrebande de tabac et obtenu l'appui des autres patrons provinciaux de la 'Ndrangheta. En deux ans (de 1974 à 1976), ils sont passés de simples membres de la mafia à nouveaux patrons de Reggio de Calabre. » (Paoli, 2003, p. 49-50)

⁵⁰ Le Sanctuaire de Notre-Dame de Polsi est situé à proximité du village de San Luca, au cœur du territoire de la 'Ndrangheta. La *'ndrina* de San Luca détient l'autorité suprême, de sorte que tout nouveau groupe doit obtenir sa permission pour se lancer en affaires (Paoli, 2003). En outre, d'anciens membres ont précisé que tous les groupes de la

Calabre, comme des régions du Nord de l'Italie, du Canada ou de l'Australie par exemple, sont souvent présents aux réunions (TrRC, 2008), ce qui montre à quel point les *'ndrine* qui ont immigré dans d'autres pays continuent d'entretenir une relation avec la mère patrie et se voient toujours comme faisant partie d'une même organisation.

D'après les récits de *pentiti*, ces réunions servent traditionnellement de forum de discussion sur les stratégies actuelles et futures ainsi que d'arène pour le règlement des différends entre *locali*⁵¹. Elles sont convoquées et présidées par le *capo crimine*. Loin d'être le « patron des patrons », ce dernier est élu chaque année et ne possède aucune autorité réelle lui permettant d'intervenir dans des conflits familiaux ni de régler l'utilisation de la violence entre les familles, domaines qui relèvent exclusivement de la compétence des familles (Varese, 2011, p. 32). Quoi qu'il en soit, au début des années 1990, des mécanismes de coordination plus efficaces sont devenus nécessaires pour réglementer le recours à la violence et la gestion des activités criminelles⁵² : un organe central de planification et de prise de décisions a donc été fondé en 1991. Le pouvoir « ponctuel » du *crimine* durant les réunions annuelles au Sanctuaire de Notre-Dame de Polsi était maintenant confié à un nouveau corps dirigeant supérieur, qui lui, avait le pouvoir d'intervenir dans les affaires des familles mafieuses. C'était pour la *'Ndrangheta* une innovation considérable : pour reprendre les mots de Pasquale Barreca, ancien membre du clan De Stefano, cela revenait à confier à « l'autorité d'un pouvoir hiérarchique réel » (PrRc, 1995, p. 4476) la compétence exclusive sur certains sujets, selon le modèle de la commission provinciale de la Cosa Nostra (Paoli, 2003).

Ce nouvel organe collégial a été baptisé *camera di controllo* (chambre de contrôle) ou *provincia* (province), et il se compose de trois *mandamenti* : l'*Ionico* ou la *Montagna* (Ionie ou montagne), la *Tirrenica* ou la *Piana* (Thyrrhénienne ou plaine) et la *Città* (ville)⁵³. Les deux premiers *mandamenti* regroupent respectivement les familles mafieuses les plus importantes des côtés ionien et thyrrhénien de la Calabre. Le troisième représente les familles de la ville de Reggio de Calabre. Dans son ensemble, l'organe a pour fonction principale de résoudre les différends familiaux. D'ailleurs, toute controverse entre *cosche* doit être présentée devant la *provincia* avant que des mesures violentes puissent être utilisées⁵⁴. La *provincia* sert aussi à représenter l'association entière auprès des autres organisations criminelles et à entretenir des liens avec les entités externes, comme les Loges maçonniques, les politiciens corrompus et les établissements frauduleux, afin d'optimiser les ressources de la *'Ndrangheta* dans le monde économique et politique (PrRc, 1995, p. 4469, cité dans Paoli, 2003, p. 62).

'Ndrangheta [Traduction] « doivent transférer une fraction de leurs profits illicites à la *principale* de San Luca, en reconnaissance de sa suprématie absolue » (Paoli, 2003, p. 29).

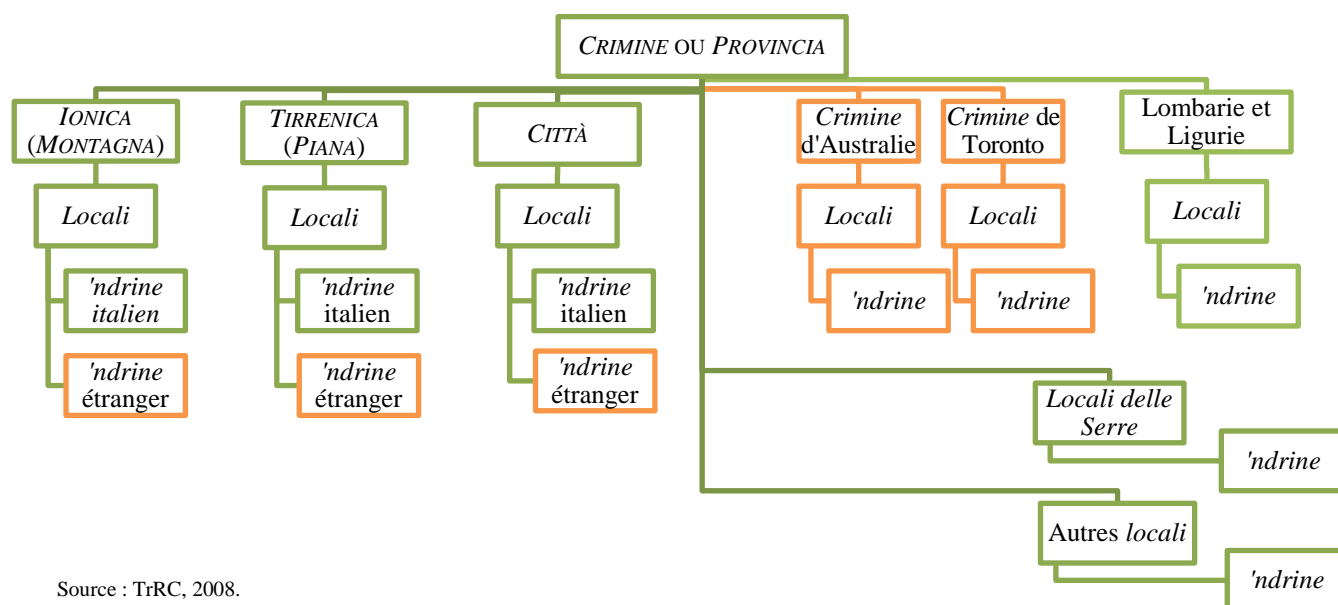
⁵¹ [Traduction] « Chaque patron doit rendre compte des activités menées cette année-là et des événements les plus importants ayant eu lieu sur son territoire, comme des enlèvements ou des homicides, indique le témoin Cesare Polifroni. Il doit aussi déclarer le nombre de ses nouveaux associés et le châtiment réservé aux transgresseurs. » (Cité dans Paoli, 2003, p. 59)

⁵² Dans la période de 1985 à 1991, la violence entre les familles a atteint un sommet avec le conflit entre deux coalitions de familles mafieuses de Reggio de Calabre, le clan De Stefano et le clan Imerti-Condello. À cette époque, les tueries mafieuses ont fait 564 victimes (CPA, 2008).

⁵³ Les enquêteurs ont découvert que des membres des *crimini* d'Australie, de Toronto, de Ligurie et de Lombardie sont directement impliqués dans le *crimine* de Calabre, tout comme des représentants des provinces de Cosenza et de Crotone.

⁵⁴ Les controverses soulevées entre les membres d'un même groupe continuent d'être réglées par le *capo locale*.

Figure 2.4 – Structure de la ‘Ndrangheta



Source : TrRC, 2008.

La Santa

Au début des années 1970, la ‘Ndrangheta a adopté de nouvelles mesures de discrétion interne, à un point tel qu’une autre société secrète, la Santa, a dû être formée au sein de la première. Selon l’informateur Giovanni Gullà, son nom, diminutif de *mamma santissima*, désigne [Traduction] « une sous-division obscure de la ‘Ndrangheta, puisque son rang n’est révélé qu’aux autres *santisti*. Par exemple, si un *ndranghetista* se présente à d’autres *ndranghetisti* d’un groupe différent, il doit révéler son rang, soit *picciotto*, *camorrista*, *sgarrista*, etc., mais son rang de *santista* reste secret et ne doit être révélé qu’aux autres *santisti* [...]. La Santa est en quelque sorte une secte secrète dont la création visait à mettre sur pied une structure réglementaire, inconnue des autres, qui servirait à générer d’importants profits. » (PrRc, 1995, p. 5737, cité dans Paoli, 2003, p. 114)

L’idée vient de Girolamo « Mommo » Piromalli, patron indiscuté du clan Piromalli de Gioia Tauro, et d’autres patrons mafieux désirant s’infiltrer dans des marchés légitimes très profitables, comme celui du secteur public de la construction, ou dans des activités illégales, comme les enlèvements et le trafic de stupéfiants, qui étaient interdites par les règles de la ‘Ndrangheta. [Traduction] « C’est Mommo Piromalli qui, en vue de profiter des ressources économiques croissantes dans la région de Reggio de Calabre et des investissements publics considérables dans des travaux publics visant à développer le sud de l’Italie (les chemins de fer, l’industrie de l’acier et le port de Gioia Tauro), s’est attribué pour la première fois le rang de *santista*, afin d’imposer son

autorité suprême et de contrôler directement le marché des travaux publics », explique Gaetano Costa (PrRc, 1995, p. 4987).

C'est ainsi que la Santa a vu le jour, en réaction aux obstacles que posaient les règles traditionnelles de la 'Ndrangheta et aux obligations qu'elle imposait à ses membres en matière d'activités permises, de relations avec les autorités gouvernementales et de critères d'association. La Santa permettait de générer toutes sortes de gains illicites, de commettre des crimes autrefois interdits par la 'Ndrangheta, de tisser des liens avec les autorités gouvernementales et de nommer des *santisti* parmi les membres de n'importe quelle classe sociale (alors que les rangs de la 'Ndrangheta n'étaient auparavant ouverts qu'aux familles « honorables », c'est-à-dire celles qui n'avaient aucun lien avec les institutions étatiques et n'avaient pas été déshonorées par des « faits infâmes ») (Paoli, 2003, p. 115)⁵⁵.

La Santa a ouvert la porte à des pratiques profitables liées à l'infiltration de l'économie légale, aux enlèvements et au trafic de stupéfiants. Qui plus est, elle a encouragé la création de liens étroits avec les représentants de l'État et les fonctionnaires, de sorte que certains d'entre eux sont même devenus des associés de la Santa. Des relations privilégiées ont également été créées avec la franc-maçonnerie. Selon l'informateur Gaetano Costa, [Traduction] « Mommo Piromalli lui-même avait la réputation d'être franc-maçon, ou du moins d'être très proche des cercles maçonniques » (PrRC, 1995, p. 5730). Il s'était associé à la Loge dans le but de rencontrer des hommes d'affaires, des bureaucrates et des politiciens. On trouve une autre preuve d'un rapprochement entre la Santa et la franc-maçonnerie dans les ressemblances entre les rituels et les symboles des deux sociétés secrètes⁵⁶.

2.2 Rituels et codes de conduite

À l'instar de la Cosa Nostra, la 'Ndrangheta fait grand usage des symboles et des rituels, car ils permettent aux familles mafieuses d'imposer à leurs associés des exigences inconditionnelles et de définir l'identité collective du groupe. Les actes figuratifs sont aussi une façon de justifier le pouvoir dont disposent les familles mafieuses dans les communautés où elles sont établies.

Contrairement à ce qui s'est produit avec la Cosa Nostra, plusieurs manuscrits illustrant l'appareil symbolique et rituel du groupe (les formules, les codes de conduite et les normes que doivent respecter les familles mafieuses de Calabre) ont été découverts par les enquêteurs au cours des 100 dernières années. Il est intéressant de noter que les codes trouvés à San Luca, bastion de la 'Ndrangheta calabraise, dans les années 1930, comportaient les mêmes caractéristiques symboliques et rituelles que la copie du code de la 'Ndrangheta confisquée par la police canadienne dans les

⁵⁵ La plupart des patrons les plus traditionalistes (dont Antonio Macrì de Siderno et Domenico Tripodo de Reggio de Calabre) se sont fortement opposés à ces innovations. Ce conflit a entraîné la Première guerre de la mafia, de 1974 à 1979, laquelle a pris fin avec la chute de « l'aile traditionnelle » et l'officialisation de la Santa.

⁵⁶ Les réunions des *santisti*, par exemple, débutent [Traduction] « aux noms de Giuseppe Mazzini, de Giuseppe Garibaldi et de Giuseppe La Marmora » (Gratteri-Nicaso, 2005), trois personnages connus de la franc-maçonnerie italienne.

années 1970 ou celle découverte à Sidney en 2005 (Gratteri-Nicaso, 2005). Ainsi, la 'Ndrangheta semble adhérer fermement à ses traditions, peu importe le lieu ou l'époque, ce qui démontre qu'elle a une unité de base partagée, à Calabre et ailleurs.

Tout comme au sein de la Cosa Nostra, les nouveaux associés doivent participer à un rituel d'initiation à la mafia, qui représente la renaissance du novice en tant que « nouvel » homme, dont le comportement sera dorénavant réglé par les valeurs de l'organisation. Dans l'association calabraise, la cérémonie initiatique, appelée *battesimo* (baptême), semble être plus complexe que son équivalente sicilienne. Le novice, nommé *cardone*, est d'abord présenté par un membre à la *società minore*. Puis, le rite en soi commence par un échange de formules entre le *capo giovane*, chef de la *società minore*, et l'initié, après quoi ce dernier doit passer un ou plusieurs tests de bravoure. Ensuite, l'admission du candidat se fait par trois votes tenus par le *capo giovane*. La cérémonie se termine par un serment d'allégeance et d'obéissance que doit prononcer le nouvel associé pendant qu'une image sainte tachée de sang brûle dans ses mains⁵⁷. Tous les aspects de la vie du nouveau membre sont immédiatement asservis à la mafia, dès son initiation.

Pour chaque promotion dans la hiérarchie mafieuse, des rites, ainsi que des formules et des gestes précis, doivent être observés. Ainsi, les liens de confrérie créés par le rituel d'initiation sont renforcés et renouvelés, et l'associé se voit rappeler les devoirs d'« homme d'honneur » qui en découlent. Certains détails varient de groupe en groupe, mais le rite de passage comprend toujours quatre étapes : la présentation du candidat, le test de bravoure, les trois votes, ainsi que le serment et le rite de la communion (Paoli, 2003, p. 70).

Comme pour la Cosa Nostra, la cérémonie d'initiation de la 'Ndrangheta représente plus pour les nouveaux associés qu'un simple rite de passage, c'est aussi un moment de consécration où ils sont établis dans leurs nouvelles fonctions d'« homme honneur » (Gratteri-Nicaso, 2005). Ce statut est principalement réglé par un « code d'honneur », un système de valeurs imposé aux associés pour régler chaque instant de leur vie.

2.3 Fonctions et objectifs

La 'Ndrangheta possède une particularité importante en commun avec la Cosa Nostra : contrairement aux autres groupes criminels, les *cosche* calabraises ne se contentent pas d'offrir des biens et des services illégaux. Bien que ces activités aient gagné en importance au fil du temps, le pouvoir, plus que les richesses, a toujours été la priorité des organisations mafieuses. D'ailleurs, les *'ndraghetisti* ont exploité la puissance des liens mafieux pour imposer leur souveraineté sur les communautés où ils sont établis, adoptant un comportement dominant à l'échelle locale dans les sphères sociale, économique et politique (Paoli, 2003, p. 144). Cet objectif premier s'est traduit par

⁵⁷ Un processus d'initiation plus court est utilisé pour les fils des membres de la mafia : il s'agit en fait d'une sorte de « préinitiation » tenue dans leur jeunesse, qui leur confère le statut de *giovane d'onore* (Paoli, 2003; Gratteri-Nicaso, 2005).

une multiplication des fonctions remplies par les associés de la 'Ndrangheta dans leurs quartiers ou leurs villages.

Protection. Même aujourd'hui, alors que la plupart des rôles traditionnels de la mafia ne sont plus systématiquement observés, le but principal du *'ndranghetista* est de dominer un territoire donné, et de maintenir son emprise grâce à un « système global de protection ». Tout comme chez leurs homologues siciliens, les services de protection offerts par les membres de la 'Ndrangheta à leurs clients concernent entre autres les activités criminelles, les négociations, le règlement autoritaire des conflits et les ententes contractuelles. Loin d'être légitimes, c'est-à-dire appréciés du client et pour lesquels celui-ci juge raisonnable de payer un prix, ces services sont plutôt fictifs, car ils offrent une protection contre des préjudices que le protecteur lui-même menace de porter. Il s'agit donc d'extorsion (*pizzo*). Au lieu d'argent comptant, le paiement du *pizzo* peut également se faire en nature, par exemple si la victime est forcée de s'approvisionner chez une entreprise associée aux familles de la Cosa Nostra ou sous leur emprise, ou encore d'engager des membres de la mafia ou des personnes impliquées dans la mafia. Dans d'autres cas, l'entreprise soumise à un racket de protection est tenue de confier l'exécution de certains travaux à des membres ou des partenaires de la mafia (c'est souvent le cas des entreprises de construction; ce sujet sera abordé plus en détail à la deuxième partie du présent rapport).

Lorsqu'un *'ndranghetista* exige une taxe de protection, celle-ci représente une forme de soumission de la part de la victime à l'autorité de la mafia sur le territoire en question. On estime qu'en Calabre, environ 150 000 entreprises sont forcées de payer le *pizzo*, soit 50 % de leurs gains, et même 70 % dans la ville de Reggio de Calabre (Svimez, 2007). Les données obtenues lors d'enquêtes criminelles peignent un portrait encore plus sombre (DNA, 2007; voir aussi CPA, 2008). Selon le procureur antimafia Scudieri, [Traduction] « toutes les activités commerciales du district de Catanzaro sont soumises à un racket d'extorsion : les entreprises industrielles ou commerciales, les fermes et même les professions » (CPA, 2008, p. 109). Ces pratiques d'extorsion sont rarement dénoncées aux autorités judiciaires.

Répression. Voilà une autre fonction qui met en lumière l'exercice du pouvoir mafieux sur un territoire bien défini. Par elle, les *cosche* de la 'Ndrangheta comptent dominer toutes les activités de leurs communautés et imposer leur loi. D'ailleurs, dans les régions sous l'emprise de la 'Ndrangheta, aucun criminel, pas même s'il travaille seul, n'a le droit de mener des activités illicites sans la permission de la famille mafieuse locale. Pour confirmer cette hypothèse, Paoli (2003, p. 156-162) a examiné les données officielles concernant le nombre de vols signalés à Reggio de Calabre, à Palerme, en Catane et en Italie en général (de 1990 à 1994). En moyenne, au cours de la période de cinq ans étudiée, 1 398 vols par 100 000 habitants ont été déclarés à Reggio de Calabre. C'est moins de la moitié de la moyenne nationale (2 603 vols), et près de deux tiers de moins que les taux observés à Palerme (3 257 vols) et à Catane (3 709 vols). Quoique bien des variables influencent ces chiffres officiels (la volonté des victimes de déclarer le crime à la police, le taux d'urbanisation, l'âge et la structure sociale de la population, etc.), cette analyse suggère l'existence d'un écart statistique entre Reggio de Calabre, Palerme, Catane et le pays dans son ensemble, ce qui a été interprété par Paoli comme une preuve de l'ordre légal imposé par la 'Ndrangheta dans ses communautés.

Médiation. Encore aujourd'hui, les *'ndranghetisti* sont appelés à arbitrer des conflits, à garantir les droits de propriété et à appliquer les règles compatibles avec leur propre loi. Malgré la transformation entrepreneuriale de la *'Ndrangheta*, les hommes d'honneur prennent toujours ces devoirs au sérieux (Gratteri-Nicaso, 2005). Les « atouts » particuliers dont disposent les hommes d'honneur pour remplir leur rôle de médiateurs servent à créer un genre de symbiose, cimentée par le silence et la complicité, entre les personnes qui s'échangent des « services » dans un grand nombre de domaines de la vie collective.

Comprendre l'infiltration de la 'Ndrangheta dans l'économie légale : secteur de la construction

L'infiltration de la *'Ndrangheta* dans l'économie légale et son influence dans le secteur de la construction découlent de la nature même de l'association criminelle et de la domination qu'elle prétend avoir sur ses communautés. Comme les familles de la Cosa Nostra, les *cosche* calabraises ont fait leur entrée dans la construction en revendiquant un tribut pour toutes les principales activités lucratives exercées sur leur territoire. Vers la fin des années 1960, la Calabre a entamé le même processus de développement que la Sicile des années 1950. De grands projets de construction financés par les autorités nationales ou provinciales ont été lancés dans la région, et les entreprises sélectionnées étaient immédiatement ciblées par les *cosche* locales de la *'Ndrangheta*, qui réclamaient le paiement d'une taxe de protection, au moyen d'intimidation et de violence si nécessaire. Par contre, les familles de la *'Ndrangheta* ont vite cessé de se contenter d'une somme d'argent. Devant tout le potentiel de cette industrie en apports et en investissements, les clans calabrais ont exigé une participation plus active dans les travaux comme tels. Ils ont fondé leurs propres entreprises et ont imposé leur présence sur les chantiers de construction, petits ou grands. Cette stratégie d'infiltration du secteur de la construction a grandement porté fruit, et les entreprises de construction appartenant à des hommes d'honneur calabrais ont vite obtenu des contrats de sous-traitance pour bon nombre des projets de construction publique dans le territoire, voire tous ceux qui étaient profitables (CPA, 2008). Par exemple, les *cosche* de la plaine de Gioia Tauro ont réussi à influencer l'attribution des travaux de construction publics pour le port de Gioia Tauro. Dans le marché concurrentiel de la sous-traitance, les entrepreneurs mafieux s'en sont plutôt bien tirés, prenant le contrôle direct de 70 % des contrats et contrôlant indirectement le reste en s'appropriant 8 % de la valeur de tous les contrats de sous-traitance remplis par des entreprises non mafieuses (Arlacchi, 1986; Santino-La Fiura, 1990; Paoli, 2004; CPA, 2008b). Les contrats de sous-traitance ont principalement été distribués en fonction du territoire et du rang occupés par chaque groupe au sein de la mafia. Pour le prouver, Arlacchi (1986) a analysé les renseignements concernant les paiements officiels effectués aux entreprises de roulage par les deux grands entrepreneurs principaux (Timperio et Cogitau) chargés d'attribuer les contrats et a conclu que [Traduction] « la part de contrats obtenus par chaque *cosca* correspond à sa position dans la hiérarchie mafieuse : les groupes dominants de la plaine de Gioia Tauro ont obtenu les contrats les plus importants, tandis que les groupes inférieurs ont reçu les plus petits. Aucun conflit n'a marqué l'attribution de cet ordre hiérarchique : il n'y avait aucun désaccord entre les entreprises de roulage, tant qu'elles partageaient elles aussi les tâches. Par conséquent, quiconque venait demander du travail avait déjà

obtenu la permission du groupe entier. » (Arlacchi, 1986, p. 93-94) L'idée que les *cosche* locales auraient atteint leurs objectifs en s'appropriant des contrats de sous-traitance pour la construction du port a également été défendue par Santino et La Fiura (1990) dans leur analyse du nombre d'attentats à la bombe ayant eu lieu dans la région de Gioia Tauro en 1974 (154), comparativement au nombre d'attentats dans la même région en 1975 (0).

Une autre preuve de l'emprise de la 'Ndrangheta sur la gestion du marché est visible dans l'attribution des contrats pour la construction d'une centrale électrique sur le site du cinquième centre sidérurgique de l'Italie à Gioia Tauro, lui-même en construction, par ENEL (compagnie publique d'électricité de l'Italie). Avec un budget estimé à cinq billions de lires, il est vite devenu évident que les *cosche* locales chercheraient à participer activement au projet. Dans un mandat d'arrestation de 1993, les juges de la ville de Palmi indiquaient ce qui suit [Traduction] : « La mafia n'a pas seulement infiltré le processus de sous-traitance. Elle a pénétré la gestion même des travaux [...] grâce à des liens avec des entreprises [de construction] privées, l'entreprise gouvernementale durement touchée par les politiques de pots-de-vin des parties, les politiciens et les représentants des *imprese a partecipazione mafiosa* (entreprises dans lesquels les *mafiosi* ont une part). » (PrPl, 1993, p. 1987-1988, cité dans Paoli, 2004, p. 175) C'est donc grâce à des ententes clandestines avec des personnalités légitimes que les *cosche* calabraises ont pu s'insinuer dans la gestion des travaux et y exercer une emprise réelle. Comme l'a dit Paoli (2004, p. 286) [Traduction] : « La mafia n'exerçait plus son influence seulement au bas de l'échelle, à la fin du processus économique d'investissement public (contrats de sous-traitance et extorsion), mais aussi en haut de l'échelle, au début du processus. Les décisions étaient maintenant prises conjointement par les représentants de la mafia, les organismes gouvernementaux et les entreprises de construction souhaitant obtenir d'importants contrats de travaux publics. »

LA CAMORRA

Le terme « Camorra » est habituellement utilisé pour désigner un ensemble assez vaste de groupes indépendants de type mafieux venant de Campanie, une région du sud de l'Italie. On estime que les racines de la Camorra remontent aussi loin qu'au XVI^e siècle, alors que la monarchie espagnole régnait sur Naples (Nicaso-Lamothe, 2005, p. 63), ce qui en ferait l'une des organisations criminelles les plus vieilles d'Italie⁵⁸. Bien que sa structure organisationnelle semble avoir radicalement changé au fil des ans, beaucoup pensent que l'essentiel de la Camorra d'aujourd'hui en tant que [Traduction] « système de gouvernance parallèle à l'État » demeure semblable à l'ancienne organisation (Campana, 2012, p. 131; Marmo, 2011).

Les groupes contemporains de la Camorra sont apparus dans les marchés noirs de l'Europe dans les années 1960 et ont réalisé d'énormes profits grâce à la contrebande du tabac et de drogues. Ils ont bâti une immense fortune et acquis une grande puissance dans les années 1980 en s'appropriant les fonds publics investis en Campanie après le tremblement de terre de 1980 de l'Irpinia⁵⁹. Ils ont tiré profit des occasions d'affaires dans plusieurs secteurs de marché de Naples, principalement dans le secteur de la construction, et pénétré l'économie légale en soudoyant des politiciens et en truquant des processus d'appel d'offres. Depuis le milieu des années 1980, de nombreux clans ont aussi réalisé des profits en se consacrant à l'élimination des déchets en Campanie et ont envahi le secteur, ce qui a entraîné des conséquences désastreuses pour l'environnement et la santé de la population (DNA, 2010). Les clans de la Camorra ont ainsi prouvé leur capacité à s'adapter aux changements de l'environnement économique et à poursuivre leur activité principale, soit la gouvernance illégale des marchés et des transactions.

En Italie, la Camorra s'est avérée être une organisation extrêmement difficile à combattre (Cantone, 2012). La structure décentralisée de l'organisation la rend beaucoup plus difficile à mettre à mal par la simple répression. Tout comme l'hydre, monstre mythologique à neuf têtes de

⁵⁸ La première mention officielle de la Camorra en tant qu'organisation dans les dossiers de la police remonte à 1820 (Behan, 1996, p. 12).

⁵⁹ Le tremblement de terre de l'Irpinia s'est produit le 23 novembre 1980. D'une magnitude de 6,89 sur l'échelle de Richter, le tremblement de terre a fait 2 914 morts, 8 848 blessés et 280 000 sans-abri. Le gouvernement italien a investi plus de 32 milliards d'euros dans la reconstruction (montant estimé par la Corte dei Conti en 2008; les fonds publics servent encore à financer la reconstruction). En 1980, d'autres pays ont envoyé des fonds (par exemple, l'Allemagne de l'Ouest a donné 32 millions de dollars américains, et les États-Unis, 70 millions). Toutefois, une partie des fonds pour la reconstruction a disparu dans les années 1980, ce qui a causé un important scandale de corruption qui mettait en cause des clans de la Camorra, des entrepreneurs malhonnêtes du pays et de l'étranger ainsi que des politiciens corrompus (Cantone, 2012). Dans les années 2000, les estimations laissaient croire que des 40 milliards de dollars américains affectés à la reconstruction après le tremblement de terre, 26,4 milliards ont été détournés par les clans de la Camorra et d'autres acteurs et spéculateurs participant à la collusion, et 4 milliards ont été versés en pots-de-vin à des politiciens. Seuls les 9,6 milliards de dollars américains restants, soit un quart du montant initial, ont réellement été consacrés aux besoins des victimes (Caporale, le 13 décembre 2004) (en italien), « Irpinia, 20 anni dopo », *La Repubblica*, consulté le 7 avril 2009 sur le site <http://www.repubblica.it/speciale/irpinia/irpi.html> (voir aussi Santino-La Fiura, 1990).

serpent, la Camorra semble renaître après chaque coup d'épée de l'État (Cantone, 2012). Comme Becucci (2005) l'a fait remarquer, les nombreuses interventions judiciaires au début des années 1990 et dans les années 2000, engendrées notamment par la collaboration de plusieurs chefs et membres de la Camorra, n'ont jamais réussi à affaiblir l'influence de cette organisation sur le tissu social environnant, bien qu'elles aient semé le désordre dans beaucoup de clans. En fait, lorsque les chefs de clans ont été incarcérés, un conflit de pouvoirs a éclaté entre ceux qui, jusqu'alors, avaient seulement joué des rôles secondaires. Les nouveaux chefs ont systématiquement pris la place des anciens, comblant le vide dans un mécanisme de constante restructuration et restitution du pouvoir et de la richesse. De plus, les interventions d'enquête, même si elles ont nui considérablement aux divers clans, n'ont jamais vraiment permis d'éliminer le « bouillon » culturel duquel ces clans s'abreuvent. [Traduction] « L'*omertà* généralisée qui règne dans divers secteurs, les liens étroits qu'elle entretient avec l'économie et la vie politique locale⁶⁰, ainsi que son incroyable capacité à recruter de nouveaux membres des couches marginales de la société, sont tous des aspects qui font de la Camorra l'une des organisations les plus dures et les plus dangereuses du milieu criminel italien. » (Becucci, 2005, p. 274)

3.1 Structure et organisation

La Camorra est une désignation qui englobe différents groupes et gangs criminels qui agissent indépendamment les uns des autres et qui ont tendance à se faire concurrence. Certains d'entre eux sont des groupes bien établis qui, comme les familles mafieuses siciliennes et calabraises, se vantent d'exercer leur empire sur leurs quartiers et villages et d'infiltrer les tissus social, économique et politique. Les autres groupes de la Camorra sont des regroupements plus récents, habituellement articulés autour d'un chef charismatique, ou des gangs désorganisés de délinquants qui, selon les sources de la police, appartiennent plus au domaine du simple crime qu'à celui du crime organisé (Ministero dell'Interno, 2001, p. 60-65, cité dans Paoli, 2004, p. 277). Selon une estimation de la *Direzione Investigativa Antimafia* (DIA – Direction d'enquête antimafia de l'Italie), le nombre de groupes (ou *clans*) actuellement en activité en Campanie s'élève à 145, dont 37 sont classés comme « sous-groupes » (DIA, 2010, p. 218). Ils ne sont pas répartis de façon uniforme dans la région, mais se concentrent plutôt dans deux provinces : Naples (80 clans et 23 sous-groupes, dont 39 clans et 6 sous-groupes établis dans la ville) et Caserte (10 clans et 9 sous-groupes).

Contrairement aux clans de la Cosa Nostra et de la 'Ndrangheta, ceux de la Camorra représentent une espèce de phénomène mafieux de type gangster caractérisé par des structures horizontales (DNA, 2010)⁶¹ et un degré de coordination relativement faible⁶². Il n'existe aucune

⁶⁰ Seulement en 2001, quatre conseils municipaux de la province de Naples ont été dissous en raison d'infiltration mafieuse : ceux de Pompei, de San Gennaro Vesuviano, de Santa Maria la Carità et de Pignataro Maggiore (DNA, 2006, p. 111).

⁶¹ Le contraste avec l'ancien modèle organisationnel centralisé est frappant. Comme Campana (2012, p. 133) l'a souligné, [Traduction] « dans les années 1860, la structure de la Camorra était établie en fonction des divisions administratives de la ville de Naples : chacun des 12 quartiers avait sa propre "société", aussi connue sous le nom de *paranza*. Le patron de la *paranza* de Vicaria était généralement considéré comme le patron des patrons : il portait le titre de *capintesta generale* ("tête dirigeante" de la Camorra), titre qui lui était donné par les autres sociétés. »

preuve d'une structure centralisée qui contrôle le recours à la violence, fait respecter les « règles » et décide des stratégies politiques et criminelles collectives. Les diverses tentatives de reproduire une organisation unifiée ou semblable à la commission provinciale sicilienne ou à la réunion calabraise *crimine* ont systématiquement échoué (DNA, 2008)⁶³.

Les clans de la Camorra semblent plutôt fonctionner avec une certaine autonomie et rivaliser entre eux afin d'établir et de maintenir le contrôle sur une zone donnée. Cette fragmentation est flagrante dans la ville de Naples et ses banlieues, où les territoires de différents groupes se chevauchent (Savona, 2010). Dans un cadre criminel aussi divisé, la capacité – et la réputation – de recourir à la violence et à l'intimidation deviennent fondamentales à l'affirmation du contrôle et de l'influence d'un clan sur un territoire donné. Les clans de la Camorra ont donc tendance à utiliser la violence comme moyen d'affirmer leur puissance ou d'assurer leur survie, dans un mécanisme de maintien – ou de création – de domaines d'influence au sein du territoire. Par conséquent, des conflits ont fréquemment éclaté au sein des différents clans en Campanie au cours des dernières années. Contrairement aux événements survenus dans d'autres mafias traditionnelles, au sein desquelles les groupes criminels ont adopté une stratégie de « discrétion » caractérisée par un profil bas et une utilisation limitée de la violence, la Camorra est constamment déchirée par une guerre interne liée à la conquête du pouvoir et au contrôle des activités criminelles⁶⁴.

Les clans créent constamment des alliances criminelles dans le but d'avoir le monopole sur la fourniture de certains biens et services illicites dans un territoire donné (CPA, 2009). L'une des alliances les plus importantes et les plus puissantes est le cartel Casalesi, qui comprend environ 15 clans en activité dans les territoires limitrophes à Casal di Principe dans la province de Caserte (Campana, 2011, p. 102; DIA, 2010)⁶⁵. De récentes enquêtes ont aussi fait ressortir l'existence de projets conjoints à court terme entre les membres de clans de la Camorra et d'autres organisations criminelles telles que la Cosa Nostra et la 'Ndrangheta, mais aussi des groupes de trafiquants de

⁶² Sauf quelques exceptions, à savoir l'alliance de Secondigliano et le cartel Casalesi en Caserte (Campana, 2011).

⁶³ Dans les années 1970 et 1980, Raffaele Cutolo a tenté d'unifier les clans de la Camorra comme l'avaient fait les Siciliens et les Calabrais. La *Nuova Camorra Organizzata* (NCO – Nouvelle Camorra organisée) a été créée, mais s'est avérée inefficace. Avec l'aide d'alliés de la mafia sicilienne, les opposants de Cutolo ont formé une nouvelle coalition, nommée la *Nuova Famiglia* (NF – Nouvelle famille). Le conflit qui opposait les deux factions a été extrêmement violent (en 1980 et en 1981, on a compté près de 380 meurtres liés à cette guerre de la mafia) et pris fin avec la défaite de la NCO. La menace de la NCO étant écartée, toutes les alliances familiales se sont dissoutes, et la NF a cessé d'exister. En 1992, le chef Carmine Alfieri a tenté à son tour de mettre en place un système organisationnel unitaire qui fusionnerait les clans indépendants de la Camorra. Il a créé la *Nuova Mafia Campana* (NMC – Nouvelle mafia de Campanie), qui a eu elle aussi une courte durée de vie (Cantone, 2012).

⁶⁴ Les clans de la Camorra ont récemment été mêlés à une guerre des gangs qui a fait des centaines de morts. En 2004 et 2005, les quartiers de Secondigliano et de Scampia de la ville de Naples ressemblaient à des zones de guerre en raison de cette lutte. Le clan Di Lauro et le clan connu sous le nom de *clan des scissionisti* se sont affrontés dans une lutte sanglante, que la presse italienne nomma « guerre de Scampia ». Elle a fait 60 meurtres en pleine rue. En 2007, il y a eu une nouvelle série de meurtres à Naples entre 20 clans concurrents qui a coûté la vie à 12 personnes en 10 jours. Malgré l'intervention de l'État pour combattre le crime, il y a eu plus de 120 meurtres l'année suivante (DNA, 2006; DNA, 2007).

⁶⁵ Le cartel Casalesi est un phénomène unique au sein de la Camorra, à quelques exceptions près. Contrairement aux autres clans de la Camorra, il a réussi à établir une structure organisationnelle unitaire et verticale, ce qui a aidé ses membres à garder des domaines de compétence précis et à mettre en place des entreprises de grande portée. Toutefois, les récentes opérations judiciaires qui ont mené à l'incarcération des chefs de l'organisation ont considérablement ébranlé la structure et la force du groupe.

drogues nigériens et la mafia albanaise, de même que des criminels de la ville pour commettre des crimes bien précis (DIA, 2010; voir aussi Calderoni-Caneppele, 2009)⁶⁶.

3.2 Rituels et codes de conduite

Au XIX^e siècle, la Camorra partageait plusieurs similarités culturelles et organisationnelles avec les mafias sicilienne et calabraise, même si certains aspects les différenciaient. Tout comme les clans de la Cosa Nostra et de la 'Ndrangheta, ceux de la Camorra recouraient fréquemment aux symboles et aux rituels pour renforcer leur légitimité et leur cohésion (Paoli, 2004). Plusieurs de ces cérémonies ont été décrites dans le cadre d'une enquête du gouvernement menée en 1900 et avaient trait à la bravoure ou à la fidélité⁶⁷. Toutefois, on ne semble plus pratiquer de rituels d'initiation au sein des clans de la Camorra (Campana, 2011).

Selon Marmo (2011), qui a examiné un rapport rédigé à Naples en 1860-1861, intitulé « The camorristi brotherhood active in the Neapolitan province », les personnes qui aspiraient à devenir chef d'une *società* (société) donnée devaient prouver leur capacité à [Traduction] « diriger la Camorra » et à « manier le couteau » : seul le candidat qui présentait le plus haut niveau d'habileté était nommé à la tête de la société. Cette façon de faire tranche complètement avec la façon dont sont dirigés les clans de la Camorra aujourd'hui. En effet, les règles d'aujourd'hui en matière de recrutement et de retrait semblent plus souples que celles des mafias sicilienne et calabraise. Comme Campana (2012) le fait remarquer dans son étude sur le clan La Torre, groupe napolitain de la Camorra, [Traduction] « le mérite a été remplacé par les liens familiaux, et les postes les plus importants au sein d'un clan donné sont transmis en héritage. Par exemple, la prochaine personne à monter en haut de l'échelle est habituellement le fils du chef actuel, peu importe sa qualité de gestionnaire des affaires criminelles, et les procédures quasi démocratiques semblent être complètement disparues au fil des ans. » (Campana, 2012, p. 130-131)

⁶⁶ Selon des rapports officiels (CPA, 2008; DNA, 2008; DIA, 2010; voir aussi Calderoni-Caneppele, 2009), l'attitude conciliante et collusoire des clans de la Camorra envers les criminels de la ville a contribué à réduire le fossé qui existe entre le simple crime et le crime organisé.

⁶⁷ Nicaso et Lamothe (2005) décrivent quelques cérémonies. [Traduction] « Une cérémonie consistait en un simulacre de duel durant lequel l'initié était blessé au bras. Dans une autre, il devait ramasser une pièce au sol tandis qu'un cercle de *camorristi* donnaient des coups de couteau sur la pièce, ce qui causait plusieurs blessures douloureuses, mais non mortelles, à la main de l'initié. On a également décrit une cérémonie d'accueil lors de laquelle le nouveau membre se tenait devant une table sur laquelle une dague, un pistolet et un verre de vin empoisonné étaient disposés. Le *picciotto di sgarro* plantait la dague dans la table, armait le chien du pistolet et faisait semblant de boire le vin empoisonné. » (Nicaso-Lamothe, 2005, p. 64-65)

3.3 Fonctions et objectifs

L'hétérogénéité du monde interlope de la Campanie reflète la grande variété des activités entrepreneuriales auxquelles participent les groupes criminels locaux. Les clans de la Camorra participent à toutes sortes d'activités illicites qui génèrent des profits et des richesses, allant du trafic de stupéfiants au prêt usuraire et à l'extorsion, en passant par la contrefaçon et l'exploitation de la prostitution. Pour arriver à leurs fins, ils utilisent la violence et l'intimidation comme principaux moyens de promouvoir leurs intérêts économiques ou lorsqu'ils sentent que leur « territoire » ou leurs activités sont menacés (Paoli, 2004, p. 278). En plus de participer à des activités illicites « traditionnelles », les clans les plus puissants de la Camorra ont aussi montré qu'ils pouvaient exercer leur emprise sur les tissus social, économique et politique qui les entourent. Ils pénètrent dans des secteurs de l'économie légale et empêchent la concurrence en truquant les processus d'appel d'offres ou en infiltrant le tissu économique et l'administration publique dans une sorte de symbiose consolidée par le silence et la complicité. Ironiquement, les gens mêmes qui épaulent ou aident les clans de la Camorra s'avèrent être des victimes.

Comprendre l'infiltration de la Camorra dans l'économie légale : secteur de la construction

L'infiltration de la Camorra dans l'économie légale et sa participation au secteur de la construction s'expliquent par la nature à fort but lucratif des groupes criminels. Selon des documents judiciaires (DNA, 2010), certains clans de la Camorra du cartel Casalesi ont réussi à contrôler la production et la distribution de béton, profitant ainsi d'une position monopolistique. Cette position a aidé les groupes à obtenir des avantages économiques et politiques, en plus de gagner du pouvoir et une influence à l'échelle territoriale. Ils pouvaient contrôler la concurrence avec des entreprises rivales, créer des possibilités d'emploi et, parallèlement, blanchir les fruits du crime en combinant l'argent sale et l'argent gagné légalement. De plus, de récentes enquêtes ont révélé la mesure dans laquelle les clans de la Camorra ont supervisé et truqué les processus d'appel d'offres (DIA, 2010) grâce à l'aide de fonctionnaires corrompus et d'entreprises participant à des accords clandestins. Les activités de corruption sont plus tard mises à exécution en employant la violence et l'intimidation. Des mécanismes complexes de formation de cartel (DNA, 2005) parmi les entreprises de construction ont été mis en place, à savoir des situations dans lesquelles les entreprises liées aux clans de la Camorra déterminaient entre elles les prix offerts avant de soumissionner à un appel d'offres afin de prédéterminer la soumission retenue (CPA, 2008). Dans certains cas, les enquêteurs ont découvert que [Traduction] « quand [les entreprises] ne sont pas carrément corrompues, elles sont complices des fonctions et des intérêts du crime organisé » (CPA, 2008, p. 109). Il y a lieu de croire que les cas de soumissions collusoires (aussi appelé *metodo del tavolino*), qui facilitent l'alternance des soumissions retenues des entreprises liées aux clans de la Camorra, sont également nombreux, et que des entreprises non affiliées sont exclues du processus d'appel d'offres (DNA, 2005). Quoi qu'il en soit, les pratiques d'extorsion des entreprises de construction sont systématiques.

PARTIE II

ÉTUDE DE CAS N° 1 : SICILE

Bâisseurs d'expérience, criminels d'expérience : la corruption et le racket dans le secteur sicilien de la construction

ACTES JUDICIAIRES ET SOURCES :

- * Tribunal de Catane – TrCT (2003), *Boninelli + 10* (RGNR 14763/00)
- * Commissione Parlamentare di Inchiesta sul Fenomeno della Criminalità Organizzata mafiosa o simile – CPA (2008b), *Relazione conclusiva*, 19 février 2008, Doc. XXIII, n° 7
- * Direzione Nazionale Antimafia – DNA (2007)
- * Direzione Investigativa Antimafia – DIA, Ministero dell'Interno, *Attività svolta e risultati conseguiti. II semestre, 2003*
- * E. U. Savona, « Infiltration of the public construction industry by Italian organised crime », dans K. Bullock, R. V. Clarke et N. Tilley (dir.), *Situational Prevention of Organised Crimes*, Willan Publishing, 2010

RÉSUMÉ :

La présente étude de cas porte sur un ensemble d'activités collusoires et criminelles orchestrées par des membres de la Cosa Nostra pour obtenir des contrats de travaux publics dans les municipalités de la province de Catane au moyen d'appels d'offres ouverts⁶⁸. Les faits présentés ici illustrent le chevauchement entre les sphères criminelle et légale, en raison de liens entre le crime organisé, l'économie légale et le monde politique. Le cas révèle l'établissement de relations symbiotiques qui lient les membres de la mafia à bon nombre d'autres personnes œuvrant dans la légalité (entrepreneurs locaux, professionnels, fonctionnaires et politiciens) dans le but d'influencer le processus d'attribution de contrats. L'infiltration mafieuse a particulièrement été réalisée au moyen : 1) de la formation de cartels et le dépôt de soumissions collusoires; 2) du truquage de processus d'attribution de contrats; 3) de la signature d'accords collusoires avec des politiciens, fonctionnaires et professionnels corrompus; 4) de l'adoption d'un comportement collusoire par les

⁶⁸ En vertu de la loi régionale de Sicile n° 21/1998, le processus d'attribution de contrats n'était pas fondé sur le prix le plus bas, c'est-à-dire lorsque l'on retient la soumission de l'entreprise offrant le prix le plus bas, mais plutôt sur le prix moyen. Ce mécanisme peut être brièvement décrit comme suit : selon la distribution de toutes les soumissions, celles situées aux premier et dernier déciles sont rejetées (si le nombre de soumissions valides est supérieur à six, les 25 % dont les prix sont les moins élevés et les plus élevés sont rejetés). Résultat : la soumission retenue est celle située juste en dessous du seuil d'anomalie obtenu par la somme de la moyenne des prix des soumissions (moyenne des soumissions n'ayant pas été rejetées) et l'écart moyen des prix des soumissions au-dessus de la moyenne (art. 1, co. 6, R.L. n° 21/1998).

entreprises dont la soumission avait été retenue ainsi que les sous-traitants; et 5) de la demande de paiement d'une « taxe de protection ».

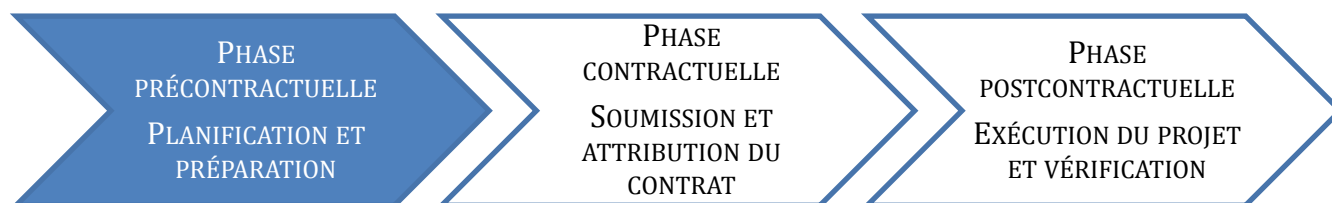
RÉGION :

Province de Catane

PROJETS :

L'étude de cas porte sur des événements liés à 24 procédures d'appel d'offres ouvertes menées entre 2001 et 2002 pour l'attribution de contrats de travaux publics dans différentes municipalités de la province de Catane et mettant en cause 2 824 soumissionnaires au total (dont des entreprises et des consortiums temporaires). Ces contrats avaient principalement trait à des travaux routiers, des travaux d'hydraulique et des travaux de bâtiment. Aux fins de la présente étude, seuls certains projets, particulièrement caractéristiques de la dynamique d'infiltration des familles mafieuses de Catane, seront étudiés.

SCHÉMA :



a. Définition de « l'ensemble d'actions » territoriales

Les familles mafieuses revendiquent la souveraineté sur un territoire bien délimité et exercent leur empire sur une région géographique donnée. Un principe de contrôle territorial est en effet en vigueur au sein de la Cosa Nostra, et l'infiltration mafieuse dans les processus d'appel d'offres publics est orchestrée en fonction du lieu où les travaux auront lieu. Peu importe son « domaine d'influence » territorial (Savona, 2010), la famille mafieuse Santapaola⁶⁹ est nommée, par les autres

⁶⁹ La famille mafieuse Santapaola était la plus grande famille de la Cosa Nostra sur la côte est de la Sicile durant les années 1980 et au début des années 1990, avant qu'elle ne soit décimée par des enquêtes et des témoignages de transfuges (Paoli, 2003, p. 28). Elle a réussi à exercer son autorité sur une grande partie de Catane, la deuxième ville en importance en Sicile, et de la province qui l'entoure. Dans les années 1980, la *cosca* Santapaola a dû rivaliser avec plusieurs grands gangs urbains, notamment les clans Cursoti, Laudani et Pillera-Cappello, qui avaient proliféré dans le monde interlope de Catane. [Traduction] « Malgré leur absence de cohésion interne et leurs faibles ressources économiques et politiques, ces gangs menaçaient constamment la suprématie de cette *cosca* de la Cosa Nostra en raison de leur grand nombre de membres et de leur promptitude à utiliser la violence. Par conséquent, la famille Santapaola a recruté un grand effectif afin de maintenir une force capable de dissuader les autres groupes criminels. En augmentant

cosche locales, responsable de la coordination des activités nécessaires afin d'influencer le processus d'appel d'offres pour des contrats publics accordés dans la province de Catane.

b. Planification de la stratégie d'infiltration

Les chefs des familles mafieuses participantes se réunissent pour discuter des stratégies d'infiltration : ils s'entendent sur le partage des soumissions publiques et déterminent qui peut participer à quel projet, qui peut obtenir quel contrat, et à quel prix. Les entrepreneurs locaux qui souhaitent obtenir des contrats ou des contrats de sous-traitance doivent faire des démarches auprès des membres des familles mafieuses afin d'assurer leur protection ainsi que leur participation aux travaux publics.

c. Création des entreprises qui participeront aux travaux

Avec l'aide de cols blancs et de professionnels (comptables, avocats, notaires), les familles mafieuses mettent sur pied des entreprises « honnêtes » et des consortiums temporaires (une ATI, soit une association d'entreprises créée de manière ponctuelle pour participer au processus d'appel d'offres), qui agiront comme sous-traitants. Ainsi, les mafieux impliqués cachent leurs intérêts financiers dans différentes entreprises de construction en se servant d'un prête-nom comme « façade » dans les dossiers publics.

d. Respect des critères de préqualification

Afin de satisfaire aux exigences générales de participation (c'est-à-dire aux exigences relatives à l'éthique professionnelle, au statut professionnel et aux situations financière et économique) ainsi qu'aux exigences précises relatives à la compétence technique nécessaire pour exécuter un contrat en particulier⁷⁰, les entreprises mafieuses obtiennent toutes les exigences officielles prévues par la réglementation italienne en matière de contrats publics⁷¹ en établissant des relations collusoires et

seulement modérément le nombre de membres à part entière (estimé à 35 au début des années 1980) et considérablement celui des *avvicinati*, la famille de Catane a été en mesure de répondre à cet urgent besoin d'ordre militaire et, du même coup, de préserver la nature cohésive et élitiste du noyau constitué par les hommes d'honneur ayant pris part au rituel d'initiation. » (Paoli, 2003, p. 28-29)

⁷⁰ Selon la réglementation italienne en matière de marchés publics, les soumissionnaires doivent être qualifiés pour participer à un appel d'offres pour un contrat dont la valeur dépasse un montant donné et doivent prouver qu'ils respectent les exigences requises. Autrement, les entreprises qui ne possèdent pas la qualification requise relativement à la compétence technique nécessaire pour exécuter un contrat particulier peuvent participer aux travaux dans le cadre d'une ATI (c'est-à-dire un consortium temporaire, dans lequel au moins une des entreprises associées est qualifiée).

⁷¹ Le système de préqualification italien est dirigé par des entreprises privées (appelées SOA) accréditées et surveillées par l'Autorité italienne de surveillance des marchés publics (*Autorità per la Vigilanza sui Contratti Pubblici di avori, Servizi e Forniture* – AVCP) pour délivrer des attestations après avoir vérifié que les entreprises respectent les exigences requises. L'objectif de ce système est de recueillir seulement les soumissions des entreprises potentiellement capables d'exécuter efficacement le contrat attribué. Chaque qualification est valide cinq ans, est renouvelable et atteste l'envergure des contrats et les catégories de travaux pour lesquelles une entreprise est qualifiée.

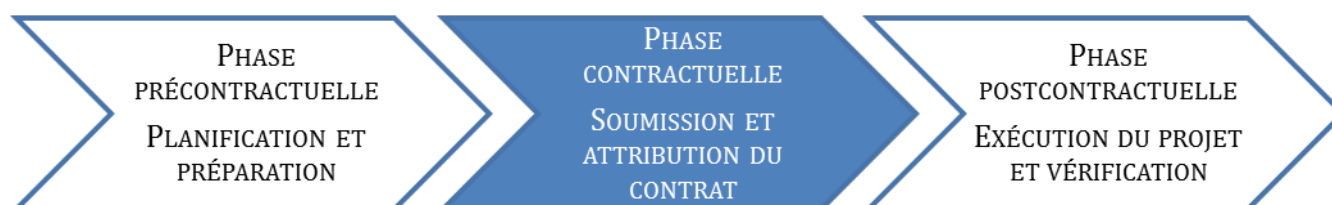
corruptrices avec des cols blancs et des professionnels, ainsi qu'avec des fonctionnaires et des politiciens locaux qui aident à produire et à obtenir les documents nécessaires.

e. Intensification des relations corruptrices avec des acteurs légitimes (entrepreneurs, professionnels, fonctionnaires et politiciens)

Afin de préparer les activités ultérieures, de mettre en place des personnes physiques ou morales choisies et de prendre en charge la gestion des travaux en soi, les membres de la mafia renforcent leurs relations avec les entrepreneurs, les professionnels, les fonctionnaires et les politiciens participant aux ententes collusoires. En effet, les familles mafieuses se démarquent par leurs activités de réseautage (c'est-à-dire la création d'un réseau de relations avec différentes personnes dans le but de poursuivre leurs propres buts liés au pouvoir et à l'enrichissement).

CAS A | FORMATION DE CARTELS ET DÉPÔT DE SOUMISSIONS COLLUSOIRES

Des entrepreneurs des sphères légitime et criminelle forment des cartels de truquage d'offres. Ils déterminent d'avance de manière collusoire les prix offerts et s'entendent sur le soumissionnaire retenu pour chaque contrat. Les membres du cartel s'entendent aussi pour obtenir les contrats à tour de rôle pour que chaque entrepreneur ait la possibilité de remporter un appel d'offres. Au besoin, les membres de la mafia empêchent, en utilisant la violence ou l'intimidation, les « non-membres », c'est-à-dire les entreprises qui ne font pas partie du cartel, de présenter des soumissions. Le stratagème de dépôt de soumissions collusoires est systématique et coordonné par la famille Santapaola. D'ailleurs, celle-ci est appelée à offrir ses « services » et à faire respecter les ententes de cartel. Les preuves recueillies lors des enquêtes suggèrent que le paiement d'une somme d'argent n'est pas nécessaire pour faire partie du cartel. Au lieu de cela, les entreprises retenues devaient compenser les « services » fournis par les familles mafieuses d'une quelconque façon, par exemple en versant une partie des recettes (de 5 à 10 %) ou en attribuant des contrats de sous-traitance aux entreprises « parrainées » par des membres de la mafia. Tant les acteurs du milieu criminel que ceux du monde légitime semblent alors jouer sur la même glace. Dans ce système d'échanges, les entrepreneurs locaux se sont révélés être plus que de simples participants passifs; ils sont les initiateurs de ces relations clandestines et complices de la fonction et des intérêts du crime organisé.



f. Sélection des entreprises qui participeront aux travaux

Les entreprises retenues sont prédéterminées en fonction des accords de cartel. La plupart des contrats de sous-traitance et les autres contrats, à savoir les fournisseurs de matériaux (comme les fournisseurs de béton, les carrières et les sablières) et de services (comme les services de surveillance du chantier de construction), sont également attribués d'avance à des entreprises choisies.

CAS B | TRUQUAGE DU PROCESSUS D'ATTRIBUTION DE CONTRATS

Les membres de la mafia manipulent le processus d'attribution des contrats grâce à une symbiose entre acteurs légitimes et criminels, en suivant deux étapes : 1) la rédaction des soumissions et 2) la détermination des prix offerts avant le dépôt des soumissions pour un contrat. Les preuves recueillies lors des enquêtes révèlent la présence de comportements collusoires à l'étape de la mise aux enchères dans le cadre des 24 procédures d'appel d'offres ouverts exposées dans la présente étude de cas. Dans ces pratiques collusoires, deux critères sont respectés : la rotation des soumissions (les entreprises s'entendent pour obtenir les contrats à tour de rôle en offrant le prix le plus bas) et le respect territorial des soumissions (les entreprises s'entendent pour ne pas présenter de soumissions concurrentes sur les territoires d'autres familles mafieuses).

Un certain nombre d'entreprises s'entendent secrètement pour partager les parts du marché entre elles. En apparence, elles seront en concurrence pour tous les appels d'offres, mais en réalité, elles auront déterminé d'avance quelle entreprise sera retenue pour chaque contrat. Un *avvicinato* de la famille Santapaola est chargé de recueillir les soumissions de tous les entrepreneurs concurrents, alors que les membres de la *cosca* de Catane truquent les soumissions et les prix offerts par les entreprises corrompues pour prédéterminer la « soumission retenue ». Afin de déterminer les prix offerts, ils utilisent un logiciel simulant le processus d'attribution de contrats. Ce logiciel est essentiel aux comploteurs pour calculer le prix offert par les entreprises et ainsi déterminer les soumissions retenues, selon le nombre de participants et l'envergure du projet. [Traduction] « Vous devez soumissionner à 0,81. Les autres soumissionneront à un prix plus élevé [...] pour que votre soumission soit retenue » (TrCa, 2003, p. 67), a dit un membre de la mafia à un entrepreneur qui participait à une entente collusoire et dont la soumission avait été présélectionnée.

En examinant les soumissions pour un contrat de travaux publics dans une petite ville aux abords de Catane, les enquêteurs ont remarqué que les prix offerts par les 52 entreprises participant à l'appel d'offres variaient extrêmement peu. Toutes les entreprises offraient des prix légèrement plus élevés que la soumission retenue, allant d'environ 0,02711 à 0,06673 point de pourcentage de plus. Ces chiffres sont trompeurs, surtout si l'on considère le nombre de soumissionnaires⁷² et la valeur du projet en question (856 029 163 liras). Selon les enquêteurs, ces variations ne sont pas

⁷² Les données d'études antérieures à propos du comportement des entreprises en matière de soumissions lors de mises aux enchères publiques illustrent une corrélation positive entre le montant des plus bas prix des entreprises et le nombre de participants à chaque mise aux enchères. Par exemple, Decarolis (2009) démontre que le nombre de soumissionnaires diminue le prix retenu (voir aussi Moretti-Valbonesi, 2012).

comparables à la moyenne observée dans le marché actuel⁷³. Tous ces indices évoquent la présence d'ententes clandestines entre les soumissionnaires légitimes et criminels.

Cette stratégie liée aux plus bas prix offerts pour des contrats de travaux publics est systématique et a été utilisée dans toutes les importantes procédures d'appel d'offres ouvertes dont il est question dans la présente étude de cas. D'autres exemples concernent un appel d'offres pour la construction d'une école, contrat qui a été accordé à la soumission offrant un prix inférieur d'environ 0,834382929 point de pourcentage par rapport aux entreprises concurrentes; ou encore, l'appel d'offres auquel 68 entreprises ont soumissionné pour obtenir des contrats publics liés à la construction d'un centre communautaire en Catane : le soumissionnaire retenu offrait un prix inférieur d'environ 0,6476374851813 point de pourcentage par rapport aux autres offres, sans aucun chevauchement entre les soumissions.

g. Dissuasion de la concurrence

D'autres d'entreprises légitimes cherchent à soumissionner aux projets ou à participer aux travaux à titre de sous-traitants ou de fournisseurs de matériaux et de services, mais les membres de la mafia dissuadent les « non-membres » de participer aux appels d'offres ou de signaler des actes de représailles à la police.

h. Rédaction de l'appel d'offres et définition des spécifications du contrat de sous-traitance

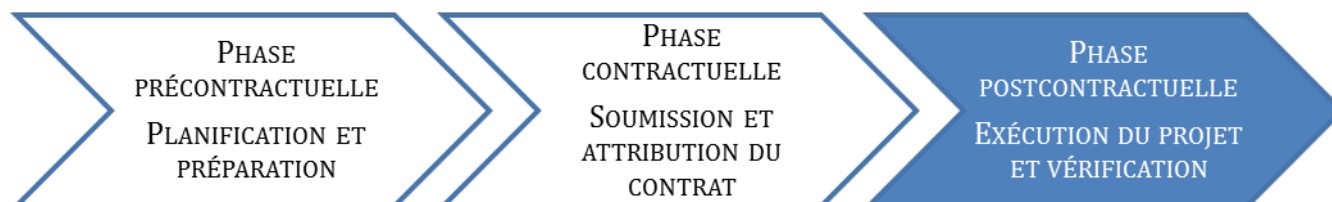
Les membres de la mafia et les *avvicinati* sont en contact avec un politicien local et les fonctionnaires chargés des processus d'appel d'offres. Ils s'entendent sur la façon de rédiger les appels d'offres pour que, en fonction des accords de cartel et des stratégies de dépôt de soumissions collusoires, les entreprises et les consortiums temporaires prédéterminés garantissent leurs chances d'obtenir des contrats de travaux publics sur une base non concurrentielle. Les fonctionnaires désignés pour rédiger l'appel d'offres imposent délibérément des spécifications liées aux travaux ou des contraintes, ou ajoutent une clause d'exclusion des participants qui souhaitent soumissionner pour que seules les compagnies « sélectionnées » par les membres de la mafia puissent respecter toutes les dispositions.

i. Attribution des contrats, des contrats de sous-traitance et des autres contrats

En fonction des accords de cartel, les entrepreneurs qui feront partie du processus d'appel d'offres présentent leur soumission. Les documents sont placés dans les dossiers d'approvisionnement pour créer la fausse impression qu'il y a bel et bien eu établissement concurrentiel des prix plutôt que dépôt de soumissions collusoires. Les fonctionnaires chargés du processus d'appel d'offres gèrent le processus de sélection : les entreprises « non membres », qui réussissent tant bien que mal à respecter les critères de l'appel d'offres et à surmonter les actes d'intimidation de la mafia et le truquage de l'appel d'offres, sont en fin de compte exclues, et les contrats publics sont attribués aux

⁷³ En ce qui a trait aux plus bas prix offerts dans les soumissions, les enquêteurs ont comparé les montants découlant des enquêtes et la moyenne des plus bas prix observée à l'échelle nationale, et les différences étaient importantes (TrCT, 2003).

entreprises prédéterminées. D'autres entreprises « parrainées » participent aussi à la sous-traitance et à l'achat de matériaux et de services avec les soumissionnaires et sous-traitants retenus.



j. Demande de paiement d'une « taxe de protection »

Les entrepreneurs qui obtiennent les contrats compensent les « services » fournis par les familles mafieuses par un transfert d'argent, généralement un pourcentage de la valeur totale du travail à accomplir (de 5 à 10 %), ou le paiement d'un pot-de-vin « en nature » qui peut prendre différentes formes. Dans certains cas, les membres de la mafia imposent à l'entrepreneur l'entreprise à laquelle il doit confier la sous-traitance de certains travaux ou de laquelle il doit acheter les matériaux, et à quel prix. Dans d'autres cas, les familles mafieuses extorquent des compensations aux entreprises en les forçant à embaucher des personnes appartenant habituellement à la *cosca* locale ou qui en sont proches. Les interventions violentes et les cas flagrants d'intimidation et de menaces ne sont habituellement pas nécessaires : tant les acteurs du milieu criminel que ceux du monde des affaires légitimes semblent converger vers un même but, et l'infiltration est orchestrée en symbiose avec les deux camps. Dans un tel système d'échange, les entrepreneurs ont plutôt tendance à profiter des relations collusoires qu'ils entretiennent avec les membres de la mafia, puisqu'ils en tirent des avantages économiques en obtenant des contrats et en éliminant la concurrence⁷⁴.

CAS C | COMPORTEMENT COLLUSOIRE ENTRE LES ENTREPRISES AYANT REMPORTÉ L'APPEL D'OFFRES ET LES SOUS-TRAITANTS

La soumission de l'association temporaire ALPHA [pseudonyme] est retenue pour l'exécution de travaux routiers en Catane. Lorsqu'elle obtient les contrats, ALPHA décide de ne pas effectuer les travaux seule, mais de donner tous les travaux en sous-traitance au consortium BETA [pseudonyme]. À titre de consortium, BETA n'a pas besoin de répondre aux critères de préqualification, à savoir les exigences générales de participation (c'est-à-dire les exigences relatives à l'éthique professionnelle, au statut professionnel et aux situations financière et économique du candidat) ainsi que les exigences précises relatives à la compétence technique nécessaire à l'exécution d'un contrat en particulier, étant donné que les entreprises formant le consortium doivent respecter toutes les exigences obligatoires⁷⁵. M. Calò [pseudonyme] est nommé

⁷⁴ Voir aussi OCTF, 1990. [Traduction] « Les escrocs peuvent offrir des avantages concurrentiels aux entreprises privilégiées au moyen d'accords de compérage et de cartels attribuant des contrats à un petit nombre d'entreprises [...]. La concurrence féroce crée non seulement un marché libre pour les services des escrocs, elle rend aussi les hommes d'affaires « honnêtes » vulnérables à l'extorsion. » (OCTF, 1990, p. 60-61)

⁷⁵ Voir art. 26, D.Lgs. n° 406/1991, en vigueur à l'époque des faits.

administrateur du consortium : il est actionnaire de l'une des entreprises faisant partie de l'association temporaire ALPHA et est aussi propriétaire de l'entreprise de construction GAMMA [pseudonyme]. En réalité, les entreprises ont conclu une entente collusoire : les travaux obtenus par appel d'offres sont effectués par GAMMA, et le consortium BETA agit à titre de société prête-nom qui fait fonction de véhicule pour les opérations commerciales sans faire elle-même d'importantes opérations. Par conséquent, ce stratagème permet à une entreprise (GAMMA) qui n'avait pas à prouver qu'elle possédait toutes les qualifications obligatoires d'effectuer les travaux.

Dans d'autres cas encore, les sous-traitants participent au même appel d'offres que les soumissionnaires, ce qui illustre la possibilité d'un comportement collusoire entre l'entreprise qui remporte l'appel d'offres et le sous-traitant. En fait, la sous-traitance est utilisée comme moyen de compensation dans le cadre d'une entente entre les entreprises, également en ce qui concerne le « domaine d'influence » territorial (Savona, 2010) : l'infiltration est orchestrée par un cartel formé d'entreprises locales et de l'extérieur, mais l'exécution des travaux est attribuée aux entreprises situées sur le territoire où les travaux ont lieu.

k. Contrôle du travail sur le chantier de construction

En tant que garants de la contrepartie des paiements illégaux, les membres de la mafia utilisent leur influence pour contrôler le travail, régler des conflits professionnels, jouer le rôle de médiateurs dans les litiges, garantir un effectif et maintenir la paix sur le chantier de construction. Ils accomplissent ces fonctions soit directement, soit par l'intermédiaire d'acteurs légaux, tels que des représentants syndicaux. Le recours à la violence, aux menaces et au sabotage (c'est-à-dire à la destruction intentionnelle de structures, de matériaux et d'équipements) n'est pas nécessaire pour faire pression sur les entrepreneurs, puisque ces derniers et les *mafiosi* sont liés par une relation de protection « mutuelle » : la protection de la mafia (en raison de son pouvoir de fournir des services illégaux à ses propres membres et associés et, en échange d'un certain montant, aux hommes d'affaires « honnêtes ») en échange de la protection (la capacité de rendre les entrepreneurs réceptifs aux intérêts de l'organisation) offerte par les acteurs dont le travail est légal.

l. Vérification et contrôle des résultats

Pour éviter les problèmes lors de la réalisation du contrat et des contrôles de qualité, les chefs de la mafia et d'autres associés nouent des relations collusoires et corruptrices avec des fonctionnaires, des professionnels ainsi que des inspecteurs en bâtiment. Les relations consensuelles qui unissent les acteurs du milieu criminel et ceux du milieu des affaires légitimes sont essentielles pour les familles mafieuses et les membres du cartel. En se servant de leur pouvoir de contrainte pour faire monter les coûts, entraîner des retards ou même arrêter un projet, ils sollicitent et reçoivent des compensations en échange de bons services, notamment en créant des économies en précipitant le processus d'inspection, en ne tenant pas compte du non-respect des règlements ou en cachant des défauts (Goldstock, 1990, p. 113).

ÉTUDE DE CAS N° 2 : CALABRE

Port franc : infiltration mafieuse dans l'achèvement des travaux de construction du port de Gioia Tauro

ACTES JUDICIAIRES ET SOURCES :

- * Tribunal de Palmi – TrPal (2004), *Giovinazzo Ippolito + 13* (RGT 846/02, RGT 463/03)
- * Commissione Parlamentare di Inchiesta sul Fenomeno della Criminalità Organizzata mafiosa o simile – CPA (2008a), *Relazione annuale sulla 'Ndrangheta*, 19 février 2008, Doc. XXIII, n° 5
- * Commissione Parlamentare di Inchiesta sul Fenomeno della Criminalità Organizzata mafiosa o simile – CPA (2008b), *Relazione conclusiva*, 19 février 2008, Doc. XXIII, n° 7
- * Direzione Investigativa Antimafia – DIA, Ministero dell'Interno, *Attività svolta e risultati conseguiti. II semestre, 2007*
- * E. U. Savona, « Infiltration of the public construction industry by Italian organised crime », dans K. Bullock, R. V. Clarke et N. Tilley (dir.), *Situational Prevention of Organised Crimes*, Willan Publishing, 2010

RÉSUMÉ :

La présente étude de cas porte sur l'infiltration de la 'Ndrangheta dans l'achèvement des travaux publics de construction du port industriel de Gioia Tauro et la réalisation d'installations portuaires et de dispositifs de sécurité⁷⁶. Les faits renvoient à des appels d'offres ouverts lancés entre 1995 et 2001 qui ont fait la lumière sur le *modus operandi* des familles de la 'Ndrangheta en activité dans la plaine de Gioia Tauro⁷⁷ et visant à décourager la concurrence et à pénétrer l'exécution des travaux au moyen d'accords collusoires, de contrats négociés de manière corruptrice, d'extorsion, de pots-de-vin, de fraude, de sabotage, de violence et d'intimidation. L'infiltration mafieuse a particulièrement été réalisée au moyen : 1) de la participation directe des entreprises mafieuses aux travaux; 2) de l'imposition de sous-traitants ainsi que de fournisseurs de matériaux et de services aux entreprises non mafieuses (entrepreneurs et sous-traitants); et 3) de la demande de paiement

⁷⁶ L'étude de cas porte particulièrement sur les faits liés aux contrats de réalisation d'un chemin de roulement et d'une cour de stockage des conteneurs (projet GRS08/3) et d'autres infrastructures (entrepôts industriels et grandes places) pour les terminaux de transbordement (projet GRS01).

⁷⁷ Les *cosche* Bellocco, Pesce et Piromalli-Molè sont trois des familles mafieuses les plus puissantes de la région de la plaine de Gioia Tauro (CPA, 2008a; DIA, 2007; Gratteri-Nicaso, 2007).

d'une « taxe de protection » sur chaque contrat ou contrat de sous-traitance attribué à une entreprise non mafieuse.

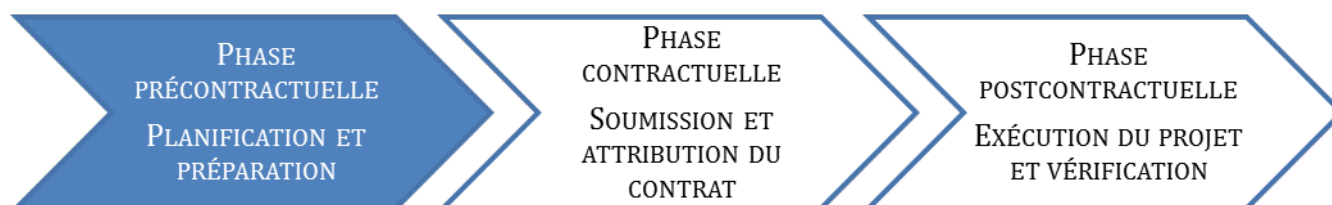
RÉGION :

Gioia Tauro-Rosarno-San Ferdinando (Reggio de Calabre, Calabre)

PROJETS :

La construction du port de Gioia Tauro a été amorcée en 1974 en même temps que le projet de fonds de développement du sud de l'Italie pour la construction du cinquième centre sidérurgique. Bénéficiant d'un investissement initial d'environ 126 milliards de lires (Santino-La Fiura, 1990), Gioia Tauro devait être le principal centre de développement industriel du sud de l'Italie, mais les aciéries n'ont jamais été construites. En vérité, seul le port a été construit, et il a par la suite été converti en installation de transbordement des conteneurs. D'importants projets de modernisation des installations portuaires et des dispositifs de sécurité ont été entrepris en 1992. Aujourd'hui, le port de Gioia Tauro est le terminal portuaire à conteneurs le plus important de la mer Méditerranée : il s'étend sur plus de 4 646 mètres et offre une plateforme logistique stratégique pour toute la mer Méditerranée. Il atteint un quota de manutention de plus de 3 millions de conteneurs chaque année (PAGT, 2012), ce qui en fait le principal débarcadère en taille et en importance pour les compagnies maritimes gérant les liaisons avec tous les continents : l'Amérique du Sud, l'Australie, les États-Unis et l'Asie.

SCHÉMA :



a. Définition de « l'ensemble d'actions » territoriales

La 'Ndrangheta est une organisation peu structurée de familles mafieuses qui revendiquent la souveraineté et le contrôle d'un territoire bien défini. Les trois principales *cosche* mafieuses de la plaine de Gioia Tauro, à savoir les familles Piromalli-Molè, Pesce et Bellocco, ont remarqué le fort

potentiel du développement du port industriel, et se sont entendues pour former une coalition (ou action concertée) de familles mafieuses⁷⁸ afin d'orchestrer l'infiltration et de gérer les activités entrepreneuriales et ainsi contrôler tous les travaux. En fait, il était dans l'intérêt des *cosche* de se mobiliser et de coordonner les stratégies et activités criminelles afin de tirer parti des occasions criminelles et de générer des profits illicites.

b. Planification de la stratégie d'infiltration

Pour organiser et gérer les stratégies et les activités entrepreneuriales de manière coordonnée, les chefs des *cosche* participant à l'infiltration prennent part à des réunions. Lors de ces dernières, ils discutent des stratégies d'infiltration, s'entendent sur la répartition des travaux auxquels ils participent et déterminent les entreprises de construction pouvant participer à un projet et obtenir des contrats et des contrats de sous-traitance, et à quel prix. En fait, ils s'entendent pour ne pas se contenter de collecter le *pizzo*, mais pour aussi participer de manière directe aux travaux en intégrant leurs protégés et leurs entreprises dans l'exécution des travaux⁷⁹.

c. Création des entreprises qui participeront aux travaux

Les familles de la 'Ndrangheta ont un intérêt direct dans de nombreuses entreprises de construction, qui agissent à titre de sous-traitants et de fournisseurs œuvrant dans le secteur du béton. Pour participer directement aux travaux, les *'ndranghetisti* et leurs associés cachent leurs intérêts financiers en travaillant par l'entremise de prête-noms qui agissent comme « façade » dans les dossiers publics. L'aide des cols blancs et des professionnels (comptables, avocats et notaires) est fondamentale à cet égard. Dans d'autres cas, les familles mafieuses « parrainent » certaines entreprises de construction légitimes pour qu'elles obtiennent des contrats ou des contrats de sous-traitance. Pour « protéger » leur marché et leurs entreprises, les *cosche* locales utilisent la violence, l'intimidation et les menaces envers les entrepreneurs qui ne veulent pas coopérer. Dans la plupart des autres cas, la réputation de la mafia découlant de sa capacité à imposer ses propres règles par la violence suffit à éloigner la concurrence. Quoi qu'il en soit, la libre concurrence est fortement découragée, en particulier dans le secteur du béton, et les *cosche* jouissent d'un ensemble de positions dominantes dans l'approvisionnement en matières premières et autres matériaux.

d. Respect des critères de préqualification

Les entreprises de construction qui prennent part aux travaux obtiennent toutes les exigences officielles pour participer (c'est-à-dire les exigences relatives à l'éthique professionnelle, au statut

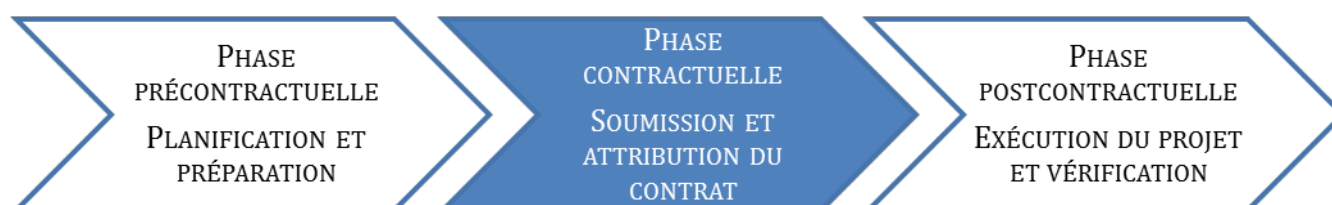
⁷⁸ Les enquêteurs appellent cette action concertée « super-cosca » (TrPal, 2004).

⁷⁹ La part des travaux reçue par une *cosca* correspond à sa position respective dans la [Traduction] « hiérarchie du pouvoir de la mafia » (TrPal, 2004; voir aussi TrRC, 1978, p. 217) : les principaux groupes mafieux de la plaine de Gioia Tauro obtiennent les contrats de sous-traitance les plus importants, tandis que les petits groupes mafieux obtiennent les petits contrats. Aucun conflit n'est provoqué par cette hiérarchie : il n'y a pas de désaccord entre les *cosche*, du moment qu'elles partagent elles aussi le travail. Le fait d'accepter ces critères de partage des contrats de sous-traitance offre tant d'avantages indéniables que parfois, lorsqu'il y a moins de contrats, les petits groupes mafieux se montrent prêts à se retirer, et seules les *cosche* les plus puissantes restent sur le marché. (Arlacchi, 1986, p. 94).

professionnel et aux situations financière et économique) et pour exécuter les contrats (la compétence technique), prévues par la réglementation italienne en matière de contrats publics en établissant des relations corruptrices avec des cols blancs et des professionnels, ainsi que des fonctionnaires et des politiciens locaux qui aident à produire et à obtenir les documents nécessaires.

e. Intensification des relations corruptrices avec des acteurs légitimes (entrepreneurs, professionnels, fonctionnaires et politiciens)

Afin de préparer les activités ultérieures, d'introduire leurs protégés ou leurs entreprises dans le milieu et de prendre en charge la gestion des travaux, les membres et les associés de la mafia renforcent leurs relations avec les entrepreneurs, les professionnels, les fonctionnaires et les politiciens participant aux ententes collusoires. En effet, les *cosche* se démarquent par leurs activités de réseautage (c'est-à-dire la création d'un réseau de relations avec différentes personnes dans le but de poursuivre leurs propres buts liés au pouvoir et à l'enrichissement).



f. Sélection des entreprises qui participeront aux travaux

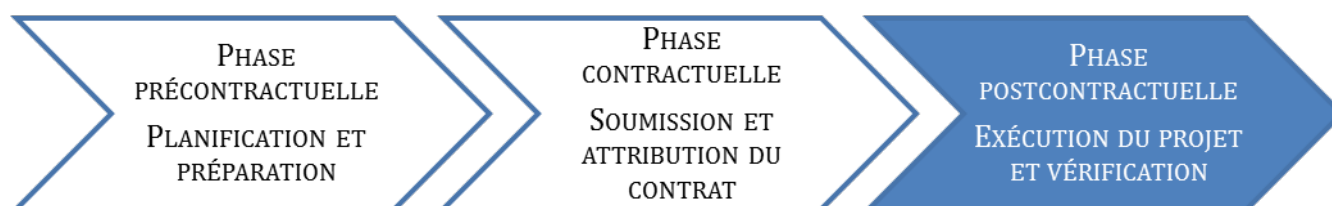
Les entrepreneurs qui soumissionnent aux projets sont ciblés et abordés par les membres des *cosche* locales qui prennent part aux projets en question. Au cas où les entrepreneurs attribueraient à un sous-traitant une partie du contrat, les membres de la mafia imposent les entrepreneurs et les entreprises qui peuvent faire de la sous-traitance ou d'autres contrats (approvisionnement en matériaux, comme du béton et du sable, ou prestation de services, comme des services de surveillance du chantier de construction). Les entrepreneurs acceptent et communiquent avec les entreprises qui leur sont imposées.

g. Dissuasion de la concurrence

Beaucoup d'entreprises honnêtes tentent de participer aux projets à titre de sous-traitants ou de fournisseurs de matériaux et de services, mais les *cosche* locales découragent toute forme de concurrence. Dans certains cas, les éventuels concurrents se retirent, puisque la capacité des *mafiosi* à faire pression sur les gens est bien connue. Dans d'autres cas, lorsque les concurrents font fi de l'autorité de la mafia ou refusent de la reconnaître, on lance un appel à la dissuasion et à l'exclusion des « entreprises intruses » d'une foule de façons, allant des menaces aux attaques à la dynamite. Ces actes de représailles ne sont presque jamais signalés à la police.

h. Attribution des contrats, des contrats de sous-traitance et des autres contrats

Dans les sources examinées, il manque des renseignements détaillés à propos des procédures de rédaction des appels d'offres et d'attribution des contrats. On sait toutefois qu'après le processus de sélection, les entreprises mafieuses et « parrainées » obtiennent les contrats de sous-traitance et d'autres contrats d'approvisionnement en matériaux (en particulier du béton et du sable) et de prestation de services. Les familles de la 'Ndrangheta ont ainsi réussi à infiltrer la sous-traitance des travaux publics, que ce soit par la participation directe des entreprises mafieuses ou par l'imposition d'entreprises corrompues « sélectionnées » par les *cosche*.



i. Demande de paiement d'une « taxe de protection »

Lorsque les travaux de construction débutent, les *cosche* calabraises réclament le paiement d'une « taxe de protection » sur chaque contrat et contrat de sous-traitance attribué à des entreprises non mafieuses. Ce montant exigé, aussi connu sous le nom de *pizzo*, *messa a posto* ou *fiore*, consiste soit en un transfert d'argent, généralement un pourcentage de la valeur totale des travaux à réaliser (environ 8 %), soit en un versement d'un pot-de-vin « en nature » qui peut prendre différentes formes. Dans certains cas, les membres de la mafia imposent à l'entrepreneur l'entreprise à laquelle il doit donner certains travaux en sous-traitance, ou de laquelle il doit acheter des matériaux, et à quel prix. Dans d'autres cas, les *cosche* extorquent des compensations des entrepreneurs ou des sous-traitants en les forçant à embaucher des personnes appartenant habituellement aux *cosche* locales ou qui en sont proches. Les membres de la mafia usent souvent de violence et d'intimidation contre les entrepreneurs qui ne veulent pas coopérer. Les entrepreneurs emploient diverses manœuvres frauduleuses pour générer des revenus et dissimuler leurs paiements aux escrocs (par exemple, en établissant de fausses factures ou en gonflant des factures, en versant des payes à des employés fictifs ou « fantômes » ou en effectuant de faux paiements aux fournisseurs et de réels paiements à des employés absents).

CAS A | ÉTABLISSEMENT DE FAUSSES FACTURES : LA LIVRAISON D'UNE QUANTITÉ MOINDRE DE MATÉRIAUX OU DE MATÉRIAUX DE QUALITÉ INFÉRIEURE (1)

Un entrepreneur local, Franco Zagara [pseudonyme], obtient le contrat d'approvisionnement de béton en agitation de l'entreprise de sous-traitance ALPHA [pseudonyme] et se fait aborder par un homme qui se présente comme un homme d'affaires de la région⁸⁰. À l'aide de [Traduction]

⁸⁰ Les enquêteurs ont découvert que cet homme était un proche de la famille Bellocco, une des plus puissantes *cosche* de la côte tyrrhénienne de Calabre.

« méthodes de persuasion propres à la mafia » (TrPal, 2004, p. 70), l'homme d'affaires contraint Zagara à réduire le prix des matériaux, le faisant passer de 36 000 liras à 33 000 liras le mètre cube. L'extorsion prend la forme suivante : plutôt que de réclamer à Zagara un pot-de-vin de 3 000 liras par mètre cube de béton fourni à l'entreprise ALPHA, la famille mafieuse lui demande d'ajuster le prix des matériaux en fonction du montant qu'il doit lui verser. L'homme d'affaires explique cela comme suit [Traduction] : « C'est moi qui ai le contrat, alors ce serait absurde de me facturer 36 000 liras par mètre cube, puis de me verser un pot-de-vin de 3 000 liras par mètre cube de matériau [...]. Fixons le prix à 33 000 liras par mètre cube de béton et n'en parlons plus. » (TrPal, 2004, p. 57-60)

Pour que Zagara amortisse le coût de la « taxe de protection » et garde une marge de profit (bien que réduite), l'homme d'affaires lui propose deux stratégies. La première consiste à réduire la quantité de béton en agitation livrée (de 60 à 25 kg). Ainsi, Zagara fournirait moins de matériau, mais facturerait la quantité prévue. La deuxième consiste à fournir du béton plus économique et de qualité inférieure, mais de facturer la qualité exigée. Au début, Zagara accepte de fournir des matériaux plus économiques et de qualité inférieure. Toutefois, afin d'éviter les problèmes avec les procédures de contrôle et de vérification de la qualité, il compte faire le revêtement avec le béton de la qualité exigée, mais faire la couche de fondation avec du béton plus économique et de qualité inférieure. Bien que la stratégie semble convenir aux deux parties, la situation change lorsque la *cosca* augmente le montant que Zagara doit lui verser (jusqu'à 5 000 liras par mètre cube). La marge de profit de Zagara frôle le zéro. Il est contraint de suspendre l'approvisionnement des matériaux, puis de l'arrêter complètement. Inévitablement, il doit cesser ses activités.

CAS B | ÉTABLISSEMENT DE FAUSSES FACTURES : LA LIVRAISON D'UNE QUANTITÉ MOINDRE DE MATÉRIAUX OU DE MATÉRIAUX DE QUALITÉ INFÉRIEURE (2)

L'entreprise BETA [pseudonyme], qui a remporté l'appel d'offres pour la réalisation des travaux liés au projet GRS01, se fait demander de verser un pot-de-vin. Afin de dissimuler le paiement du montant extorqué, l'entrepreneur et les *'ndranghetasti* s'entendent pour utiliser le stratagème suivant. L'entreprise BETA s'approvisionnera en béton auprès de trois entreprises : l'entreprise GAMMA [pseudonyme], l'entreprise DELTA [pseudonyme] et l'entreprise EPSILON [pseudonyme]. Les deux dernières entreprises sont liées aux *cosche* Piromalli et Pesce-Bellocco. Pour créer un flux de trésorerie, seule une entreprise fournira à l'entreprise BETA la quantité de béton prévue, mais les trois entreprises factureront le prix total à l'entrepreneur. Ce dernier paiera les factures (vraies et fausses) en totalité. Par conséquent, il y aura un écart entre la quantité de béton achetée par l'entreprise BETA et la quantité réellement utilisée pour l'exécution des travaux. Cet écart correspond au montant extorqué que l'entreprise BETA a versé aux *cosche* Piromalli et Pesce-Bellocco. Toutefois, à l'examen des factures, il est impossible de déterminer quel fournisseur a réellement livré la quantité de matériaux, et quel fournisseur ne l'a pas fait.

CAS C | PAYES VERSÉES À DES EMPLOYÉS « FANTÔMES » OU FICTIFS ET IMPOSITION DES FOURNISSEURS

Les frères Petacco [pseudonyme], propriétaires de l'entreprise EPSILON [pseudonyme], qui a obtenu les contrats de construction d'entrepôts industriels et de grandes places dans la zone portuaire de Gioia Tauro, se font aborder par des membres de la *cosca* Piromalli, [Traduction] « qui sont les patrons dans la région » (TrPal, 2004, p. 576). Ils demandent aux entrepreneurs de mettre un ex-détenu qui entretient des liens étroits avec la famille mafieuse et quelques autres personnes sur la feuille de paye de l'entreprise. Les frères Petacco reçoivent plusieurs menaces jusqu'à ce qu'ils acceptent de les embaucher, même si leur entreprise n'a pas besoin de plus de travailleurs pour réaliser les travaux. Les nouveaux employés occupent des postes salariés, mais leur travail se limite à « être inscrit dans les documents comptables » ou à effectuer des tâches secondaires. En vérité, la *cosca* extorque de l'argent de l'entreprise de construction en forçant les entrepreneurs à mettre des membres de la mafia qui ne travaillent pas et d'autres travailleurs fictifs sur la feuille de paye. Voilà le prix que les frères Petacco doivent payer pour qu'on les laisse tranquilles.

En plus de diriger le recrutement de la main-d'œuvre, le clan Piromalli utilise son pouvoir pour extorquer de l'argent à l'entreprise des frères Petacco en les forçant à s'approvisionner en béton auprès de l'entreprise ZETA [pseudonyme], qui appartient à M. Bastone [pseudonyme], parent du chef du clan Piromalli. Les frères Petacco reçoivent des appels téléphoniques de menace, et ils concluent une affaire avec M. Bastone, même si le prix fixé par mètre cube de béton est supérieur au taux du marché. Il est probable que le surplus payé par l'entreprise EPSILON soit en fait la compensation (ou une partie de la compensation) versée à la *cosca* Piromalli.

Une dynamique d'extorsion semblable se met en branle lorsque les frères Petacco entreprennent d'autres travaux obtenus par contrat public dans la région située entre San Ferdinando et Rosarno, qui est – dans ce cas-ci – sous l'emprise de la famille Bellocco. Cette fois, les interventions violentes, les actes d'intimidation manifestes et les menaces ne sont pas nécessaires : peu après leur arrivée sur le site des travaux, les frères Petacco s'adressent de manière préventive aux membres de la famille Bellocco pour « assurer leur protection ». En échange des « services » fournis par la *cosca*, les frères Petacco acceptent de payer une *messa a posto* à l'organisation, d'un montant variable fixé chaque fois qu'il est demandé. La famille Bellocco extorque aussi de l'argent de l'entreprise de construction en forçant les frères Petacco à s'approvisionner en matériaux, en équipement et en travailleurs à l'entreprise ETA [pseudonyme], une entreprise privilégiée, dirigée par la *cosca* Bellocco ou qui lui verse des compensations. En fait, la *cosca* Bellocco détient le contrôle de l'approvisionnement du béton dans la région. Encore une fois, les matériaux qu'achète l'entreprise EPSILON sont délibérément plus économiques et de qualité inférieure, mais les frères Petacco paient le prix de la qualité exigée, ce qui génère des profits illicites pour l'entreprise ETA.

j. Contrôle du travail sur le chantier de construction

Les familles mafieuses pratiquent des activités de racket de main-d'œuvre. En tant que garants de la contrepartie des paiements illégaux, les membres de la mafia utilisent leur influence pour contrôler le travail, régler des conflits de travail, jouer le rôle de médiateurs dans les litiges, garantir un effectif et maintenir la paix sur le chantier de construction. Réciproquement, ils peuvent orchestrer

des grèves et des ralentissements de travail et commettre des actes de sabotage, c'est-à-dire la destruction intentionnelle de structures, de matériaux et d'équipements, pour faire pression sur les entrepreneurs qui ne veulent pas coopérer. Leur efficacité repose sur leur pouvoir de fournir des services illégaux à leurs propres membres et associés et, en échange d'un certain montant, aux hommes d'affaires « honnêtes ».

k. Vérification et contrôle des résultats

Pour éviter les problèmes lors de la réalisation du contrat et des contrôles de qualité, les membres des familles mafieuses, leurs associés et d'autres proches des familles nouent des relations corruptrices avec des fonctionnaires et des inspecteurs en bâtiment. En se servant de leurs pouvoirs réglementaires pour faire monter les coûts, entraîner des retards ou même arrêter un projet, les fonctionnaires sollicitent et reçoivent des compensations en échange de bons services, notamment en permettant d'économiser en précipitant le processus d'inspection, en ne tenant pas compte du non-respect des règlements ou en cachant des défauts (Goldstock, 1990, p. 113).

ÉTUDE DE CAS N° 3 : CAMPANIE

Aperçu du « système » : infiltration mafieuse des clans de la Camorra

ACTES JUDICIAIRES ET SOURCES :

- * Tribunal de Salerne – TrSa (2005a), *Franzese* + 9 (RGGIP 5777/04)
- * Tribunal de Salerne – TrSa (2005b), *Palo* + 8 (RGGIP 5778/04)
- * Commissione Parlamentare di Inchiesta sul Fenomeno della Criminalità Organizzata mafiosa o similare – CPA (2008b), *Relazione conclusiva*, 19 février 2008, Doc. XXIII, n° 7
- * E. U. Savona, « Infiltration of the public construction industry by Italian organised crime », dans K. Bullock, R. V. Clarke et N. Tilley (dir.), *Situational Prevention of Organised Crimes*, Willan Publishing, 2010

RÉSUMÉ :

La présente étude de cas porte sur l'infiltration des clans de la Camorra dans les travaux publics de réalisation d'un centre multifonctionnel et d'infrastructures fondamentales (rues et espaces verts) dans la ville de Montercorvino Pugliano (Salerno). En 2003, la ville a été au cœur d'un important scandale mettant en cause des fonctionnaires locaux, des entreprises de construction et des clans de la Camorra. Ce scandale a mené à l'arrestation du maire, du maire adjoint et d'un conseiller municipal ainsi qu'à la dissolution du conseil municipal pour cause de « pénétration mafieuse⁸¹ ».

Les faits présentés ici révèlent l'omniprésence du crime organisé dans le secteur public de la construction ainsi que l'établissement d'un système criminel fondé sur des accords collusoires entre les membres de la Camorra, les entrepreneurs locaux, les professionnels, les fonctionnaires et les politiciens. L'infiltration mafieuse a particulièrement été réalisée au moyen : 1) du truquage d'appels d'offres; 2) de la conclusion d'accords collusoires avec des politiciens et des professionnels corrompus; 3) de l'imposition de sous-traitants ainsi que de fournisseurs de matériaux et de services aux entreprises non mafieuses (entrepreneurs et sous-traitants); et 4) de la demande de paiement d'une « taxe de protection » sur chaque contrat et contrat de sous-traitance attribué à une entreprise non mafieuse.

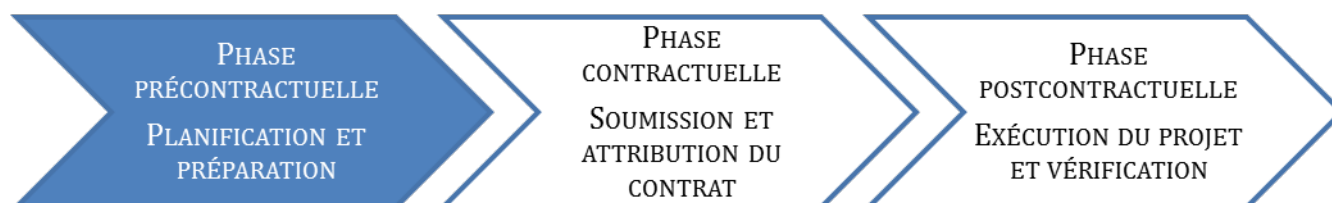
⁸¹ Décret du président de la République, 21 novembre 2003, publié dans le *Journal officiel* n° 290 le 15 décembre 2003.

RÉGION :

Montecorvino Pugliano et environs (province de Salerne)

PROJETS :

L'étude de cas porte sur des événements liés à trois procédures d'appel d'offres ouvertes menées entre 1995 et 2003 pour l'attribution de contrats de travaux publics par le conseil municipal de Montecorvino Pugliano, dans la province de Salerne. Le premier appel d'offres avait trait à la construction d'un centre multifonctionnel d'une valeur de 874 300 800 lire à Santa Tecla, un hameau de la ville de Montecorvino Pugliano. Les deux autres appels d'offres avaient respectivement trait à la réalisation de rues et d'espaces verts à Montecorvino Pugliano et au réaménagement des escaliers et de l'avant-cour de l'église de Santa Tecla. Tous les projets ont nécessité des modifications supplémentaires à la fin des travaux, ce qui comprenait une prolongation du délai et un paiement supplémentaire.

SCHÉMA :**a. Définition de « l'ensemble d'actions » territoriales**

Les clans de la Camorra jouissent d'une certaine autonomie et ont tendance à rivaliser entre eux pour exercer leur empire sur un territoire donné. Sur la plaine du Sélé, où la ville de Montecorvino Pugliano est située, le clan Pecoraro-Renna est un groupe criminel bien établi qui, comme les associations mafieuses siciliennes et calabraises, réclame la souveraineté du territoire sur lequel il est établi et le droit d'influencer les tissus économique et politique. Toutefois, d'autres groupes criminels contestent un tel empire, et des conflits de pouvoir entre clans surviennent parfois.

b. Planification de la stratégie d'infiltration

Les associés du clan Pecoraro-Renna se rencontrent pour discuter des stratégies d'infiltration relatives aux appels d'offres menés par le conseil municipal de Montecorvino Pugliano. Ils déterminent qui peut participer à quel projet, qui peut obtenir quel contrat, et à quel prix. Il semblerait que les participants ne se contentent pas d'influencer le processus de sous-traitance, mais

s'entendent aussi sur une gestion directe des travaux en coordonnant les éléments qui relient les entreprises de construction, les professionnels et les politiciens locaux.

c. Création des entreprises qui participeront aux travaux

Le clan possède des intérêts directs dans diverses entreprises de construction, qui servent de sous-traitants et de fournisseurs œuvrant dans le secteur du béton. Les *camorristi* cachent leurs intérêts en travaillant par l'entremise de prête-noms qui agissent à titre de « façade » dans les dossiers publics. À cet égard, l'aide des cols blancs et des professionnels des secteurs privés devient fondamentale pour créer des entreprises « honnêtes ».

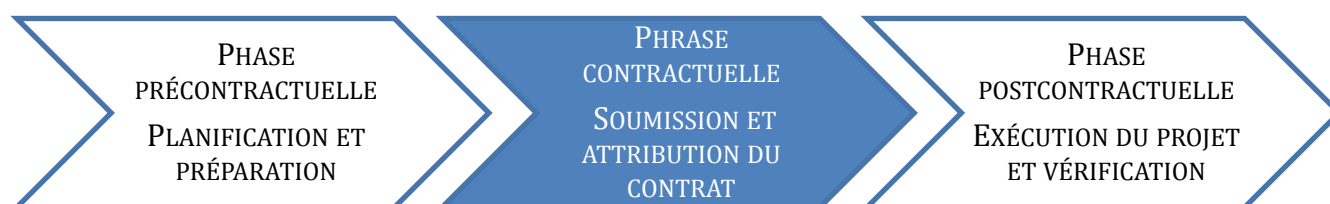
d. Respect des critères de préqualification

Grâce à leurs relations collusoires et corruptrices avec des professionnels, des fonctionnaires et des politiciens, les entreprises de construction qui ont été sélectionnées par le clan pour participer aux travaux obtiennent toutes les exigences officielles et les documents obligatoires prévus par la réglementation italienne en matière de contrats publics.

e. Intensification des relations corruptrices avec des acteurs légitimes (entrepreneurs, professionnels, fonctionnaires et politiciens)

Afin de préparer les activités ultérieures, d'introduire leurs protégés ou leurs entreprises dans le milieu et de prendre en charge la gestion des travaux, les associés de la Camorra renforcent leurs relations avec les entrepreneurs, les fonctionnaires et les politiciens participant aux ententes collusoires. Le clan réussit aussi à faire nommer deux professionnels, soit un architecte et un ingénieur, qui entretiennent des liens avec le clan, à des postes stratégiques afin d'épauler le clan dans ses activités visant à influencer l'attribution des contrats et la gestion globale des projets de construction. Ces professionnels sont nommés par le conseil municipal pour planifier et gérer les projets. Ils contribueront à de nombreuses activités criminelles et participeront activement à la façon dont l'infiltration sera orchestrée en symbiose avec les camps criminel et légitime. Tant les acteurs du milieu criminel que ceux du monde des affaires légitimes semblent alors converger vers un même but. Dans un tel système d'échange, il est probable qu'une relation de « protection mutuelle » existe : la protection de la mafia (en raison de son pouvoir d'imposer ses propres règles et d'exercer son empire en utilisant la violence) en échange de la protection (pas seulement les services ou l'impunité, mais aussi la capacité de rendre les institutions et les ressources publiques réceptives aux intérêts de l'organisation) offerte par les politiciens et les fonctionnaires ⁸².

⁸² À cet égard, l'observation de Gianluca Fulveti (2004, p. 69) est frappante. Il va au-delà de l'analyse de Gambetta et de sa définition de la mafia comme entreprise privée de protection et stipule que [Traduction] « les associations mafieuses, en fait, offrent une protection, mais jouissent aussi d'une protection des acteurs ayant un pouvoir légitime ».



f. Sélection des entreprises qui participeront aux travaux

Le chef du clan impose les entrepreneurs et les entreprises qui doivent recevoir les contrats de sous-traitance et les autres contrats, à savoir les contrats des fournisseurs de matériaux (comme les fournisseurs de béton, les carrières et les sablières) et des fournisseurs de services. Il en informe ensuite les directeurs de projet qui ont été nommés pour élaborer les projets.

g. Dissuasion de la concurrence

Beaucoup d'entreprises honnêtes cherchent à soumissionner aux projets ou à participer aux travaux à titre de sous-traitants ou de fournisseurs de matériaux et de services, mais le clan dissuade les « entreprises intruses » de répondre aux appels d'offres, en ayant recours à la violence et aux menaces lorsque c'est nécessaire. Ces actes de représailles ne sont jamais signalés à la police.

h. Rédaction de l'appel d'offres et définition des spécifications du contrat de sous-traitance

L'architecte et l'ingénieur donnent aux entrepreneurs des renseignements confidentiels nécessaires à la rédaction d'une soumission gagnante et à l'obtention des contrats de sous-traitance et des contrats d'approvisionnement en matériaux. En fait, les prix offerts par les entreprises « parrainées » sont concurrentiels par rapport à ceux offerts par les autres entreprises. En contrôlant les entreprises qui jouent un rôle dans la production et la distribution du béton ainsi que les carrières et les sablières, le clan parvient à jouir d'une position dominante au sein du marché et à contrôler la sélection en influençant non seulement les coûts, mais aussi les commandes, les contrats et les ventes.

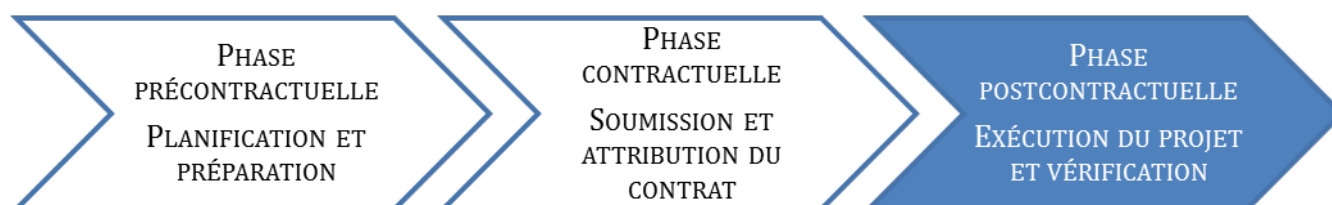
CAS A | CORRUPTION DANS L'ATTRIBUTION ET L'ADMINISTRATION DES CONTRATS PUBLICS DE CONSTRUCTION

Un membre du conseil municipal est en contact avec les associés du clan. On l'informe des entrepreneurs pouvant participer aux projets, de ceux pouvant obtenir des contrats, et à quel prix. En contrôlant et en influençant la nomination des fonctionnaires et des professionnels chargés des projets de construction ainsi que des décisions à propos de tous les aspects des projets, il met son intégrité de côté pour garantir l'obtention des approbations publiques et protéger les entreprises « parrainées » par le clan d'éventuelles enquêtes. Il est en contact en permanence avec les

entrepreneurs qui doivent participer aux travaux et influence les décisions et les activités des responsables nommés pour la rédaction et l'attribution de contrats. Le [Traduction] « rôle de marchandage politique » (OCTF, 1990) que joue le conseiller est essentiel aux associés du clan : ils lui versent un pot-de-vin pour sélectionner leurs protégés et leurs entreprises et pour obtenir des contrats. Les deux parties s'entendent pour que le montant du pot-de-vin soit inclus dans le prix des contrats.

i. Attribution des contrats, des contrats de sous-traitance et des autres contrats

Les directeurs de projet dirigent les procédures de sélection et attribuent les contrats. Les entreprises « parrainées » s'occupent de la sous-traitance et de l'approvisionnement en biens et en services des soumissionnaires retenus.



j. Demande de paiement d'une « taxe de protection »

Les entrepreneurs qui obtiennent les contrats font l'objet d'extorsion. En fait, le clan leur réclame un paiement de protection. Ce montant exigé, aussi connu sous le nom de *pizzo* ou *messa a posto*, consiste soit en un transfert d'argent, généralement un pourcentage de la valeur totale des travaux à réaliser, soit en un versement d'un pot-de-vin « en nature » qui peut prendre différentes formes. Dans certains cas, les associés du clan imposent à l'entrepreneur l'entreprise à laquelle il doit donner certains travaux en sous-traitance, ou de laquelle il doit acheter des matériaux, et à quel prix. Dans d'autres cas, le clan extorque des compensations aux entreprises honnêtes en les forçant à embaucher des personnes appartenant habituellement au *clan* local ou qui en sont proches. Les membres de la mafia usent souvent de violence et d'intimidation envers les entrepreneurs qui ne veulent pas coopérer.

CAS B | EXTORSION

L'entreprise de construction ALPHA [pseudonyme] obtient le contrat de construction du centre multifonctionnel à Santa Tecla, et on lui annonce vite les modalités de paiement de la *messa a posto*. Un jour, au début des travaux, l'entrepreneur se fait aborder par l'architecte qui a été nommé directeur du projet. [Traduction] « Vous devez respecter les règles », dit-il. L'entrepreneur est surpris : il s'attendait à ce qu'un associé du clan lui demande de payer une compensation. C'est loin d'être le cas, car c'est l'architecte qui lui réclame une cote au nom du clan : il participe activement à la façon dont l'infiltration est orchestrée et agit au-delà de son rôle de facilitateur qui aide

l'organisation criminelle en fournissant des marchandises et services illicites. L'importance de ces acteurs explique le marchandage qui se fait entre le clan et l'entreprise extorquée. L'entrepreneur finit par payer l'architecte, et le montant est ensuite transféré au clan de la Camorra.

CAS C | FAUSSE DEMANDE DE MODIFICATION

Le propriétaire de l'entreprise BETA [pseudonyme], qui a obtenu le contrat de réalisation de rues et d'espaces verts, se fait demander de verser un pot-de-vin. Le montant lui est réclamé par les deux professionnels – soit l'architecte et l'ingénieur – nommés directeurs de projets. Ils agissent au nom de deux conseillers municipaux qui ont une entente collusoire avec le chef du clan. Afin de dissimuler le paiement du montant extorqué, l'entrepreneur reçoit l'ordre d'effectuer une modification des travaux par l'architecte et l'ingénieur. L'entrepreneur présente une demande de modification par écrit aux professionnels, qui exagèrent délibérément la main-d'œuvre, les matériaux, l'équipement et le temps nécessaires pour effectuer la modification. Les deux professionnels responsables d'approuver les modifications acceptent la demande et accordent une prolongation de délai et un paiement supplémentaire. Le prix total des travaux augmente, et le maître d'ouvrage paie le prix excessif du contrat. L'entrepreneur paie l'architecte, qui collecte le paiement supplémentaire de la fausse demande de modification (montant total). Une partie du montant déboursé par le maître d'ouvrage pour couvrir la demande de modification est distribuée à tous les participants à la manœuvre d'extorsion (les clans de la Camorra ainsi que les professionnels, fonctionnaires et politiciens), sauf à l'entrepreneur.

k. Contrôle du travail sur le chantier de construction

En tant que garants de la contrepartie des paiements illégaux, les associés du clan utilisent leur influence pour contrôler le travail, régler des conflits de travail, jouer le rôle de médiateurs dans les litiges, garantir un effectif et maintenir la paix sur le chantier de construction. Ils accomplissent ces fonctions soit directement, soit par l'intermédiaire d'acteurs légaux, tels que des représentants syndicaux.

l. Vérification et contrôle des résultats

Pour éviter les problèmes lors de la réalisation du contrat et des contrôles de qualité, le chef du clan et d'autres associés nouent des relations collusoires et corruptrices avec des fonctionnaires, des professionnels ainsi que des inspecteurs en bâtiment. Les relations consensuelles qui unissent les acteurs du milieu criminel et ceux du milieu des affaires légitimes sont essentielles au clan. En se servant de leur pouvoir de contrainte pour faire monter les coûts, entraîner des retards ou même arrêter un projet, ils sollicitent et reçoivent des compensations en échange de bons services, notamment en permettant d'économiser en précipitant le processus d'inspection, en ne tenant pas compte du non-respect des règlements ou en cachant des défauts (Goldstock, 1990, p. 113).

Constatations

Cette dernière section présente les principales idées découlant de l'examen des résultats de recherches antérieures et d'études de cas, lesquelles avancent des explications à propos du phénomène du crime organisé italien et de la pénétration de la mafia dans le secteur de la construction en Italie. La section 7.1 décrit les formes les plus courantes d'activités du crime organisé dans le secteur de la construction en Italie⁸³. La section 7.2 propose des pistes d'explication sur la façon dont la mafia infiltre le secteur public de la construction. La section 7.3 traite des facteurs qui favorisent l'infiltration des organisations criminelles italiennes dans le secteur public de la construction en Italie. Le tout sera suivi de quelques observations finales.

7.1 Répertoire des activités du crime organisé dans le secteur de la construction en Italie

Le secteur de la construction est axé sur les projets et, par conséquent, se prête mal aux généralisations. Chaque projet est unique au regard de sa taille, de sa complexité, de son emplacement géographique et du groupe d'acteurs impliqués. Le fait que les conclusions tirées d'un projet en particulier ne peuvent s'appliquer à d'autres est un argument qui se défend. Nous reconnaissons le risque qu'entraîne la généralisation à partir de données limitées, mais soutenons qu'il ne s'agit pas de critiques convaincantes. Les preuves provenant d'enquêtes offrent une base de faits suffisamment étoffée pour élaborer un bilan complet des activités criminelles. Par conséquent, l'analyse des trois études de cas présentées dans ce document – qui sont tirées de poursuites pénales du domaine public – nous aide à mettre en contexte l'émergence des pratiques déviantes les plus courantes dans ce secteur.

⁸³ L'OCTF (1990) et Sécurité publique Canada (2012) ont dressé un répertoire des activités de corruption et de fraude ayant été entreprises, respectivement, dans les processus de construction de New York et du Canada. La description des formes les plus courantes d'activités criminelles dans le secteur de la construction en Italie (section 7.1) chevauche intentionnellement, dans une certaine mesure, la liste d'infractions répertoriées dans ces documents. Cet exercice visait à tenter de mettre en contexte l'émergence des pratiques déviantes dans le secteur de la construction en Italie, d'un point de vue comparatif.

Extorsion⁸⁴

L'extorsion, soit le fait d'obtenir un tribut par le recours à la force ou à la violence ou la menace d'un tel recours, est pratique courante dans les activités des organisations criminelles visant à exercer une emprise sur les segments du secteur de la construction en Italie. Comme l'avance Paoli (2004), cela est en lien avec la nature même de la mafia italienne et des groupes de la Camorra qui soutiennent dominer un territoire donné. Leur domination prend principalement forme par le prélèvement d'une « taxe de protection » sur toutes les activités économiques se tenant dans la zone d'influence des familles mafieuses. Les organisations criminelles n'offrent pas de services à proprement parler. Elles créent plutôt un besoin de sécurité et vendent tout simplement une « protection » contre elles-mêmes. Par conséquent, lorsque l'extorsion est associée au crime organisé, elle prend souvent la forme de racket de protection qui consiste en la promotion, la vente et la prestation de services de « protection » (Transcrime, 2008; voir aussi Gambetta, 1992). À ce titre, les organisations criminelles ont avantage à imposer leur autorité sur un territoire donné et les activités économiques de ce territoire. De plus, il s'agit d'un moyen pour elles de pénétrer les entreprises honnêtes qu'elles extorquent (Transcrime, 2008).

L'analyse des trois cas relatifs au secteur italien de la construction démontre que le montant à payer, aussi appelé *pizzo* ou *messa a posto*⁸⁵, est habituellement un transfert d'argent établi en fonction de la valeur totale des travaux à réaliser, mais il peut aussi prendre la forme d'un paiement en nature. Voici les types d'extorsion observés dans les cas qui nous occupent :

- * le transfert d'argent;
- * l'imposition de l'approvisionnement en fournitures (par exemple béton, pierre ou carrière de sable) ou en services (par exemple surveillance du chantier de construction) chez les entreprises liées ou assujetties au crime organisé;
- * l'inscription forcée d'employés fantômes (membres de la mafia, associés ou autres personnes) dans le registre du personnel de l'entreprise;
- * la participation d'entreprises mafieuses ou d'entreprises participant à des ententes collusoires dans des travaux pour lesquels l'entreprise soumise à l'extorsion possède des contrats (par exemple la sous-traitance de l'exécution de travaux précis).

Des études antérieures (Arlacchi, 1986, Santino et La Fiura, 1990, OCTF, 1990, Paoli, 2004, Savona, 2010, Sécurité publique, 2012, notamment) ont mis au jour des modalités d'extorsion similaires.

Comme le montrent les études de cas, les groupes mafieux et les clans de la Camorra obligent systématiquement – par des moyens déloyaux – les entreprises légales qui entreprennent des travaux sur leur territoire à payer un certain montant. La pression exercée peut être active (usage de la violence réelle ou sous-entendue) ou passive (interdiction d'accès à certains travaux, biens ou services ou interdiction d'approvisionnement pour certains travaux, biens ou services). L'analyse empirique révèle également que dans certains cas, les entrepreneurs légaux qui commencent des travaux sur un territoire donné communiquent eux-mêmes avec les membres des

⁸⁴ Articles 629 (*estorsione*) et 629 bis (*altre attività estorsive*) du Code pénal italien.

⁸⁵ Le terme *pizzo* est souvent remplacé par d'autres termes. Dans l'étude de cas n° 2 – Calabre, par exemple, c'est le terme *fiore* qui a été utilisé pour faire référence au transfert d'argent aux *cosche* locales.

organisations criminelles pour effectuer un « ajustement spontané » (Lari, 2002) avec la famille mafieuse locale. Même si, d'une certaine façon, ces entreprises restent des victimes, étant sujettes à l'extorsion, [Traduction] « de telles situations mènent à l'amenuisement de la ligne entre victime et collusion » (Sécurité publique, 2012, p. 19).

Violence et intimidation

Les cas analysés dans la présente étude révèlent que l'emprise de la mafia sur différents segments du secteur public de la construction se fait par la violence et l'intimidation. Or il n'est pas toujours nécessaire d'avoir recours à la violence véritable et à l'intimidation abusive. Il s'agit de méthodes qui peuvent servir, de temps à autre, à sanctionner les personnes qui refusent de collaborer (entrepreneurs, entreprises, professionnels, fonctionnaires, politiciens) et à créer un clivage entre les marchés⁸⁶. En fait, le fait que les criminels sont reconnus pour être violents et avoir recours à des méthodes mafieuses suffit souvent à influencer le comportement des participants au processus d'approvisionnement et donc à assurer le contrôle de la mafia sur les marchés (voir aussi Gambetta, 1993)⁸⁷.

Corruption officielle⁸⁸

Les études de cas donnent une idée de la mesure dans laquelle le secteur de la construction constitue un exemple de choix en ce qui concerne l'association continue entre le crime organisé et les personnes travaillant dans l'économie légale (voir aussi Savona, 2010, et CSD, 2010). Pour obtenir des contrats, des faveurs, des services ou d'autres avantages illicites, les groupes mafieux, de la Camorra notamment, ont absolument besoin de l'implication des différents acteurs légitimes pour atteindre leurs objectifs. Les organisations criminelles montrent donc leur particularité par le réseautage, c'est-à-dire la création d'un cercle de relations entre différents intervenants issus de sphères légales pour atteindre leurs buts criminels, lequel comprend notamment des autorités légales et des institutions officielles. Ceux-ci servent de pions ou sont exploités, mais peuvent également être ouverts aux consensus en vue de servir leurs propres intérêts. Dans les deux cas, leur place sur la scène criminelle se justifie par la contribution de leur statut et de leurs fonctions dans le secteur légal.

L'analyse des trois cas a permis de constater que les intervenants institutionnels (politiciens et fonctionnaires) qui risquent le plus d'être touchés par la corruption sont ceux qui gèrent des

⁸⁶ En utilisant des méthodes mafieuses, les entreprises mafieuses sont en mesure de « protéger » leur marché et de jouir de nombreux monopoles locaux dans des secteurs d'activité et la fourniture de marchandises. À ce sujet, voir Arlacchi (1986).

⁸⁷ La violence semble être une ressource pour les organisations mafieuses. Comme le souligne Gambetta (1992), la réputation d'être violent est susceptible de réduire la nécessité d'avoir réellement recours à la violence (voir aussi Reuter, 1983).

⁸⁸ Articles 317 (*concussione*), 318 (*corruzione per un atto d'ufficio*), 319 (*corruzione per un atto contrario ai doveri d'ufficio*), 320 (*corruzione di persona incaricata di un pubblico servizio*), 322 (*istigazione alla corruzione*), 322 bis (*peculato, concussione, corruzione e istigazione alla corruzione di membri degli organi delle Comunità europee e di funzionari delle Comunità europee e di Stati esteri*), 323 (*abuso d'ufficio*), et 328 (*rifiuto od omissione di atti d'ufficio*) du Code pénal italien.

ressources publiques ou qui ont le pouvoir d'influencer certaines phases d'un projet de construction⁸⁹. La notion de corruption officielle peut être interprétée comme étant le potentiel inhérent au rôle des acteurs qui édictent les règles du secteur public de la construction et qui veillent à l'exécution des projets (voir aussi OCTF, 1990). En utilisant et en manipulant leurs pouvoirs réglementaires et discrétionnaires, les fonctionnaires et les autorités, [Traduction] « ceux qui ouvrent la porte à la corruption » (CDS, 2010, p. 164), peuvent attirer ou solliciter des pots-de-vin⁹⁰. Selon les exemples tirés des études de cas, des [Traduction] « paiements en argent sale » (OCTF, 1990) peuvent être versés dans le but d'obtenir des exigences officielles ou des permis de construction ou encore de soutirer des renseignements « internes », mais aussi pour s'assurer de passer le processus d'approbation ou d'obtenir un passe-droit en ce qui concerne les infractions au Code lors du contrôle des résultats.

Il est prouvé que le crime organisé et la corruption sont étroitement liés⁹¹, mais peu de démonstrations soutiennent le fait que le crime organisé entraîne l'accroissement de la corruption⁹². Au contraire, d'après plusieurs recherches (Calderoni-Caneppele, 2009, CSD, 2010, et Albanese, 2000), les organisations criminelles semblent se servir des conditions criminogènes présentes dans les sphères sociale, économique et politique, conditions qui les attirent et qui les encouragent à participer à des échanges corrompus, ce qui stimule indirectement leurs autres activités illicites⁹³.

⁸⁹ Voir également CSD (2010, p. 164) [Traduction] : « les acteurs institutionnels les plus à risque d'être touchés par la corruption du crime organisé sont les politiciens et les gestionnaires. Comme ils gèrent les ressources publiques, sont géographiquement près des organisations criminelles et œuvrent dans le même environnement social, ils sont exposés à la pression exercée par ces groupes. À l'échelle locale, les échanges "proposés" aux politiciens par le crime organisé sont toutefois accompagnés d'un certain degré d'intimidation qui en détermine l'issue. »

⁹⁰ Della Porta et Vanucci (1999) décrivent le lien unissant le crime organisé et les politiciens, ainsi que les entrepreneurs, comme un « triangle d'airain » dans lequel chaque partenaire tire parti de la corruption pour obtenir des profits illicites : votes, argent, protection et contrats publics (voir aussi Centonze, 2005). En fait, les politiciens s'associent avec les organisations criminelles, car celles-ci leur garantissent les votes dont ils ont besoin pour que leur parti reste au pouvoir, surtout à l'échelle locale (CDS, 2010, p. 169). Comme Allum et Seibert (2003) le soulignent, les mafiosi ne suivent aucun programme idéologique et sont enclins à soutenir toute faction politique prête à appuyer leurs activités criminelles. Pour les organisations criminelles, la corruption permet donc d'avoir accès à des contrats et à des ressources publics qui ne leur seraient accessibles autrement, ainsi que d'accroître leur influence et leur pouvoir (voir aussi Arlacchi, 1986, et Santino-La Fiura, 1990). Paoli (2003) estime qu'entre 1950 et 1992, la Cosa Nostra a appuyé ouvertement de 40 à 75 % des députés chrétiens-démocrates en Italie, ainsi qu'environ 40 % de l'ensemble des députés de l'ouest de la Sicile. De plus, entre 1991 et le mois de juin 2007, 172 conseils municipaux en Italie, dont 75 en Campanie, 49 en Sicile et 38 en Calabre, ont été dissous puisqu'ils étaient infiltrés par la mafia (loi italienne n° 221/1991) (CPA, 2008).

⁹¹ Selon le CSD (2010, p. 162), [Traduction] « la tenue d'une enquête sur des activités de corruption mène habituellement à la découverte de l'implication d'une organisation criminelle. De la même façon, les enquêtes sur le crime organisé révèlent souvent l'implication de politiciens ou d'entrepreneurs corrompus ».

⁹² Une étude sur les liens entre le crime organisé et la corruption commandée par la Direction générale de la justice, de la liberté et de la sécurité fait état de données provenant du sondage global sur la fraude de Kroll (2008), selon lesquelles le secteur de la construction présente des niveaux très élevés de corruption (27,8 %), de blanchiment d'argent (5,6 %) et de mauvaise gestion financière (30,6 %). Ensemble, ces chiffres pourraient révéler une certaine infiltration du crime organisé. Toutefois, à partir des preuves d'autres recherches portant sur les caractéristiques du milieu grandement corrompu dans lequel les entreprises évoluent, l'étude conclut ainsi [Traduction] : « un contexte commercial corrompu ne signifie pas nécessairement qu'il y a une forte présence du crime organisé dans la sphère commerciale légale [...]. Les données indiquent que les entreprises liées au monde criminel ne semblent pas plus enclines à recourir à la corruption que les entreprises légitimes, étant donné qu'une forte présence d'entreprises liées au monde criminel ne se traduit pas par des niveaux beaucoup plus élevés de corruption. » (CSD, 2010, p. 52).

⁹³ Comme le soulignent Calderoni et Caneppele, [Traduction] « l'infiltration d'organisations mafieuses [dans le secteur de la construction] est facilitée par l'accroissement de comportements illicites et de la corruption dans l'administration publique elle-même. Un tel environnement favorise davantage la présence d'acteurs associés à des organisations

Collusion⁹⁴

L'analyse des études de cas a permis de comprendre pourquoi le secteur de la construction est particulièrement exposé aux relations collusoires et symbiotiques entre les membres du crime organisé et d'autres personnes malhonnêtes œuvrant dans la légalité. Les acteurs des sphères criminelle et légale s'unissent souvent pour œuvrer ensemble (voir aussi Block et Chambliss, 1981, Santino et La Fiura 1990, Paoli, 2003, Paoli, 2004, Savona, 2010)⁹⁵. De nombreux efforts ont été faits pour illustrer la force brutale exercée par le crime organisé dans les sphères légitimes (Cressey, 1969), mais les cas étudiés démontrent que souvent, les membres de la mafia et les personnes issues de professions et de milieux de travail légitimes entretiennent des liens consensuels. Cette section porte sur les « services » que s'échangent les acteurs des sphères criminelle et légale, au lieu d'avoir recours à des pratiques d'extorsion. Dans un processus d'échange de ce type, les avantages sont mutuels : les associations mafieuses offrent une « protection » (par exemple découragement de la concurrence, offres d'emploi, accès à des ressources), mais en reçoit également une des sphères légitimes⁹⁶.

Notre analyse de cas montre en fait que la capacité des organisations criminelles à infiltrer le processus d'approvisionnement du secteur public est étroitement liée à leur pouvoir d'influence sur le comportement des autres intervenants occupant un rôle d'importance (par exemple entrepreneurs ou entreprises légitimes, cols blancs, professionnels). La contribution des acteurs de la sphère légale est, dans les faits, essentielle au processus d'infiltration des organisations criminelles dans le secteur de la construction. Ces acteurs servent de facilitateurs, c'est-à-dire de participants dont la contribution est décisive pour l'atteinte des objectifs criminels. En tant que participant, ils n'agissent pas à titre de simples « fournisseurs de services », mais sont activement impliqués dans l'orchestration de l'infiltration mafieuse et en profitent fort probablement (voir aussi Gambetta, 1993, Varese, 2001, et Morselli, 2009).

criminelles vu le faible niveau de légalité qui les caractérise. (2009, p. 8) Suivant cet argument, Ruggiero (dans CSD, 2010, annexe 1 : étude de cas – Italie) souligne que l'observation de la corruption *per se* en Italie ne révèle pas une participation directe du crime organisé dans une activité donnée. Elle démontre plutôt l'ampleur de l'accroissement des pratiques déviantes dans le monde des affaires et de la politique [Traduction] : « les représentants du public assimilent des éléments de la culture mafieuse [...] la “méthode mafieuse” devient une pratique courante inspirant les crimes du puissant et [...] a des répercussions sur la liberté du marché et le système démocratique » (CSD, 2010, p. 162-163).

⁹⁴ Article 353 (*turbativa libertà degli incanti*) du Code pénal italien.

⁹⁵ Block et Chambliss (1981) ont réalisé une évaluation complète de la relation symbiotique liant les acteurs des sphères criminelle et légale dans le cadre de leur analyse sur la corruption des syndicats dans les relations entre la main-d'œuvre et la direction. Ils ont proposé la notion de crime organisé, qui insiste sur la mesure dans laquelle le crime organisé est enraciné dans les sphères légales, ainsi que sur l'importance des acteurs légitimes dans le processus (voir aussi Morselli, 2009).

⁹⁶ À ce sujet, Fulvetti (2004, p. 69) a étoffé l'analyse de Gambetta, ainsi que sa définition de la mafia (soit une industrie privée de protection), et a fait remarquer comment [Traduction] « les associations mafieuses, en fait, fournissent une protection, mais en reçoivent également une des autorités légitimes ».

*Manœuvres frauduleuses*⁹⁷

L'analyse des cas démontre que les formes d'escroquerie dans le secteur de la construction impliquent aussi un certain type de fraudes. Les principaux types de fraude qui se sont dégagés des trois cas comprennent les fausses demandes de financement ou demandes de paiement, lesquelles permettent aux entrepreneurs de générer des liquidités et de dissimuler des paiements faits aux fraudeurs. La production de factures trompeuses ou gonflées pour des travaux non réalisés ou des matériaux non utilisés, ou ne correspondant pas aux demandes, est pratique courante : cela crée une dépense pour l'entreprise et génère des liquidités qui sont remises au crime organisé sous forme de « pots-de-vin ». De plus, d'autres manœuvres ont été observées dans les trois cas analysés, par exemple les entrepreneurs peuvent, pour dissimuler les montants d'extorsion versés au crime organisé, ajouter à leur registre de personnel des employés fictifs, verser des paiements à des fournisseurs fictifs ou encore payer un salaire à des employés absents.

Une autre manœuvre frauduleuse consiste à créer des entreprises mafieuses. Ces firmes œuvrent dans le marché légal et reçoivent de faux documents attestant qu'elles remplissent les critères de préqualification et d'autres exigences précises concernant les compétences techniques exigées par la réglementation italienne en matière de contrats publics. Cette manœuvre vise à participer directement aux travaux d'un projet donné. Des entreprises appelées sociétés-écrans sont également fondées, pour les membres et les associés du crime organisé. Elles servent de véhicule pour les opérations commerciales sans faire elles-mêmes d'importantes transactions, ou permettent l'attribution de contrats de sous-traitance à des entreprises mafieuses.

Accords de cartel

Notre analyse de cas a révélé des exemples de cartels collusoires de truquage d'offres entre des entreprises légitimes et mafieuses, selon lesquels les firmes « concurrentes » s'entendent pour ne pas soumissionner à un prix concurrentiel et déterminer le soumissionnaire gagnant avant l'attribution. Cette démarche (appelée la rotation des soumissions) n'entraîne généralement aucun conflit, car les membres du cartel respectent une rotation des soumissionnaires gagnants. Elle implique donc des entreprises liées par une entente selon laquelle elles obtiennent un contrat, ou un ensemble de contrats, à tour de rôle. Des soumissions complémentaires (*offerta d'appoggio*) sont délibérément présentées par d'autres membres du cartel à un prix supérieur à celui de l'offre gagnante prédéterminée, dans le but de donner l'impression que le processus concurrentiel se déroule selon les règles. Les soumissions collusoires sont habituellement coordonnées et déposées par les membres de la famille mafieuse impliquée dans l'infiltration d'un contrat donné. Ils peuvent entreprendre ce processus de leur propre initiative, mais il arrive aussi que des entrepreneurs les y invitent pour établir certains accords (voir aussi Gambetta-Reuter, 1995). Les entreprises gagnantes rachètent les « services » fournis par le crime organisé d'une quelconque façon, par exemple en « renvoyant » une partie des revenus générés par le contrat à des entreprises mafieuses ou

⁹⁷ Articles 640 (*truffa*), et 640 bis (*truffa aggravata per il conseguimento di erogazioni pubbliche*) du Code pénal italien. Voir aussi articles 513 bis (*illecita concorrenza con minaccia o violenza*), 353 (*turbata libertà degli incanti*) et 354 (*astensione dagli incanti*) du Code pénal italien, et article 7 de la loi italienne n° 203/1991 (*Provvedimenti urgenti in materia di lotta alla criminalità organizzata*).

« parrainées » par les membres de la mafia, ou en leur attribuant des contrats de sous-traitance. Au besoin, les membres de la mafia empêchent, en utilisant la violence ou l'intimidation, les « non-membres », c'est-à-dire les entreprises qui ne font pas partie du cartel, de présenter des soumissions.

Des ententes collusoires pourraient certes être établies sans l'implication d'organisations criminelles, mais la disponibilité des « services » de la mafia rend la collusion plus probable, plus élaborée et plus persistante. Les organisations criminelles possèdent en fait un atout unique à cet égard, soit leur réputation criminelle d'avoir recours à la violence et à l'intimidation, ainsi que leur utilisation particulière du réseautage (c'est-à-dire la création d'un cercle de relations entre différents intervenants en vue de servir leurs objectifs en matière de pouvoir et d'enrichissement). Même si peu d'exemples le démontrent, il y a lieu de croire que la capacité du crime organisé à jouer un rôle dans un cartel est liée aux caractéristiques organisationnelles du groupe criminel (par exemple domination politique, contrôle territorial, sphère d'influence, importance des réseaux de collaboration avec des acteurs des sphères légales⁹⁸).

7.2 Méthodes d'infiltration mafieuse dans le secteur public de la construction en Italie

À partir des observations de l'analyse de cas, cette section traite des méthodes d'infiltration mafieuse dans le secteur public de la construction en Italie. Les résultats sont présentés selon l'emprise de la mafia sur : i) le processus d'approvisionnement public, ii) les acteurs impliqués dans le processus d'approvisionnement public et iii) les différentes ressources.

Emprise de la mafia sur le processus d'approvisionnement public

L'analyse des études de cas démontre la façon dont les organisations criminelles ont réussi à infiltrer le secteur public de la construction et révèle les principaux modes d'influence adoptés aux différentes phases du processus d'approvisionnement public, soit la phase précontractuelle (planification et préparation), la phase contractuelle (soumission et attribution du contrat) et la phase postcontractuelle (exécution du projet et vérification).

Les processus d'infiltration diffèrent d'un cas à l'autre (voir le tableau 7.1), mais dans tous les cas, la mafia n'exerce pas son influence seulement [Traduction] « au bas de l'échelle » (Paoli, 2004, p. 175), à la fin du processus économique d'investissement public (extorsions et activités de sous-traitance), comme le laissaient croire les premières enquêtes sur la présence du crime organisé dans l'industrie de la construction⁹⁹. Les organisations criminelles tiennent plutôt leurs activités

⁹⁸ Voir aussi Gambetta-Reuter (1995).

⁹⁹ Voir par exemple Santino-La Fiura (1990), ainsi que Paoli (2004), qui ont illustré les caractéristiques de l'infiltration mafieuse d'un point de vue historique.

[Traduction] « en haut de l'échelle » (ibidem), au début des processus d'appel d'offres¹⁰⁰. Plusieurs activités sont en fait entreprises par les membres du crime organisé avant même le début des procédures d'appel d'offres, ce qui leur permet de déterminer les conditions dans lesquelles l'infiltration mafieuse sera organisée. Ils peuvent par exemple fonder de petites entreprises de construction pour obtenir des contrats de sous-traitance, conclure des accords secrets avec des entreprises de construction, éliminer la concurrence par la formation de cartels permettant de remporter des soumissions ou créer un réseau de relations avec différentes personnes issues des sphères légales dans le but de servir leurs propres buts criminels et de s'enrichir.

En plus de la conclusion générale, qui souligne la présence soutenue de la mafia dans le secteur de la construction et son intervention dans les processus d'attribution de contrats publics, l'analyse de cas démontre la mesure dans laquelle les organisations criminelles semblent délaisser la fraude pour plutôt s'impliquer activement dans les activités opérationnelles légales et, ce faisant, dissimuler les visées en matière de pouvoir et d'enrichissement de la mafia derrière un « voile de légitimation » (Calderoni-Caneppele-Martocchia, 2009, p. 154). Par conséquent, l'emprise de la mafia dans le secteur de la construction, qui [Traduction] « a débuté par l'extorsion d'un bénéfice dans toutes les principales activités de production sur le territoire de la mafia » (Paoli, 2004, p. 174), a été progressivement complétée par des intérêts économiques et s'est transformée en des formes plus sophistiquées d'influence et d'infiltration mafieuse, à la manière des coutumes et stratégies entrepreneuriales des organisations criminelles.

¹⁰⁰ Cela concorde avec les recherches antérieures (voir par exemple Santino-La Fiura, 1990, Paoli, 2004, Calderoni-Caneppele-Martocchia, 2009, et Savona, 2010).

Tableau 7.1 – Emprise de la mafia dans le processus d’approvisionnement public : comparaison des études de cas

	Étude de cas n° 1 Sicile	Étude de cas n° 2 Calabre	Étude de cas n° 3 Campanie
Phase précontractuelle : planification et préparation			
Influencer la détermination des projets	-	-	-
Influencer la détermination des ressources à distribuer par l’administration publique	-	-	-
Influencer la détermination du type de processus d’attribution (procédure ouverte, procédure restreinte, procédure négociée, dialogue compétitif)	-	-	-
Contrôler les entreprises : créer des entreprises qui prennent part aux travaux publics (à titre d’entrepreneurs ou de sous-entrepreneurs)	✓	✓	✓
Contrôler les entreprises : établir des accords de cartel entre les entreprises	✓	-	-
Créer un réseau de relations avec différentes personnes des sphères légales	✓	✓	✓
Phase contractuelle : soumission et attribution du contrat			
Déterminer les soumissionnaires gagnants (contrats)	✓	-	-
Déterminer les soumissionnaires gagnants (contrats de sous-traitance)	✓	✓	✓
Contrôler la participation des entreprises au processus d’appel d’offres	✓	✓	✓
Influencer le type d’appel d’offres	✓	-	-
Influencer l’établissement des spécifications pour les contrats de sous-traitance	✓	-	✓
Produire les soumissions et fixer les montants des soumissions	✓	-	-
Influencer l’attribution du contrat	✓	-	-
Influencer l’attribution des contrats de sous-traitance ou des autres contrats	✓	✓	✓
Phase postcontractuelle : exécution du projet et évaluation			
Contrôler les choix relatifs à l’approvisionnement (fournisseurs, matériaux, produits, services)	✓	✓	✓
Exiger le paiement d’un tribut	✓	✓	✓
Imposer un choix quant à la main-d’œuvre	-	✓	✓
Réguler les activités sur le chantier de construction	✓	✓	✓
Influencer la régularité des contrôles et des vérifications de la qualité en lien avec l’exécution des travaux	✓	✓	✓

Emprise de la mafia sur les acteurs impliqués dans le processus d’approvisionnement public

Comme le révèlent les cas analysés, les organisations criminelles ne peuvent infiltrer le processus d’approvisionnement public sans l’implication des acteurs légitimes. Dans les cas qui nous occupent, les réseaux créés par les organisations criminelles comprenaient des entrepreneurs légaux, des cols blancs (par exemple comptables, avocats, notaires), des professionnels des secteurs privé et public (par exemple architectes, ingénieurs), des fonctionnaires et des politiciens. Évidemment, la capacité des organisations criminelles à infiltrer le processus d’approvisionnement public est

étroitement liée à leur pouvoir d'influence sur les acteurs des sphères légales qui occupent un rôle d'importance dans le processus. Dans certains cas, les acteurs des milieux criminel et légitime semblent s'unir pour œuvrer ensemble. Dans d'autres cas, les membres de la mafia ont recours à la corruption et à la violence pour atteindre leurs objectifs en matière de pouvoir et d'enrichissement. Il est clair que c'est le recours à la violence, ainsi que la réputation de mettre à exécution les menaces, qui distingue les entreprises mafieuses des entreprises non mafieuses (voir aussi Paoli, 2004)¹⁰¹.

Quand les groupes mafieux exigent non seulement un tribut à titre de « taxe de protection », mais demandent aussi à participer directement aux travaux comme tels, ils doivent se servir de leurs ressources relationnelles et modifier le comportement des intervenants (entrepreneurs, professionnels, fonctionnaires, politiciens) afin de suivre leur stratégie d'infiltration. Les entreprises mafieuses sont en fait confrontées à des contraintes en ce qui concerne leur expansion dans l'économie légale (par exemple manque de savoir-faire, expérience, difficultés d'accès), et c'est pourquoi l'implication d'acteurs légitimes est essentielle tout au long du processus¹⁰². Comme l'expliquent Canonico et al. (2012, p. 152), [Traduction] « tout comme les entreprises légitimes, les entreprises mafieuses essaient d'accroître leur pouvoir en exerçant un meilleur contrôle des ressources externes par des alliances stratégiques », notamment des liens officiels et non officiels avec des intervenants d'autres marchés par exemple. La capacité d'une entreprise mafieuse à noyauter une entreprise légitime dépend donc de ses relations ainsi que du nombre de personnes, et du statut de celles-ci, avec qui elle peut créer des liens. En plus d'étudier la dimension interorganisationnelle des organisations criminelles, il est essentiel de se pencher sur le rôle et les fonctions des facilitateurs pour déterminer la mesure dans laquelle les acteurs des sphères légales contribuent au maintien des objectifs en matière de pouvoir et d'enrichissement, mais aussi d'examiner les structures qui permettent aux criminels d'infiltrer le processus d'approvisionnement public.

Tableau 7.2 – Emprise de la mafia sur les acteurs impliqués dans le processus d'approvisionnement public : comparaison des études de cas

	Étude de cas n° 1 Sicile	Étude de cas n° 2 Calabre	Étude de cas n° 3 Campanie
Autres organisations criminelles	✓	✓	✓
Entrepreneurs (relations collusoires)	✓		
Entrepreneurs (corruption, recours à la violence)		✓	✓
Cols blancs (par exemple comptables, avocats, notaires)	✓	✓	✓
Professionnels (secteur privé)	✓	✓	✓
Professionnels (secteur public)			✓
Fonctionnaires	✓	✓	
Politiciens	✓	✓	✓

¹⁰¹ D'après Paoli (2004), la tendance des entrepreneurs à conclure systématiquement des accords secrets avec les fonctionnaires et les politiciens pour remporter des soumissions est courante dans le secteur de la construction en Italie, comme l'a prouvé l'enquête nationale Clean Hands, tenue dans les années 1990, qui portait sur la corruption politique.

¹⁰² Plusieurs recherches ont été réalisées dans le but de cerner le rôle des acteurs légitimes dans le secteur criminel (par exemple Di Nicola-Zoffi, 2004, Middleton-Levi, 2004, et Duyne-Levi, 2005).

Emprise de la mafia sur les facteurs de production (matières premières, main-d'œuvre, capitaux)

Selon l'analyse des cas, les organisations criminelles misent sur le contrôle des ressources externes pour créer et maintenir leur influence. Plus précisément, elles cherchent à contrôler trois facteurs de production de l'industrie, soit les matières premières, la main-d'œuvre et les capitaux, lesquels sont à la base de toute activité économique (voir aussi Levi-Taylor, 2000, Savona, 2010). Le contrôle de ces facteurs de production donne au crime organisé le pouvoir d'obtenir d'importants avantages, de se garantir l'accès au marché ou de contrôler la concurrence. En effet, la construction dépend de la disponibilité et de la fiabilité de ces facteurs d'importance, et quiconque est en mesure de les fournir joue un rôle stratégique dans le marché, rôle dont il peut se servir comme moyen de pression pour assurer un certain niveau de contrôle et d'influence. Les organisations criminelles ont tendance à se servir de leur influence politique comme un outil essentiel pour contrôler les ressources dans un contexte territorial précis¹⁰³. Cette influence est exercée par la violence et l'intimidation, mais repose aussi sur les relations consensuelles qui peuvent unir les criminels et d'autres acteurs des milieux légitimes¹⁰⁴.

Le contrôle de ces éléments essentiels par le crime organisé, couplé à la forte concurrence entre les entreprises de construction, a tendance à accroître l'influence des extorqueurs. D'après l'analyse des cas, ce phénomène s'observe de deux façons : 1) les hommes d'affaires légitimes deviennent vulnérables à l'extorsion, puisque les organisations criminelles peuvent extorquer des paiements aux entrepreneurs en les menaçant de faire cesser leur approvisionnement ou de leur faire perdre leur main-d'œuvre, par exemple, ou 2) il y a apparition d'un marché volontaire pour les services des organisations criminelles, puisqu'elles sont en mesure d'offrir des avantages concurrentiels à des entreprises privilégiées par des accords de compérage ou des cartels qui donnent lieu à l'attribution de contrats à un petit nombre d'entreprises. À l'inverse, les entrepreneurs tentés de rivaliser avec les entreprises favorisées ou les cartels protégés courent le risque de cesser de recevoir des fournitures essentielles, d'avoir des problèmes avec le personnel ou de devoir composer avec des délais coûteux (OCTF, 1990, p. 60-61).

7.3 Explication de la perméabilité du secteur de la construction au crime organisé

L'expansion des activités des groupes mafieux et des clans de la Camorra dans l'économie légale s'est faite graduellement, mais il semble que les secteurs économiques ne présentent pas tous la même vulnérabilité devant le crime organisé. Il a été reconnu dans des rapports officiels (DNA, 2010, DIA, 2011) et d'autres études (par exemple Arlacchi, 1986, Santino-La Fiura, 1990, Paoli,

¹⁰³ Paoli (2004) emprunte les termes de Weber pour faire référence au caractère politique du crime organisé en ce qui concerne [Traduction] « les moyens qui le caractérisent : soit le recours à la force, [...] le maintien de l'ordre dans un groupe social et la défense contre les attaques extérieures » (Paoli, 2004, p. 170-171).

¹⁰⁴ Au sujet de l'exploitation criminelle des facteurs de production, Savona (2010) mentionne l'existence d'un [Traduction] « cercle vicieux composé d'influence, de corruption et de violence (ou de menace de violence), de crime organisé, de pouvoir politique et économique et d'administration locale » (Savona, 2010, p. 132).

2003, Champeyrache, 2004, CSD, 2010, Savona, 2010, Varese, 2012) que le secteur de la construction est grandement sujet à l'infiltration mafieuse. Pour expliquer ce phénomène, il convient de définir les caractéristiques structurelles et organisationnelles de l'industrie et de déterminer les caractéristiques favorisant le racket. Peu de chercheurs ont tenté d'évaluer les vulnérabilités des secteurs économiques devant le crime organisé¹⁰⁵, et encore moins dans le secteur de la construction (voir entre autres OCTF, 1990, Savona, 2010, Sécurité publique, 2012).

Les données contenues dans les cas analysés ne permettent pas d'évaluer systématiquement les vulnérabilités du secteur public de la construction en Italie. Pour ce faire, il faudrait mener une analyse complète de l'environnement des travaux (par exemple contextes politique, économique et réglementaire) dans lequel le crime organisé se développe, et examiner le processus de construction comme tel, ce qui permettrait de mettre en contexte le secteur de la construction en Italie, d'évaluer les vulnérabilités précises et de cibler les facteurs de risque d'infiltration mafieuse. Aux fins du présent rapport, nous nous en sommes tenus aux facteurs favorisant l'infiltration des organisations criminelles dans le secteur public de la construction en Italie qui sont ressortis de l'analyse de cas. Nous présentons ces éléments en fonction du rapport de l'OCTF (1990), qui distingue les concepts de vulnérabilité au racket et de potentiel de racket. La vulnérabilité au racket fait référence à [Traduction] « la mesure dans laquelle la structure et l'organisation d'une industrie : i) incitent les participants à entreprendre des activités de racket ou ii) fournissent aux extorqueurs, qu'ils évoluent à l'intérieur ou à l'extérieur de l'industrie, les moyens pour contrôler ou influencer les principaux volets de l'industrie » (OCTF, 1990, p. 45). Quant au potentiel de racket, il désigne [Traduction] « les profits que peuvent tirer les extorqueurs en exploitant la vulnérabilité d'une industrie » (OCTF, 1990, p. 46). Autrement dit, la vulnérabilité au racket concerne surtout les vulnérabilités de l'industrie dont les organisations criminelles peuvent tirer profit, alors que le potentiel de racket fait référence aux facteurs qui attirent les organisations criminelles dans le secteur de la construction.

7.3.1 Vulnérabilité au racket

Il est probable que de nombreuses caractéristiques du secteur de la construction en Italie contribuent à la vulnérabilité au racket. En fonction de l'analyse empirique de la présente étude, la section suivante donne un aperçu non exhaustif des raisons pour lesquelles le secteur de la construction est vulnérable et perméable au crime organisé.

Vulnérabilité d'un environnement collusoire et corrompu. Dans les trois cas analysés, des membres d'organisations criminelles entretenaient des relations collusoires ou corrompues avec des personnes des milieux légitimes (entrepreneurs, professionnels, cols blancs, fonctionnaires et politiciens). Le recours à des accords secrets pour remporter un appel d'offres est, depuis

¹⁰⁵ À ce sujet, voir le projet MAVUS (Méthodologie pour l'évaluation de la vulnérabilité des secteurs), financé par la Commission européenne, visant à mettre au point une méthodologie pour l'évaluation de la vulnérabilité des secteurs économiques. Voir aussi Vander Beken T. et al. (2005), Vander Beken T. (2007) et Vander Beken-Van Daele (2008).

longtemps, une pratique courante des entreprises de construction en Italie, et des données empiriques ont révélé au fil des années que les accords secrets établis entre les politiciens et les entrepreneurs se sont répandus dans le pays et fonctionnent efficacement, même sans l'intervention de la mafia (voir par exemple l'opération judiciaire Clean Hands). L'établissement de telles relations est essentiel au processus d'infiltration des organisations criminelles dans le secteur de la construction et réduit sans doute la nécessité pour elles d'avoir recours à la violence et à l'intimidation pour atteindre leurs objectifs criminels en matière de pouvoir et d'enrichissement. Le fait que la corruption et la collusion sont répandues dans les milieux social, économique et politique attire les organisations criminelles, puisqu'elles sont encouragées à participer à des échanges corrompus qui leur permettent de servir leurs objectifs criminels en matière de pouvoir et d'enrichissement (voir aussi CSD, 2010).

Vulnérabilité d'un contexte économique concurrentiel. Le degré de vulnérabilité au racket dans le secteur de la construction semble augmenter proportionnellement avec la forte concurrence de l'industrie. Les entreprises font concurrence sur le marché local, où il est relativement facile d'entrer. Dans un tel contexte, une demande de « protection » contre la concurrence crée un marché volontaire pour les services que peuvent offrir les organisations criminelles (voir aussi Varese, 2012). Comme le montrent les cas analysés, les groupes mafieux peuvent éliminer la concurrence et offrir des avantages concurrentiels aux entreprises privilégiées. Ils agissent en tant qu'« agent de rationalisation » (Goldstock, 1990) et rendent la demande des extorqueurs prévisible : ils régulent les activités de racket et ont l'influence nécessaire pour contrôler différents segments du secteur de la construction et coordonner le processus d'approvisionnement. Des cartels dans le secteur de la construction pourraient certes se former sans l'implication de la mafia, mais la disponibilité des « services » mafieux rend les cartels plus probables, plus élaborés et plus persistants (Gambetta, 1993). La concurrence féroce rend aussi les hommes d'affaires « honnêtes » vulnérables à l'extorsion et susceptibles d'être menacés de perdre leur approvisionnement ou leur main-d'œuvre, par exemple (voir aussi OCTF, 1990). De plus, la résurgence des pratiques de type « payer pour jouer » est fréquente, faute de quoi les entreprises sont mises à l'écart de l'industrie.

Vulnérabilité des secteurs dont les travaux exigent peu de compétences et de connaissances spécialisées. Les cas analysés montrent que les organisations criminelles ont tendance à infiltrer les secteurs dont les travaux exigent peu de compétences et de connaissances spécialisées, étant donné qu'il est plus facile d'y entrer. La pénétration de la mafia dans les secteurs de la production et la distribution des matières premières (par exemple béton, pierre, carrière de sable) constitue un bon exemple. Dans certains cas, les organisations ont recours à l'argent et à la violence – selon différentes combinaisons – pour se tailler une place dominante dans ces secteurs. Dans d'autres cas, les groupes mafieux arrivent à établir des monopoles sans avoir recours à la violence, grâce au seul fait qu'ils ont une implication (officielle ou réelle) dans des entreprises locales de certains secteurs. L'accès à la production et à la distribution des matières premières (et le contrôle de celles-ci) s'avère d'une importance stratégique pour le crime organisé : non seulement ce secteur exige peu de compétences et de connaissances spécialisées, mais il est habituellement composé de petites

entreprises (plus faciles à infiltrer) et offre une source de revenu stable et lucrative. Les groupes mafieux peuvent ainsi contrôler les processus d'approvisionnement publics en influençant les coûts, les commandes, les contrats et les ventes, ainsi que s'assurer une participation directe aux travaux par la sous-traitance ou la conclusion d'accords pour l'achat de matériaux. Enfin, il s'agit d'un secteur très circonscrit qui permet à la mafia de contrôler un territoire donné et qui est difficile à pénétrer pour les concurrents. Ces caractéristiques rendent ce secteur économique très attirant, accessible et compatible avec le désir de pouvoir et d'enrichissement du crime organisé.

Vulnérabilité du processus de vérification des critères de préqualification. Les cas analysés montrent la mesure dans laquelle le système de préqualification peut être vulnérable devant le crime organisé, ainsi que la façon dont celui-ci arrive à tirer profit de ces vulnérabilités pour infiltrer des entreprises légales. Les cas de la Sicile, de la Calabre et de la Campanie ont tous révélé différentes façons qui ont permis aux organisations criminelles de s'imposer dans des activités de sous-traitance, par exemple de participer aux travaux comme tels. Dans certains cas, des entreprises mafieuses ont reçu de faux documents attestant qu'elles remplissaient les critères de préqualification exigés par la réglementation italienne en matière d'appel d'offres public¹⁰⁶, ce qui leur a permis de décrocher des contrats de sous-traitance. Dans d'autres cas, des sociétés-écrans couvraient les membres ou les associés du crime organisé et servaient de véhicule pour les opérations commerciales, ce qui permettait aux entreprises mafieuses d'exécuter des travaux (voir par exemple l'étude de cas de la Sicile, CAS C). Les contrats de fourniture de biens (par exemple matériaux) ou de services (par exemple surveillance d'un chantier de construction) sont encore plus susceptibles d'être infiltrés par le crime organisé. Selon la loi en vigueur au moment des événements, il fallait obligatoirement fournir des communications ou des certifications antimafia (DPR n° 252/1998) pour obtenir un contrat de sous-traitance, mais cette exigence ne s'appliquait pas aux contrats pour la fourniture de biens ou de services, qui étaient également exclus des processus de vérification des critères de préqualification, notamment les certifications SOA (DPR n° 34/2000) qui servent à vérifier la conformité des entreprises aux exigences prescrites. Les entrepreneurs pouvaient donc attribuer les contrats pour la fourniture de biens ou de services à leur discrétion, et les entreprises mafieuses pouvaient facilement s'infiltrer à cette étape du processus d'approvisionnement public, risquant peu d'être découvertes par les autorités publiques.

Vulnérabilité de la législation sur l'approvisionnement public. Les occasions de crime peuvent provenir de failles dans la législation sur l'approvisionnement, dont le crime organisé peut tirer parti pour obtenir des profits et des avantages illicites. Les organisations criminelles ont démontré leur capacité à influencer les procédures d'appel d'offres pour les contrats de travaux publics, de fourniture ou de services. Le cas de la Sicile, en particulier, révèle la façon dont la Cosa Nostra a réussi à manipuler les processus d'appel d'offres en déterminant à l'avance les montants des soumissions et en présentant des soumissions aux prix très bas et dont les valeurs étaient très

¹⁰⁶ Les sous-traitants doivent respecter les exigences prescrites (certification SOA) et fournir la documentation ou la certification antimafia nécessaire pour déclarer l'existence de toute interdiction, suspension ou décadence relativement aux personnes qui font l'objet d'un contrôle (habituellement des représentants légaux et des membres du conseil d'administration) (DPR n° 252/1998).

rapprochées les unes des autres – en fonction des 13 points de pourcentage des prix de soumission les moins élevés (voir CAS C). Ce cas a permis de montrer comment les organisations criminelles ont truqué les processus d'attribution de contrats et profité des lacunes des mécanismes législatifs pour influencer l'attribution de contrats et tirer profit de leurs activités criminelles¹⁰⁷.

Vulnérabilité des outils réglementaires. Il a été démontré que le crime organisé a recours à différentes manœuvres frauduleuses pour générer des fonds en exploitant, dans certains cas, les vulnérabilités des outils réglementaires de l'approvisionnement public. Le cas de la Campanie montre que les fausses demandes de modification constituent l'un des mécanismes (tout à fait légaux) utilisés par le crime organisé pour dissimuler les paiements qui leur sont versés : dans ce cas, l'entrepreneur était forcé de soumettre une demande de modification qui amplifiait délibérément la main-d'œuvre, les matériaux, l'équipement et le temps nécessaires à la réalisation de travaux (voir le cas de la Campanie, CAS C). Cela faisait donc augmenter le prix total du contrat, et le montant déboursé pour couvrir les frais de la fausse demande était transféré aux extorqueurs. Encore une fois, les organisations criminelles n'ont pas renversé le secteur : elles en ont plutôt exploité les vulnérabilités et ont saisi et tiré profit des occasions de mener des activités criminelles.

Vulnérabilité des moyens lacunaires visant à stopper l'accès au secteur public de la construction. Les cas analysés révèlent les façons dont le crime organisé contrôle les processus d'approvisionnement public, et à quelles étapes il exerce ce contrôle. Pour réussir à infiltrer cette industrie, les groupes mafieux ont mis en place plusieurs schémas permettant d'assurer une participation directe des entreprises mafieuses aux travaux. Ces schémas comprennent des activités de racket (par exemple imposition de fournisseurs, attribution d'activités de sous-traitance à des entreprises privilégiées, inscription forcée de membres de la population inactive ou d'employés fictifs dans le registre du personnel d'une entreprise légitime, contrôle de facteurs de production), mais aussi l'exploitation d'occasions allant au-delà de la force brutale du crime organisé. La conclusion de contrats et l'assignation d'employés se trouvaient souvent dans une zone grise, ce qui faisait en sorte que les décisions devenaient discrétionnaires et que les participants de l'industrie adoptaient des comportements collusoires ou corrompus. Ces zones grises étaient le point de rencontre où les personnes malhonnêtes et le crime organisé se réunissaient pour servir des objectifs illicites d'enrichissement et favoriser l'entrée de criminels dans l'industrie.

Dans tous les cas étudiés, les organisations criminelles n'ont ni attaqué ni renversé le secteur public de la construction : elles en ont plutôt exploité les vulnérabilités, qui sont devenues pour elles des occasions de mener des activités criminelles. Les faiblesses de la législation, de la structure, de

¹⁰⁷ Le cas fait référence à des événements qui ont eu lieu en 2001-2002. En vertu de la loi régionale de la Sicile en vigueur à l'époque (SRL n° 21/1998), le processus d'attribution était fondé sur le prix moyen (voir la note de bas de page 63). Cette loi n'est plus en vigueur, et des changements ont été apportés concernant le pourcentage des prix de soumission les moins élevés et les plus élevés à rejeter (de 25 à 10 %). Le nombre de points de pourcentage a été limité pour les prix les plus bas afin d'éviter autant que possible la soumission de prix très bas et ayant une valeur rapprochée. Voir la loi régionale de la Sicile n° 7/2002.

l'organisation et d'autres caractéristiques du secteur public de la construction ouvrent la porte au crime organisé et favorisent l'infiltration. Les groupes mafieux semblent effectivement saisir toutes les occasions et s'organiser en fonction de celles-ci. Ainsi, à la lumière de l'analyse, on peut avancer de façon très générale que les occasions ont une certaine importance (parfois même plus que l'organisation criminelle elle-même), et que la détermination des conditions criminogènes – qui multiplient les occasions à la portée des membres du crime organisé – constitue un élément clé dans l'examen du problème de l'infiltration mafieuse dans le secteur public de la construction.

7.3.2 Potentiel de racket

Les conclusions tirées des cas analysés dans la présente étude et l'examen des recherches antérieures qui expliquent l'infiltration mafieuse dans le secteur public de la construction (voir en particulier OCTF, 1990, Savona, 2010 et Sécurité publique, 2012) permettent de mieux comprendre le potentiel de racket.

L'une des mesures du potentiel de racket du secteur de la construction est la possibilité qu'il offre aux membres du crime organisé d'obtenir de considérables bénéfices financiers (OCTF, 1990). Le secteur de la construction est en fait un milieu très lucratif, surtout pour ce qui est des projets de grande envergure dont l'enjeu financier est énorme. Or le grand nombre de transactions financières effectuées dans le cadre du processus de construction aide le crime organisé à atteindre ses objectifs de trois façons. En effet, il lui permet : 1) d'optimiser les profits et le rendement des investissements; 2) de blanchir les fruits du crime en combinant l'argent sale et l'argent gagné légalement, ce qui réduit le risque d'être découvert; 3) de générer des liquidités pour faire des paiements illégaux et dissimuler le versement de compensations. Ces raisons expliquent à elles seules le grand intérêt que porte le crime organisé à cette industrie.

En plus de ces facteurs économiques – qui ne sont toutefois pas exclusifs aux groupes mafieux –, une autre mesure du potentiel de racket du secteur de la construction est la possibilité qu'il offre aux organisations criminelles de soutirer de considérables bénéfices non financiers (OCTF, 1990). Cela comprend le pouvoir et l'influence que la mafia exerce sur des milieux donnés. Les groupes mafieux déterminent qui participe à certains projets obtenus par appel d'offres, qui remportera quels contrats, et à quel prix. En fait, comme le soulignent Becchi et Rey (1994), [Traduction] « le secret de la pérennité de la mafia réside dans la combinaison particulière d'activités lucratives et de contrôle de territoires » (Becchi-Rey, 1994, p. 75). Le fait de contrôler un territoire donné permet non seulement à la mafia de servir ses intérêts économiques, mais aussi de gagner en pouvoir et de conserver un statut social. Il s'agit de paramètres à prendre en considération pour l'analyse de la capacité de la mafia à se faire respecter. Essentiellement, le crime organisé exploite les lacunes de la société pour servir ses objectifs criminels et dissimuler ses visées en matière de pouvoir et d'enrichissement derrière un voile de légitimation : les organisations criminelles attribuent des contrats, créent du travail et offrent des emplois dans des régions où le taux de chômage est élevé. De cette manière, elles pallient les lacunes de la société et reçoivent en

échange l'accord et le respect de la population (Savona, 2010). Cette approbation sociale est souvent à la base même de la résilience mafieuse (voir aussi Cantone, 2012).

7.4 Conclusion

L'étude a illustré le problème du phénomène de l'infiltration mafieuse dans le secteur public de la construction en Italie et a brossé le tableau de la façon dont les organisations criminelles italiennes ont envahi ce secteur et des raisons pour lesquelles elles l'ont fait. Bien que l'analyse des cas dresse seulement un portrait du phénomène, en raison du nombre limité de cas et d'un échantillon non représentatif, les conclusions tirées de l'exercice correspondent aux recherches antérieures (Arlacchi, 1986; Santino-La Fiura, 1990; Paoli, 2004; Centonze, 2005; Calderoni-Caneppele-Martocchia, 2009; Calderoni-Caneppele, 2009; Savona, 2010; Cantone, 2012; Canonico et al., 2012; par exemple).

En comparant les études de cas aux premières recherches, on voit comment les organisations criminelles ne se sont pas limitées aux manœuvres frauduleuses, même s'il s'agit de leur activité privilégiée. Au lieu de cela, elles ont réussi à obtenir une participation active à des activités entrepreneuriales honnêtes et se sont de plus en plus insinuées dans les échelons plus élevés du système d'attribution des contrats de travaux publics, s'efforçant d'utiliser des formes d'infiltration subtiles et sophistiquées (Calderoni-Caneppele-Martocchia, 2009). Cela a été rendu possible – surtout au début – grâce au potentiel militaire de la mafia (à vrai dire, ce sont sa capacité à utiliser la violence et sa réputation de mettre ses menaces à exécution qui la distinguent des entreprises non mafieuses) (Paoli, 2004). Bien que ce ne soit pas toujours nécessaire, le contrôle et l'influence de la mafia sur différents secteurs d'activité peuvent toujours être maintenus au moyen de la violence et de l'intimidation. La violence est donc une ressource importante employée par les groupes mafieux pour obtenir ou garder leur position sur le marché et exercer leur emprise sur le secteur, mais ce n'est pas leur seule ressource. Les activités de réseautage avec différents acteurs du milieu des affaires légitimes auxquelles prennent part les groupes mafieux se sont avérées essentielles pour pénétrer le secteur de la construction et poursuivre leurs buts liés au pouvoir et à l'enrichissement. Pour favoriser leurs intérêts économiques, ils sont entrés dans l'économie officielle et le domaine politique et ont établi des relations consensuelles corruptrices qui les liaient à des acteurs du milieu des affaires légitimes. Plutôt que de parler de pratiques d'extorsion, on met l'accent sur les « services de protection » échangés entre les acteurs du milieu criminel et ceux du milieu des affaires légitimes dans le cadre desquels chacun poursuit ses propres buts d'enrichissement illicite : la protection de la mafia (en raison de son influence et de sa capacité à imposer ses propres règles au moyen de la violence) en échange de la protection (la capacité de rendre les acteurs de l'économie légale et du domaine politique réceptifs aux intérêts de l'organisation) offerte par les acteurs œuvrant dans le milieu des affaires légitimes (c'est-à-dire des entrepreneurs, des cols blancs, des professionnels, des fonctionnaires et des politiciens. Voir Fulvetti, 2004). L'image des groupes mafieux souvent présentés comme une force brutale dans le milieu des affaires légitimes a donc tendance à s'embrouiller. Plutôt que d'illustrer uniquement la partie légitime de ces

chevauchements, visée par les groupes mafieux, les cas étudiés ont également révélé l'existence de relations de symbiose entre les acteurs criminels et légitimes, dans un même environnement. Ces interactions permanentes permettent au crime organisé de se tailler une place parmi les organisations officielles, grâce à des facilitateurs qui contribuent à l'atteinte des objectifs criminels sans toutefois être associés à la mafia, ce qui joue un rôle dans l'infiltration mafieuse.

L'analyse des cas a également révélé que les groupes mafieux avaient moins tendance à attaquer ou à renverser le secteur visé qu'à exploiter ses faiblesses pour s'y infiltrer et promouvoir leurs intérêts économiques. Tout compte fait, il semble que la faiblesse du secteur à l'endroit du crime organisé soit fortement liée à l'existence de facteurs criminogènes qui multiplient les occasions dont profitent les participants du crime organisé pour s'infiltrer dans l'industrie. Du point de vue de la prévention, il est essentiel de se pencher sur le champ d'intervention organisationnelle dans lequel s'épanouit le crime organisé, afin de déterminer sa structure et les ouvertures qui y sont présentes (Beken-Defruytier, 2005). Le diagnostic de ces points vulnérables, susceptibles aux manœuvres frauduleuses profitables, est un élément clé si l'on veut s'attaquer au problème de l'infiltration de la mafia dans le secteur public de la construction et former des stratégies globales de lutte contre le crime. En fait, la victoire contre les systèmes criminels dépend de la réduction de la vulnérabilité des secteurs aux mesures frauduleuses. Pour ce faire, diverses stratégies de lutte contre le crime pourraient être employées. Selon des études à ce sujet (voir par exemple OCTF, 1990; Beken, 2005; Savona, 2010; et Sécurité publique, 2012), la stratégie la plus efficace, lorsqu'elle est bien conçue et mise en œuvre, consiste à éliminer les possibilités d'activité criminelle. Elle vise à détecter les faiblesses du secteur envers l'exploitation du crime organisé (des occasions pour la mafia de s'infiltrer) et à supprimer ces facteurs criminogènes afin de rendre impossible, ou du moins très difficile, la commission de crimes particuliers. Par opposition aux recherches traditionnelles sur le crime organisé, l'analyse se concentre sur le contexte qui pourrait être favorable aux entreprises criminelles, plutôt que sur les acteurs ou les groupes en question, puisque ces groupes criminels sont parfois transitoires, tandis que les possibilités criminelles restent stables au fil du temps.

References

JUDICIAL DOCUMENTS

- PrCt – Procura di Catania (2003), *Richiesta di convalida del fermo e richiesta per l'applicazione di misure cautelari contro Boninelli + 10*, R.G.N.R. n. 14763/00
- PrPa – Procura della Repubblica di Palermo. Direzione Distrettuale Antimafia (1992), *Verbali di interrogatorio reso dal collaboratore di giustizia, Leonardo Messina*, n.d.
- PrPa – Procura della Repubblica di Palermo. Direzione Distrettuale Antimafia (1993), *Richiesta di applicazione di misure cautelari nei confronti di Agate Mariano+57*, February 20
- PrRc – Procura della Repubblica di Reggio Calabria. Direzione Distrettuale Antimafia (1995), *Richiesta di ordini di custodia cautelare in carcere e di contestuale rinvio a giudizio nel procedimento contro Condello Pasquale+477*, July
- PrRc – Procura della Repubblica di Reggio Calabria. Direzione Distrettuale Antimafia (2008), *Decreto di fermo di indiziato di delitto*, R.G.N.R. D.D.A. 1389/2008
- TrPa - Tribunale di Palermo (1984), *Verbali di interrogatorio reso dal collaboratore di giustizia, Tommaso Buscetta*
- TrPa - Tribunale di Palermo (1985), *Ordinanza-sentenza di rinvio a giudizio dei confronti di Abbate Giovanni + 706*, November 8
- TrPa - Tribunale di Palermo. Ufficio del Giudice per le Indagini Preliminari, (1992), *Ordinanza di custodia cautelare in carcere nei confronti di Riina Salvatore+23*, October 20
- TrPa - Tribunale di Palermo. Ufficio Istruzione Processi Penali (1987), *Verbali di interrogatorio reso dal collaboratore di giustizia, Antonino Calderone*
- TrPa - Tribunale di Palermo. Ufficio Istruzione Processi Penali (1989), *Verbali di interrogatorio reso dal collaboratore di giustizia, Francesco Marino Mannoia*
- TrPl - Tribunale di Palmi (2004), *Sentenza n. 379/2004, Giovinazzo Ippolito +13*
- TrRc - Tribunale di Reggio Calabria. Ufficio del Giudice per le Indagini Preliminari, (1993), *Ordinanza di custodia cautelare in carcere nei confronti di De Stefano Giorgio+18*, March 5
- TrSa - Tribunale di Salerno (2005a), *Ordinanza di applicazione di misura di custodia cautelare contro Franzese +9*, R.G.G.I.P. 5777/04
- TrSa - Tribunale di Salerno (2005b), *Ordinanza di applicazione di misura di custodia cautelare contro Palo + 8*, R.G.G.I.P. 5778/04

REPORTS

Alto Commissario per la prevenzione e il contrasto della corruzione e delle altre forme di illecito nella Pubblica Amministrazione (2006), *Studio su i pericoli di condizionamento della Pubblica Amministrazione da parte della criminalità organizzata*, Roma

CNEL – Consiglio Nazionale dell'economia e del Lavoro (2008), *Il contrasto dei fenomeni di illegalità e della penetrazione mafiosa nel ciclo del contratto pubblico*, report presented at the General Assembly on June 26 2008

CPA - Commissione Parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della criminalità organizzata mafiosa o similare (2006), *Inquinamento delle mafie nel settore degli appalti e delle opere pubbliche. Audizione di Luigi Giampaolino, Presidente dell'AVCP*, May 25 2010, paper available on http://www.avcp.it/portal/public/classic/Comunicazione/ArticoliEInterventi/_interventi?id=cf9368f60a7780a500c9b1254cd6d9aa

CPA - Commissione Parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia e sulle altre associazioni similari (1992), *Relazione annuale*, Doc. XXIII, no. 47, X Legislature, Rome, Camera dei Deputati

CPA - Commissione Parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia e sulle altre associazioni similari (1993), *Audizione del collaboratore di giustizia, Gapare Mutolo*, February 9, XI Legislature, Rome, Camera dei Deputati

CPA - Commissione Parlamentare di Inchiesta sul Fenomeno della Criminalità Organizzata mafiosa o similare (2006b), *Relazione conclusiva. Tomo II*, Rome, Camera dei Deputati

CPA - Commissione Parlamentare di Inchiesta sul Fenomeno della Criminalità Organizzata mafiosa o similare (2006a), *Relazione conclusiva. Tomo I*, Rome, Camera dei Deputati

CPA - Commissione Parlamentare di Inchiesta sul Fenomeno della Criminalità Organizzata mafiosa o similare (2008b), *Relazione conclusiva*, 19 febbraio 2008, Doc. XXIII n.7, Rome, Camera dei Deputati

CPA - Commissione Parlamentare di Inchiesta sul Fenomeno della Criminalità Organizzata mafiosa o similare (2008a), *Relazione annuale sulla 'Ndrangheta*, 19 febbraio 2008, Doc. XXIII n.5, Rome, Camera dei Deputati

CPAS, Commissione Parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia in Sicilia (1971), *Relazione sull'indagine riguardante casi di singoli mafiosi*, Doc. XXIII, no. 2, V Legislature, Rome, Camera dei Deputati

CPAS, Commissione Parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia in Sicilia (1976), *Relazione conclusiva. Relatore Carraro*, Doc. XXIII, no. 2, VI Legislature, Rome, Camera dei Deputati

CSD – Center for the Study of Democracy (2010), *Examining the links between organized crime and corruption*, European Commission

DIA - Direzione Investigativa Antimafia (2003), *Attività svolta e risultati conseguiti. 2 semestre*, Ministero dell'Interno

DIA - Direzione Investigativa Antimafia (2006), *Attività svolta e risultati conseguiti. 2 semestre*, Ministero dell'Interno

DIA - Direzione Investigativa Antimafia (2007), *Attività svolta e risultati conseguiti. 2 semestre*, Ministero dell'Interno

DIA – Direzione Investigativa Antimafia (2010b), *Attività svolta e risultati conseguiti, 2 semestre*, Ministero dell'Interno

DIA – Direzione Investigativa Antimafia (2010a), *Attività svolta e risultati conseguiti, 1 semestre*, Ministero dell'Interno

DIA – Direzione Investigativa Antimafia (2011), *Attività svolta e risultati conseguiti, 1 semestre*, Ministero dell'Interno

DNA – Direzione Nazionale Antimafia (2007), *Relazione annuale sulle attività svolte dal Procuratore Nazionale Antimafia e dalla Direzione Nazionale Antimafia nonché sulle dinamiche e strategie della criminalità organizzata di tipo mafioso nel periodo 1 luglio 2006-30 giugno 2007*

DNA – Direzione Nazionale Antimafia (2008), *Relazione annuale sulle attività svolte dal Procuratore Nazionale Antimafia e dalla Direzione Nazionale Antimafia nonché sulle dinamiche e strategie della criminalità organizzata di tipo mafioso nel periodo 1 luglio 2007-30 giugno 2008*

DNA – Direzione Nazionale Antimafia (2010), *Relazione annuale sulle attività svolte dal Procuratore Nazionale Antimafia e dalla Direzione Nazionale Antimafia nonché sulle dinamiche e strategie della criminalità organizzata di tipo mafioso nel periodo 1 luglio 2009-30 giugno 2010*

DNA – Direzione Nazionale Antimafia (2011), *Relazione annuale sulle attività svolte dal Procuratore Nazionale Antimafia e dalla Direzione Nazionale Antimafia nonché sulle dinamiche e strategie della criminalità organizzata di tipo mafioso nel periodo 1 luglio 2010-30 giugno 2011*

Eurispes (2008), *Rapporto. 'Ndrangheta*, Roma

Global Infrastructure Anti-Corruption Centre (2008), *Example of Corruption in Infrastructure*, Catherine Stansbury and Neill Stansbury

Ministero dell'Interno (2001), *Rapporto sul fenomeno della criminalità organizzata (anno 2000)*, Rome: Camera dei Deputati. Available online: www.poliziadistato.it/pds/online/documentazione.htm. Accessed May 2012

Ministero dell'Interno (2004), *Rapporto sul fenomeno della criminalità organizzata (anno 2003)*, Rome: Camera dei Deputati

Ministero dell'interno (2007), *Rapporto sulla criminalità in Italia. Analisi, Prevenzione, Contrasto*, Rome, Camera dei Deputati

OCTF (1990), *Corruption and Racketeering in the New York City Construction Industry: The Final Report of the New York State Organized Crime Taskforce*, New York University Press

PAGT – Port Authority Gioia Tauro (2012), *Description*, <http://www.portodigioiatauro.it/index.php>. Accessed June 2012

Public Safety Canada (2012), *Economic Sectors Vulnerable to Organized Crime: Commercial construction*, Report n. R-027, January 2012

SOS Impresa (2007), *Decimo Rapporto. Le mani della criminalità sulle imprese*, Rome, Confesercenti

SVIMEZ, Associazione per lo sviluppo dell'industria nel Mezzogiorno (1998), *Rapporto 1998 sull'economia del Mezzogiorno*, Bologna: Il Mulino

TRANSCRIME (2008), *Study on Extortion Racketeering. The Need for an Instrument to Combat Activities of Organized Crime. Final report*, European Commission

US Senate – Committee on Government Operations (1963), *Hearings of Joseph Valachi before the Permanent Subcommittee on Investigations of the Committee on Government Operations*, Washington DC: US Government Printing Office

SECONDARY SOURCES

Allum F., Sands J. (2004), "Explaining organized crime in Europe: are economists always right", in *Crime Law and Social Change*, 7(23)

Arlacchi P. (1986), *Mafia business. The Mafia Ethic and the Spirit of Capitalism*, Verso edition

Arlacchi P. (1993), *Men of Dishonor: Inside the Sicilian Mafia. An account of Antonino Calderone*, New York: William Morrow

Arlacchi P. (1994), *Addio Cosa Nostra. La vita di Tommaso Buscetta*, Milan: Rizzoli

- Asmundo A., Lisciandra M. (2008), "The Cost of Protection Racket in Sicily", in *Global Crime*, 9:3, 221–240
- Bajari P., Tadelis S. (2006), "incentives and award procedures: competitive tendering versus negotiations in procurement", in Dimitri N., Piga G., Spagnolo G. (eds.), *Handbook of Procurement*, Cambridge: Univerisity Press
- Becchi A. (2000), *Criminalità organizzata. Paradigmi e scenari delle organizzazioni mafiose in Italia*, Rome: Donzelli Editore
- Becchi A., Rey G.M. (1994), *L'economia criminale*, Bari: Laterza
- Beccucci S. (2006), *Criminalità multi-etnica. I mercati illegali in Italia*, Bari: Laterza
- Becucci S. (2005), "Old and new actors in the Italian drug trade: Ethnic succession or functional specialization?", in *European Journal on Criminal Policy and Research*, 10: 257-283
- Calderoni F., Caneppele S., (2009), *La geografia criminale degli appalti: Le infiltrazioni della criminalità organizzata negli appalti pubblici nel Sud Italia*, Milan: FrancoAngeli
- Calderoni F. (2011), "Where is the mafia in Italy? Measuring the presence of the mafia across Italian provinces", in *Global Crime*, vol. 12:1, pp. 41-69
- Calderoni F., Caneppele S., Martocchia S. (2009), "Not Only Banks: Criminological Models on the Infiltration of Public Contracts by Italian Organized Crime", *Journal of Money Laundering Control*, 12(2), 151-172
- Campana P. (2011), "Eavesdropping on the Mob: the functional diversification of Mafia activities across territories", in *European Journal of Criminology*, 8, 213-231
- Campana P. (2012), "Il coltello e il mercato. La Camorra prima e dopo l'Unità d'Italia, by Marcella Marmo", in *Global Crime*, 13:2, 130-134
- Canonico P., Consiglio S., De Nito E., Mangia G. (2012), "Shining a light on the dark side of business: the resistible growth of criminal firms in the public sector", in *International Review of Public Administration*, 17:1, 149-172
- Cantone R. (2012), *Operazione Penelope, Perché la lotta alla criminalità organizzata e al malaffare rischia di non finire mai*, Milan: Mondadori
- Centonze A. (2005), *Il sistema di condizionamento mafioso degli appalti pubblici. Modelli di analisi e strumenti di contrasto*, Osservatorio permanente sulla criminalità organizzata, vol. 7, Milan: Giuffrè
- Centorrino M. (1986), *L'Economia mafiosa, Problemi aperti*, vol. 2, Rubbettino
- Centorrino M. (2001), *L'impatto criminale sulla produttività del settore privato dell'economia. Un'analisi regionale*, Serie Studi di economia e analisi del territorio, vol. 8, Milan: Giuffrè
- Champeyrache C. (2004), *L'infiltration mafieuse dans l'économie légale*, L'Harmattan
- Ciconte E. (1992), *'Ndrangheta dall'Unità ad oggi*, Bari: Laterza
- De Mauro M. (1962), "La confessione del dott. Melchiorre Allegra: Come io, medico, diventai mafioso, in *L'Ora*, January 23-24
- Decarolis F. (2009), "When the highest bidder loses the auction: theory and evidence from public procurement", Economic Research Department, Economic working papers 717, Bank of Italy
- Di Nicola A., Zoffi P. (2004), "Italian Lawyers and Criminal Clients: Risks and Countermeasures", in *Crime, Law and Social Change*, 42, 201-225
- Dickie J. (2007), *Cosa Nostra. A history of the Sicilian Mafia*, Hodder
- Duyne P.C., Levi M. (2005), *Drugs and Money: Managing the Drug Trade and Crime-Money in Europe*, London: Routledge
- Falcone G. (1991), *Cose di Cosa Nostra*, Rizzoli

- Falcone G., Turone G. (1982), "Tecniche di indagine in material di mafia", paper given at the conference *Riflessioni ed esperienze sul fenomeno mafioso* organized by the Consiglio Superiore della Magistratura, Castelgandolfo, 4-6 June 1982
- Fantò E. (1999), *L'impresa a partecipazione mafiosa. Economia legale ed Economia criminale*, Edizioni Dedalo
- Fijnaut C., Paoli L. (2004), *Organised Crime in Europe. Concepts, Patterns and Control Policies in the European Union and Beyond*, New York: Springer
- Finckenauer J.O. (2006), "Problem of definition: what is organized crime?", in *Trends in Organized Crime*, vol. 8:3, pp. 63-83
- Forgione F. (2009), *Mafia Export. Come 'Ndrangheta, Cosa Nostra e Camorra hanno colonizzato il mondo*, Milan: Baldini Castoldi Editore
- Franchetti L. ([1974] 1993), *Condizioni politiche ed amministrative della Sicilia*, Rome: Donzelli
- Fulveti G. (2004), "The Mafia and the "Problem of the Mafia": Organised Crime in Italy", in Fijnaut C., Paoli L. (eds.), *Organised Crime in Europe. Concepts, Patterns and Control Policies in the European Union and Beyond*, New York: Springer
- Gambetta D. (1988), *Trust. Making and breaking cooperative relations*, New York: Basic Blackwell
- Gambetta D. (1993), *The Sicilian Mafia. The business of private protection*, Cambridge: Harvard University Press
- Goldstok R., Marcus M., Thacher T., Jacobs J.J., (1991), *Corruption and Racketeering in the New York City Construction Industry: The Final Report of the New York State Organized Crime Taskforce*, New York University Press
- Grasso T. (1998), "I fondi antiusura e antiracket", in Violante L. (ed.), *I soldi della mafia. Rapport '98*, Bari: Laterza
- Grasso T., Varano, A. (2002), *U Pizzu. L'Italia del racket e dell'usura*, Milano: Baldini e Castoldi
- Gratteri N., Nicaso A. (2007), *Fratelli di sangue. La 'Ndrangheta tra arretratezza e modernità: da mafia-agropastorale a holding del crimine*, Cosenza: Luigi Pellegrini Editore
- Hess H. (1973), *Mafia & Mafiosi. The structure of Power*, Farnborough: Saxon House
- Hess H. (1996), *Mafia & Mafiosi, Origin, Power and Myth*, New York University Press
- Jacobs J. (1999), *Gotham unbound: How New York City was liberated from the grip of organized crime*. New York, New York University Press.
- Lembo C. (2007), "Appalti di opere pubbliche ed infiltrazioni mafiose: analisi di protocolli investigativi", report presented at workshop *Appalto di opere pubbliche e violazioni penali*, Consiglio Superiore della Magistratura, Roma 17-19 ottobre
- Levi M., Naylor T. (2000), "Organized Crime, The Organization of Crime and the Organization of Business", paper published by the UK DTI's Office of Science and Technology Foresight Directorate Crime Prevention Panel, p.4
- Marmo M. (2011), *Il coltello e il mercato. La Camorra prima e dopo l'Unità d'Italia*, Naples: L'ancora del Mediterraneo
- Middleton D.H., Levi M. (2004), "The Role of Solicitors in Facilitating Organized Crime: Situational Crime Opportunities and Their Regulation", in *Crime, Law and Social Change*, 42, 123-161
- Moretti L., Valbonesi P. (2012), "Subcontracting in Public Procurement: An Empirical Investigation", available on line http://chaire-eppp.org/files_chaire/subvda_mv_15.pdf. Accessed on May 2012
- Morselli C. (2009), *Inside Criminal Networks*, New York: Springer
- Nicaso A., Lamothe L. (2005), *Angels, Mobsters & Narco-Terrorists. The Rising Menace of Global criminal Empires*, Mississauga: Wiley

- Paoli L. (2002), "The paradoxes of organized crime in Crime", in *Law & Social Change*, 37, 51-97
- Paoli L. (2003), *Mafia Brotherhoods. Organized crime, Italian style*, Oxford University Press
- Paoli L. (2004), "Organised Crime in Italy: Mafia and Illegal Markets – Exception and Normality", in Fijnaut C., Paoli L. (eds.), *Organised Crime in Europe. Concepts, Patterns and Control Policies in the European Union and Beyond*, New York: Springer
- Reuter P. (1987), *Racketeering in Legitimate industries. A study in the Economics of Intimidation*, New York: Rand
- Santino U. (2001), "Mafia, impresa e sistema relazionale", paper presented at the workshop *Journées d'étude sur la mafia*, Paris July 5-6 2001, available on line <http://www.bernardoprovenzano.net/ricerche.htm>
- Santino U., La Fiura G. (1990), *L'impresa mafiosa. Dall'Italia agli Stati Uniti*, Milan: Franco Angeli
- Savona E.U. (2001), "Economia e Criminalità", in *Enciclopedia delle Scienze Sociali*, Istituto dell'enciclopedia Italiana Treccani, vol. IX, pp 92-100
- Savona E.U. (2010), "Infiltration of the public construction industry by Italian organised crime", in Bullock K., Clarke R.V. and Tilley N. (eds.), *Situational Prevention of Organised Crimes*, Willan Publishing
- Savona E.U. (2012), "Italian Mafias' Asymmetries", in Siegel, van de Bunt (eds.), *Traditional Organized Crime in the Modern World*, Studies of Organized crime, New York: Springer
- Schank R.C., Abelson R.P. (1977), *Scripts, Plans, Goals and Understanding. An inquiry into Human Knowledge*, New Jersey: Erlbaum
- Schumpeter J. (1959), *The Theory of Economic Development*, Cambridge
- Sciarrone R. (1998), *Mafie vecchie, Mafie nuove. Radicamento ed espansione*, Rome: Donzelli Editore.
- Smith D.C. (1978), "Organized crime and entrepreneurship", in *International Journal of Criminology and Penology*, vol. 6:2, pp. 161-177
- Solazzo T. (2003), "Unione Europea, appalti e criminalità organizzata transnazionale", *Gnosis. Rivista di Intelligence e di cultura professionale*, n. 26, May-August, available on line <http://gnosis.aisi.gov.it/sito/Rivista26.nsf/ServNavigE/9>
- Tenti V. (2012), "Corruption and racketeering in the construction industry. A tale from Italy", paper given at the conference organized by the Conference Board of Canada's Centre for National Security, Montreal, May 24th 2012
- Vander Beken T. (2005), *Organized crime and vulnerability of economic sectors: The European transport and music sector*, Antwerp: Maklu Publisher
- Vander Beken T. (2007), *The European water industry and crime vulnerabilities*, Antwerp: Maklu Publisher
- Vander Beken T., Defruytier M., Bucquoye A., Verpoest K. (2005), "Road map for vulnerability studies", in Vander Beken (ed.), *Organized crime and vulnerability of economic sectors: The European transport and music sector*, Antwerp: Maklu Publisher
- Vander Beken T., Van Daele S. (2008), "Legitimate businesses and crime vulnerabilities", in *International Journal of Social Economics*, 35:10, 739-750
- Varese F. (2011), *Mafia on the Move. How Organized Crime Conquers New Territories*, New Jersey: Princeton University Press
- Veltri E., Laudati A. (2009), *Mafia pulita*, Milan: Longanesi
- Zagari A. (1992), *Ammazzare stanca. Autobiografia di uno 'ndranghetista pentito*, Cosenza: Periferia